



# Assemblée générale

Distr. générale  
28 juin 2001  
Français  
Original : anglais/espagnol/français

---

## Cinquante-sixième session

Point 17 a) de la liste préliminaire

### Élections aux sièges devenus vacants

dans les organes subsidiaires et autres élections

## Élections des membres de la Commission du droit international

### Note du Secrétaire général

#### I. Introduction

1. Dans une note verbale datée du 5 octobre 2000, adressée aux Représentants permanents des États Membres de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général a invité les gouvernements à lui communiquer les noms des candidats qu'ils avaient l'intention de présenter en vue de l'élection des membres de la Commission pour le prochain mandat de cinq ans, qui commence le 1er janvier 2002, ainsi que les notices biographiques de ces candidats.
2. Les noms des personnes dont la candidature a été présentée en vue de l'élection des membres de la Commission figurent dans le document A/56/117.
3. Les notices biographiques des candidats communiquées par les gouvernements sont reproduites à la Section II.

---

\* A/56/50.



## II. Notices biographiques des candidats

### **Emmanuel Akwei Addo (Ghana)**

[Original : anglais]

Né le 10 septembre 1943.

#### **Établissements d'enseignement fréquentés**

Accra Academy (Accra), 1958-1962.

École MFANTSIPIM, Cape Coast, 1962-1964.

Université du Ghana, Legon, 1965-1969.

Emmanuel College, Cambridge (Royaume-Uni), 1977-1978.

Institut international du droit du développement, Rome (Italie), novembre-décembre 1986.

Institut de droit international, Washington (États-Unis), du 6 au 31 mars 1989.

#### **Diplômes universitaires et professionnels**

- Licence en droit avec mention (Ghana), 1968.
- Certificat juridique d'aptitude pratique, 1969.
- Inscription au barreau, octobre 1969.
- Procureur et avocat, Tribunal supérieur (Ghana), octobre 1969.
- Maîtrise en droit international (Cambridge), 1978.

Matières étudiées :

- Droit international de la paix;
- Droit des conflits armés et du recours à la force, y compris le maintien de la paix et le règlement des différends;
- Droit des institutions internationales;
- Droit de la mer.
- Certificat en techniques financières du développement, Institut international du droit du développement, Rome, 1986;
- Certificat en techniques de négociation des investissements étrangers, Institut du droit international, Washington, 1989.

#### **Expérience professionnelle**

*Fonctions actuelles*

Membre de la Commission du droit international

Solicitor general du Ghana et Directeur du Département des affaires juridiques internationales du Bureau du Procureur général (Ministère de la justice)

*Postes occupés au Ghana*

- Avocat dans un cabinet privé, Junior Partner; MM. Opoku-Acheampong and Co., Accra, octobre 1969-mai 1970. Rejoint le Bureau du Procureur général (Ministère de la justice) en juin 1970 et y occupe successivement les fonctions suivantes : Procureur adjoint, Procureur de l'État, Procureur confirmé, Procureur principal et Procureur en chef. Actuellement Directeur du Département des affaires juridiques internationales (Ministère de la justice). A travaillé dans divers services du Département et représenté le Ghana, à des tribunaux supérieurs, dans diverses affaires qui ont fait date. Au Bureau du Procureur général et au Ministère de la justice, s'est acquitté notamment des tâches suivantes :
- A rédigé des avis juridiques sur tous les aspects du droit, y compris le droit international et les transactions internationales.
  - A fourni des conseils d'ordre général sur des affaires pénales et dresser le réquisitoire d'affaires graves, par exemple, atteintes à la sécurité de l'État (trahison), meurtre, homicide involontaire, viol, etc.
  - A aidé le Procureur général à établir des directives concernant les fonctions du Procureur général en matière de poursuites pénales.
  - A examiné et rédigé des contrats et des accords pour le Gouvernement ghanéen.
  - A représenté le Gouvernement dans des négociations industrielles ou commerciales.
  - A pris en charge des affaires civiles et constitutionnelles auxquelles l'État était partie. A dirigé l'équipe composée de cinq procureurs qui a dressé en cour d'appel le réquisitoire de l'affaire type concernant le braconnage des éléphants au parc national Mole, et fait ainsi annuler une décision, 1986.
  - A fourni des services au Comité (d'examen) des accords publics qui revoit tous les accords publics du Ghana. A dirigé l'équipe qui a négocié et signé un accord entre le Gouvernement ghanéen et Stanley Associates Engineering Ltd., société multinationale basée à Edmonton (Alberta, Canada), avril 1988.
  - De 1973 à 1977, en tant que substitut du Procureur général de la Volta ghanéenne et avec le rang de procureur confirmé, a rempli toutes les fonctions du procureur général de la région, donné des conseils juridiques à tous ses organismes gouvernementaux et représenté le ministère public dans des affaires pénales et civiles.
  - De mai 1979 à mai 1989, en tant que substitut du Procureur général du nord du Ghana et avec le rang de procureur principal, a rempli toutes les fonctions du procureur général de la région et notamment donné des conseils juridiques à l'administration régionale et à d'autres organismes publics de la région. Réquisitoire contre des crimes graves devant les juridictions supérieures de la région et poursuite d'affaires civiles et constitutionnelles auprès des mêmes tribunaux. Suivi et contrôle des poursuites engagées par la police dans différentes affaires criminelles; fourniture à la police d'avis d'ordre général pour des affaires criminelles; procédures engagées dans le cadre d'affaires criminelles sur la base de rapports des commissions d'enquête.

- Représentant du ministère public à la Haute Cour, à la Cour d’appel et à la Cour suprême dans des affaires civiles ou constitutionnelles.
- Promu Procureur en chef et détaché auprès du Ministère des affaires étrangères en tant que Directeur du Bureau des affaires juridiques et consulaires (Conseiller juridique), juin 1989 à 1998.
- Directeur du Bureau des affaires juridiques et consulaires, Ministère des affaires étrangères, de 1989 à 1998. À ce titre, le candidat :
  - A donné des conseils au Ministère des affaires étrangères et aux divers bureaux du Ministère sur des questions juridiques ayant trait aux activités du Ministère;
  - A donné des avis sur des points de droit international ayant trait à des traités, conventions et accords internationaux ainsi qu’à l’ONU et aux autres organisations internationales;
  - En tant que conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères, il a exercé une influence décisive sur les positions et les mesures prises par le Gouvernement ghanéen en droit international. Principal conseiller du Gouvernement Ghanéen pour les questions de droit international.
- Directeur du Département des affaires juridiques internationales du Bureau du Procureur général (Ministère de la justice) depuis le 2 janvier 1995. À ce titre, responsable de toutes les questions de droit international, des accords internationaux, de l’arbitrage international ainsi que des litiges internationaux et transnationaux auxquels le Ghana est partie.

Depuis juin 1998, Solicitor general du Ghana, position la plus élevée dans le domaine du conseil juridique au Ghana, qui l’amène à diriger le Bureau du Procureur général en son absence et en l’absence de son Substitut.

Membre de la délégation ghanéenne auprès de la Commission mixte de démarcation créée par les Gouvernements ghanéen et togolais pour régler les conflits frontaliers au sud-est du Ghana (1974).

Commission pour la réforme juridique (1974) : préparation d’un projet de loi, pour examen par le Gouvernement.

Conférencier à la faculté de droit de l’Université du Ghana, Legon, de février à avril 1979. Cours de maîtrise sur le droit des institutions internationales et le droit de la mer.

Membre de la Commission d’enquête sur les affrontements entre les policiers des frontières et la population civile à Bolgatanga (Haut-Ghana), 1980.

Procureur-conseil auprès de la Commission d’enquête sur les troubles survenus entre les tribus Nanumba et Konkomba dans le nord du Ghana, 1981.

Membre du Comité de la police régionale, région nord, de 1983 à mai 1989.

Membre du Comité de médiation dans l’affaire Yendi Skin (conflit d’autorité) créé par le Conseil provisoire de défense nationale en application de la décision de la Cour suprême concernant l’affaire Yendi Skin, 1987.

Membre du Conseil d’administration de la Ghana Milled Rice Production Company, juin 1979-1983.

*Affiliation à des organisations professionnelles*

Membre du barreau ghanéen, d'octobre 1969 à ce jour.

Comité disciplinaire de l'Association locale du barreau, de 1973 à 1975.

Membre du club de droit international de l'Université de Cambridge, 1977-1978 (époque à laquelle le candidat préparait sa maîtrise).

Membre de l'Association internationale du barreau (Section de la pratique générale et du droit des affaires ainsi que du Groupe de travail des juristes travaillant pour des gouvernements).

Membre du Groupe national du Ghana, chargé de proposer des candidats pour la Cour internationale de Justice.

Membre de la Société américaine de droit international.

Membre du Conseil d'administration du Centre d'arbitrage du Ghana.

*Expérience internationale*

Février 1989 : Membre de la délégation ghanéenne à la vingt-huitième session du Comité consultatif juridique afro-asiatique, Nairobi (suppléant du chef de délégation).

Août et septembre 1989 : Chef de la délégation ghanéenne à la septième session de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins du Tribunal international du droit de la mer, tenue à New York. Président du Groupe des États africains.

Mars 1990 : Chef de la délégation ghanéenne à la huitième session de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins du Tribunal international du droit de la mer, tenue à Kingston (Jamaïque). Président du Groupe des États africains.

Du 12 au 15 juin 1990, expert ghanéen à la première réunion du Groupe d'experts de la zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud sur le droit de la mer qui s'est tenue à Brazzaville, sous l'égide du Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer de l'ONU.

Du 13 au 31 août 1990 : Chef de la délégation ghanéenne à la huitième session (d'été) de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins du Tribunal international du droit de la mer, tenue à New York.

Du 25 février au 22 mars 1991 : Chef de la délégation ghanéenne à la neuvième session (de printemps) de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins du Tribunal international du droit de la mer, tenue à Kingston (Jamaïque).

Août 1991 : Chef de la délégation ghanéenne à la neuvième session (d'été) de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins du Tribunal international du droit de la mer, tenue à New York.

Février et mars 1992 : Chef de la délégation ghanéenne à la dixième session (de printemps) de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins du Tribunal international du droit de la mer, tenue à Kingston (Jamaïque).

Du 10 au 21 août 1992 : Chef de la délégation ghanéenne à la dixième session (d'été) de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, tenue à New York.

Juillet 1993, expert ghanéen à la réunion d'experts sur l'application et l'efficacité de la Convention de la Haye, de 1954, pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé.

Février 1993 : Chef de la délégation ghanéenne à la onzième session (de printemps) de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins du Tribunal international du droit de la mer.

Octobre 1993 : Voyage aux États-Unis, parrainé par la United States Information Agency, pour étudier directement les systèmes juridiques et judiciaires de ce pays.

Du 7 au 11 février 1994 : Chef de la délégation ghanéenne à la douzième session (de printemps) de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins du Tribunal international du droit de la mer, Kingston (Jamaïque).

Février 1994 : En tant que l'un des 10 experts mondiaux sur le sujet, invité par le Gouvernement néerlandais à participer en février 1994, à Lauswolt (Pays-Bas), à l'examen de certaines dispositions de la Convention de La Haye, de 1954, pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et à la rédaction de projets de dispositions, à la lumière de l'expérience acquise lors des conflits survenus en ex-Yougoslavie et entre l'Iraq et le Koweït.

Août 1994 : Chef de la délégation ghanéenne à la douzième session (d'été) de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins du Tribunal international du droit de la mer, tenue à New York.

Septembre 1994 : Invité par la Société africaine de droit international et de droit comparé à participer à sa sixième réunion annuelle, à Kampala.

Novembre et décembre 1994 : invité par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), à titre personnel, en tant qu'expert en droit international, à participer à la réunion d'experts organisée au siège de l'UNESCO pour examiner et rédiger un protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé.

Mars 1995 : Représentant du Ghana au Congrès des Nations Unies sur le droit international public tenu au Siège des Nations Unies, à New York.

Mars 1995 : Invité par la Cour permanente d'arbitrage (La Haye) à participer en tant qu'observateur à la réunion du Comité directeur composé de 30 juristes internationaux, dont huit juges de la Cour internationale de Justice.

Septembre 1995 : expert du Gouvernement ghanéen à une réunion d'experts gouvernementaux tenue au Cap (Afrique du Sud) pour étudier la création d'une cour africaine des droits de l'homme; la réunion a abouti à la rédaction d'un projet de protocole additionnel à la Charte africaine concernant la création d'une cour africaine des droits de l'homme et des peuples.

Février 1996 : Invité à être juge dans la Jessup International Moot Court Competition, en 1996, pour les pays du Nord-Est à la Buffalo School of Law (New York). Unique compétition mondiale de tribunaux fictifs de droit international, l'événement attire des représentants de plus de 400 facultés de droit de plus de 50 pays.

Novembre 1996 : Élu membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies par l'Assemblée générale, à sa cinquante-et-unième session.

Avril 1997 : Invité par les Gouvernements des Pays-Bas et de la Fédération de Russie à participer à la réunion des Amis de 1999 au Palais de la paix, à La Haye, au cours de laquelle a été établi un programme d'action pour la célébration du centenaire de la première Conférence de la paix de La Haye.

Mai-juillet 1997 : En sa qualité de membre de la Commission du droit international, a assisté et participé aux délibérations de la quarante-neuvième session de la Commission, à Genève.

Septembre 1997 : A dirigé une équipe de juristes envoyée à Amsterdam pour y arbitrer, au nom du Fonds européen de développement, l'affaire *Kamphil c. Ministre des finances de la République du Ghana*.

Octobre-novembre 1997 : Chef de la délégation ghanéenne à la Sixième Commission (questions juridiques) de l'Assemblée générale. A assisté et participé au Colloque des Nations Unies sur le développement progressif et la codification du droit international, organisé à l'occasion du cinquantenaire de la Commission du droit international.

Avril-juin 1998 : En sa qualité de membre de la Commission du droit international, a assisté et participé aux délibérations de la cinquantième session de la Commission, à Genève. A prononcé un exposé sur la responsabilité internationale et fait des observations sur l'approche adoptée par la Commission lors du Séminaire organisé à l'occasion du cinquantenaire de la Commission du droit international, les 21 et 22 avril 1998.

Juin-juillet 1998 : Chef suppléant de la délégation ghanéenne à la Conférence diplomatique des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale, à Rome. A également participé au Comité de rédaction.

Août 1998 : En sa qualité de membre de la Commission du droit international, a assisté et participé aux délibérations de la cinquantième session de la Commission, à sa deuxième réunion, au Siège de l'ONU, à New York.

Mai-Juillet 1999 : En sa qualité de membre de la Commission du droit international, a assisté et participé aux délibérations de la cinquante-et-unième session de la Commission, à Genève. Élu deuxième Vice-Président de la Commission. A prononcé une conférence sur « La comptabilité des réserves avec les objets et buts des traités multilatéraux », devant les participants de la trente-cinquième session du Séminaire de droit international.

Mai-juin 2000 : En sa qualité de membre de la Commission du droit international, a assisté et participé aux délibérations de la cinquante-deuxième session de la Commission, à Genève.

Juillet-août 2000 : En sa qualité de membre de la Commission du droit international, a assisté et participé aux délibérations de la cinquante-deuxième session de la Commission, à sa deuxième réunion, à Genève.

## **Publications**

« Marine Legislation and Institutional Arrangements for Marine Policy with Emphasis on National Priorities ». Communication présentée à la réunion du Groupe d'experts de la zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud sur le droit de la mer tenue à Brazzaville et publiée par le Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer de l'ONU.

« Africa in the Twenty-First Century ». Communication présentée au Armed Forces Staff College.

« Implementation of international Law norms, Treaties and Conventions into the domestic Law of Ghana ». Communication présentée lors de la Conférence de la Société africaine de droit international et de droit comparé.

« La compatibilité des réserves avec les objets et buts des traités multilatéraux ». Communication présentée aux participants de la trente-cinquième session du Séminaire de droit international, au cours de la cinquante-et-unième session de la CDI.

« The Role of the Legal Adviser In The Conduct of Ghana's International Relations From Independence To The Present » (*Recueil d'articles de conseillers juridiques d'États, d'organisations internationales et de praticiens du droit international*, Nations Unies, 1999)

« International responsibility and liability : comments on the Commission's approach » dans *The International Law Commission : Fifty Years After : An Evaluation* (Actes du Séminaire tenu à l'occasion du cinquantenaire de la Commission du droit international, 21-22 avril 1998. Publication des Nations Unies, 2000)

« L'expulsion des étrangers ». Rapport du Groupe de travail sur le programme de travail à long terme. Plans d'étude des sujets qu'il est recommandé d'inscrire au programme de travail à long terme de la Commission, ILC( LII)/WG/LT/L.1/Add.1, 25 juillet 2000.

**Ali Mohsen Fetais Al-Marri (Qatar)**

[Original : anglais]

Né le 8 février 1965, à Doha.

**Formation universitaire**

Doctorat en droit (thèse sur les frontières dans la péninsule arabe), Université de Paris I (Panthéon Sorbonne), 26 avril 1997.

Maîtrise en droit (mémoire sur la consultation en tant que premier des trois pouvoirs de l'État), Université de Rennes I (France), 1993-1994.

Licence en droit, Université de Clermont-Ferrand (France), 1991-1992.

Diplôme de civilisation française, Université de Paris III (Sorbonne).

Diplôme en linguistique française, Université de Besançon (France).

Diplôme de civilisation française, Université de Clermont-Ferrand (France).

Diplôme en langue française, Université de Poitiers (France).

**Fonctions**

Conseiller juridique au Cabinet de l'Émir.

Directeur du Département des affaires juridiques du Cabinet de l'Émir, au grade de Sous-Secrétaire d'État.

Secrétaire général adjoint au Conseil des ministres.

Chef du Comité des contrats internationaux chargé d'examiner et de réviser les contrats et accords auxquels l'État est partie, ainsi que de superviser et de suivre toutes les affaires et les actions en arbitrage international ou local intentées par ou contre l'État.

Membre du Conseil d'administration de la Compagnie générale des télécommunications qatariennes depuis 1995.

Membre et rapporteur adjoint du Comité chargé d'établir la constitution permanente du Qatar (1999).

Membre du Comité de coopération militaire Qatar-États-Unis.

Membre du Comité de coopération militaire Qatar-France.

Membre de la défense dans le cadre du différend frontalier entre le Qatar et le Bahreïn (affaire portée devant la Cour internationale de Justice).

Arbitre accrédité auprès du Centre d'arbitrage commercial du Conseil de coopération du Golfe (Bahreïn) depuis novembre 1997.

Expert accrédité auprès du Centre d'arbitrage commercial du Conseil de coopération du Golfe.

Maître de conférences en droit international à l'Université du Qatar (depuis 1997).

Participation à de nombreux séminaires et conférences sur le droit international.

**Langues**

Arabe, Français, Anglais.

## **João Clemente Baena Soares (Brésil)**

[Original : anglais]

Né à Belém do Pará, au Brésil le 14 mai 1931.

Ancien Secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), élu à l'unanimité pour deux mandats consécutifs (1984-1994).

Secrétaire général au Ministère des relations extérieures, Gouvernement brésilien (1979-1984); Ministre par intérim à plusieurs reprises.

Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies.

Premier Vice-Président de la Commission du droit international (1997).

Président de la Commission du droit international (1998-1999).

### **Principales activités à l'Organisation des États américains**

Membre de la mission de paix en Amérique centrale, créée en janvier 1987 et composée du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et des ministres des affaires étrangères des pays membres du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui.

Témoin – désigné par les parties au conflit – de l'accord de cessez-le-feu signé à Sapoa (Nicaragua), en mars 1988, entre le Gouvernement nicaraguayen et l'opposition.

Membre de la Commission créée par la Réunion de consultation des ministres des affaires étrangères sur la crise du Panama, en mai 1989.

Chef de la mission de paix en El Salvador, en novembre 1989 (mandaté par l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains).

Membre de la mission des ministres des affaires étrangères en Haïti en 1991 et 1992.

Signataire du protocole d'accord conclu entre le Président Jean-Bertrand Aristide et René Théodore, nommé Premier Ministre, au siège de l'Organisation des États Américains (février 1992), afin de donner une solution constitutionnelle à la crise en Haïti.

Membre de la mission envoyée par les ministres des affaires étrangères en avril 1992 pour promouvoir le dialogue entre le Gouvernement péruvien et les groupes politiques du Pérou.

Chef de la mission d'enquête créée par le Conseil permanent le 25 mai 1993 pour informer la Réunion spéciale des ministres des affaires étrangères de l'évolution de la crise constitutionnelle au Guatemala.

Chef de la mission créée par la Réunion spéciale des ministres des affaires étrangères, le 3 juin 1993, pour appuyer les efforts visant à rétablir l'ordre constitutionnel au Guatemala.

Chef des missions d'observation créées dans le contexte des élections au Nicaragua, au Guatemala, en Haïti, au Suriname, au Pérou et au Paraguay.

A participé à plusieurs réunions des chefs de gouvernement et des ministres des affaires étrangères de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), ainsi qu'à des réunions des chefs de gouvernement et des ministres des affaires étrangères des pays d'Amérique centrale; a participé également aux première, deuxième, troisième et quatrième réunions du Sommet ibéro-américain des chefs d'État et de gouvernement.

Dans le cadre de son mandat de Secrétaire général de l'Organisation des États Américains, a participé à l'élaboration des réformes de la Charte de l'OEA approuvées à Cartagena de Indias, Managua et Washington.

### **Carrière diplomatique**

Secrétaire spécial pour les questions politiques et économiques (1977-1979).

Chef du Département des organismes internationaux (1974-1977).

A assumé des fonctions diplomatiques à Asunción, à Lisbonne, à Guatemala, à Bruxelles, à Florence, et à la Mission permanente du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies, à New York.

Membre ou chef de délégations brésiliennes à plusieurs réunions en rapport avec l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organismes des Nations Unies, ainsi qu'avec l'Organisation des États américains.

Chef de missions d'observation créées dans le contexte d'élections.

Représentant adjoint du Brésil au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (1968).

### **Formation et activités universitaires**

Avocat, membre de l'Association du barreau brésilien.

Diplômé de l'Institut Rio Branco (Académie diplomatique brésilienne), 1953.

Licence de droit à l'Université catholique de Rio de Janeiro (Brésil), 1953. Prix Leonel Franca.

A suivi un cours de doctorat de droit public à la faculté de droit de Rio de Janeiro (1962).

Docteur *honoris causa* de l'Université de Québec, l'Université fédérale de Pará, et l'Université fédérale de Pelotas.

Professeur à l'Université Estácio de Sá et à l'Université Candido Mendes (Rio de Janeiro, Brésil).

Membre du Conseil d'administration du Centre de relations internationales brésilien (Rio de Janeiro).

Membre du Center for the Study of the Global South de l'American University (Washington D.C.).

Membre du Centre de relations internationales argentin (Buenos Aires).

---

Membre de l'Analysis and Research Center for the Solution of Conflicts de l'Université George Mason de Virginie (États-Unis).

**Publications**

*Profile of a Mandate* (Washington, 1994),

*Cambio y Continuidad*, Fondo de Cultura Económica, Mexico, 1994,

*Organismos Internacionais*, dans *O livro do Milênio*, publié par le Sénat fédéral, Brasília, 1996,

*Onde está o Secretário Geral?*, Latin American Memorial, São Paulo, 1996,

Plusieurs articles et entretiens parus dans la presse nationale et étrangère et publications consacrées à des questions juridiques;

Plusieurs conférences et séminaires dans des universités et des instituts de recherche internationaux au Brésil et dans d'autres pays d'Amérique latine;

Conférencier lors du Séminaire de droit international organisé chaque année par l'Inter-American Law Commission.

## **Ian Brownlie (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)**

[Original : anglais]

Né le 19 septembre 1932

### **Activités professionnelles**

Inscrit au barreau (Gray's Inn), 1958.

Nommé Conseiller de la Reine (en titre), 1979.

Membre de l'Ordre des avocats de Gray's Inn, 1988.

### **Distinctions**

Ordre de Bernardo O'Higgins (République du Chili), 1986 (pour services d'arbitrage et de médiation).

C. B. E. (Commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique) pour sa contribution à l'édification du droit international, Queen's Birthday Honours, 1993.

Commandeur de l'Ordre du mérite de la Couronne norvégienne, 1993 (pour sa contribution aux travaux de la Cour internationale de Justice).

Élu à la Commission du droit international, sur proposition des Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Inde, 1996.

### **Expérience professionnelle**

1. Arbitrage :

- Arbitre désigné par les parties dans *Wintershall AG et consorts c. Qatar* (1986-1988).
- Président de la *Commission d'arbitrage dans Occidental of Pakistan, Inc. c. République islamique du Pakistan* (1988-1989).
- Arbitre désigné par les parties dans *Scimitar Exploration Ltd. c. République populaire du Bangladesh* (1993-1994).
- Arbitre désigné par les parties dans *Saipem S.P.A. c. Bangladesh Oil Gas and Mineral Corporation* (1994).
- Arbitre désigné par les parties dans *Indus Pipeline Ltd c. République islamique du Pakistan* (1998).
- Président de la Commission d'arbitrage dans *Compagnie Minière Internationale Or c. République de Nauru* (2000).

2. Membre de la Commission d'arbitrage et de la Commission de conciliation du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Banque mondiale).

3. Juge du Tribunal européen de l'énergie nucléaire (1995). Élu Président, 1996.

4. Arbitrage international :

Conseiller :

- Affaire du Canal Beagle (Argentine/Chili), 1974-1977.
- *Stichting Greenpeace Council c. France*, 1986-1987 (indemnisation pour l'attaque lancée contre le Rainbow Warrior).
- Affaire relative aux îles de la mer Rouge (Érythrée/Yémen), 1996-1999.

5. Cour internationale de Justice :

Conseiller :

- Affaire du Golfe du Maine (Canada c. États-Unis d'Amérique), 1982-1984.
- Affaire du Plateau continental Malte/Libye, 1982-1985.
- Intervention de l'Italie dans l'affaire Malte/Libye, 1983-1984.
- *Nicaragua c. États-Unis d'Amérique*, demande de mesures conservatoires, 1984.
- Affaire *Nicaragua c. États-Unis d'Amérique* (compétence et recevabilité), 1984.
- Déclaration d'intervention en El Salvador, 1984.
- Affaire *Nicaragua c. États-Unis d'Amérique* (fond de l'affaire), 1984-1986.
- Affaire *Nicaragua c. États-Unis d'Amérique* (réparation), 1986-1991.
- *Nicaragua c. Costa Rica* (demande du 28 juillet 1986).
- *Nicaragua c. Honduras* (compétence et recevabilité), 1986-1988.
- *Nicaragua c. Honduras* (fond de l'affaire, 1988-1991).
- *Nauru c. Australie* (fond de l'affaire), 1989-1990, 1992-1993.
- *Nauru c. Australie* (compétence et recevabilité), 1990-1992.
- Affaire de la frontière maritime (*Danemark c. Norvège*), 1989-1993.
- Requête du Nicaragua à fin d'intervention (affaire *El Salvador-Honduras*), 1989-1990.
- *Affaire du tracé de la frontière (El Salvador c. Honduras)*, intervention du Nicaragua, 1990-1992.
- *Libye c. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et États-Unis d'Amérique* (demande de mesures conservatoires), 1992.
- *Libye c. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et États-Unis d'Amérique* (fond de l'affaire), 1992.
- *Iran c. États-Unis d'Amérique* (objections préliminaires), 1994.
- *Cameroun c. Nigéria* (fond de l'affaire), 1994.
- *Cameroun c. Nigéria* (objections préliminaires), 1995-1998.
- *Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie* (fond de l'affaire), 1995.
- *Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie* (objections préliminaires), 1995-1996.
- *Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie* (recevabilité d'une demande reconventionnelle), 1997.
- *Cameroun c. Nigéria* (demande de mesures conservatoires), 1996.
- *Botswana c. Namibie* (fond de l'affaire), 1996-1999.
- *Cameroun c. Nigéria* (demande d'interprétation de jugement), 1998.
- *Congo c. Ouganda* (fond de l'affaire), 1999.
- *Pakistan c. Inde* (objections préliminaires), 1999-2000.
- *Yougoslavie c. Belgique et consorts* (fond de l'affaire), 1999.
- *Nicaragua c. Honduras* (délimitation maritime), 1999.
- Affaire relative à la légalité de l'emploi de la force (demande de mesures conservatoires), *Yougoslavie c. Belgique et consorts*, 1999.

- *Congo c. Ouganda* (demande de mesures conservatoires), 2000.

6. Médiation :

Conseiller du Chili :

- Médiation de sa Sainteté le Pape dans l'affaire de la région du Sud (Argentine/Chili), 1979-1985.

7. Chef de la délégation botswanaise et Coprésident de l'Équipe mixte d'experts techniques sur la frontière entre le Botswana et la Namibie, 1992-1995.

8. Commission européenne des droits de l'homme :

Conseiller :

- Litiges entre États : requête 8007/77 (*Chypre c. Turquie*), recevabilité (1978); fond de l'affaire (1983); requête 25781/94 (*Chypre c. Turquie*).

- Nombreuses requêtes pour le compte de particuliers, notamment décisions de principe en matière de compétence et de recevabilité (par exemple, *Chrysostome, Évêque de Kitium c. Turquie*; *Loizidou c. Turquie*).

9. Cour européenne des droits de l'homme:

Conseiller :

- Affaire *Loizidou c. Turquie* (objections préliminaires) (1994).
- Affaire *Loizidou c. Turquie* (fond de l'affaire) (depuis 1995-1996).
- Affaire *Loizidou c. Turquie* (Article 50), 1996.
- *Chypre c. Turquie* (requête no 25781/94).

10. Commission des communautés européennes :

Conseiller :

- *Commission c. IBM*, 1982-1984.
- Affaire *Polypropylène*, 1984.

11. Tribunal des différends irano-américains :

Conseiller dans plusieurs affaires, notamment l'Affaire A/28 (*États-Unis d'Amérique c. Iran*, 1999).

12. Expert juridique international pour le Lesotho Highlands Water Project, 1983-1987.

13. Travaux juridiques pour au moins 35 États.

**Nominations et autres**

Professeur de droit public international (chaire Chichele), Université d'Oxford, 1980-1999 (Professeur honoraire).

Directeur de la publication associé du *British Year Book International Law*, 1973;

Directeur de la publication, 1982-2000; Président du Comité de rédaction du *British Year Book* (depuis 2000).

DCL (Oxon) (1976).

Associé de l'Institut de droit international, 1977-1985.

Membre de l'Institut de droit international (depuis 1985).

Membre de la British Academy (depuis 1979).

Membre de l'All Souls College, Oxford, 1980-1999; Membre honoraire depuis 1999.

Directeur de travaux, Association de droit international, 1982-1991.

Membre du Conseil d'administration de l'Association de droit international (depuis 1991).

Membre du Conseil d'administration du British Institute of International Law, (depuis 1983).

Délégué, University Press, Oxford, 1984-1994.

Membre du Comité financier de l'University Press, Oxford, 1984-1994.

Directeur de la publication d'Oxford Monographs on International Law.

Professional Distinction Award, Oxford University, 1989.

Président de la Commission disciplinaire de l'Université d'Oxford, 1989-1999.

### **Principaux ouvrages publiés**

*International Law and the Use of Force by States* (Oxford, 1963), six réimpressions.

*Principles of Public International Law* Première édition : Oxford, 1966, Troisième édition : 1979 (cinq réimpressions), Quatrième édition : 1990 (huit réimpressions). Cinquième édition : 1998.

Version russe de la deuxième édition, 1977.

Version japonaise de la troisième édition, 1989.

Version portugaise de la quatrième édition.

Version chinoise à paraître.

(La deuxième édition de cet ouvrage a reçu le Certificate of Merit de la Société américaine de droit international en 1976.)

*African Boundaries: A Legal and Diplomatic Encyclopedia* (Londres, 1979).

*System of the Law of Nations: State Responsibility*, première partie (Oxford, 1983).

*Basic Documents in International Law*, Première édition : Oxford, 1967, Quatrième édition : 1995.

*Basic Documents on Human Rights*, Première édition : Oxford, 1971, Deuxième édition : 1981, Troisième édition : 1992.

*The Rule of Law in Humanitarian Affairs* (Nijhoff, 1998) (Conférences à l'Académie de droit international de La Haye : voir ci-dessous).

### *Académie de droit international de La Haye*

Invité à donner une série de cours généraux de droit public international en 1995 (à l'occasion du cinquantenaire de l'Organisation des Nations Unies).

*Institut de droit international*

Rapporteur sur les immunités juridictionnelles des États, 1982-1991.

*Société américaine de droit international*

Membre à vie.

## **Enrique J. A. Candiotti (Argentine)**

[Original : espagnol]

Né à Santa Fe (Argentine) le 23 mai 1936.

Licencié en droit (Abogado) de l'Université de Buenos Aires, 1960.

Chargé de cours de droit public international à la faculté de droit de l'Université de Buenos Aires (1969-1970).

A participé au Séminaire de la Commission du droit international à Genève, en 1970.

Langues étrangères : allemand, anglais, français, italien.

1955 – Entre dans le service diplomatique argentin en tant qu'attaché.

1959 – Secrétaire.

1969 – Conseiller.

1972 – Ministre.

1980 – Ambassadeur.

### **Activités diplomatiques**

1956-1960 Fonctionnaire au Ministère des affaires étrangères, Département des affaires politiques.

1961-1964 Secrétaire chargé des affaires juridiques et politiques à l'ambassade d'Argentine en Italie.

1965-1968 Secrétaire chargé des affaires juridiques à l'ambassade d'Argentine au Royaume-Uni.

1971-1972 Conseiller pour les affaires politiques à l'ambassade d'Argentine en République fédérale d'Allemagne.

1978-1980 Ministre, Directeur-adjoint de mission à l'ambassade d'Argentine en République fédérale d'Allemagne.

1981 Directeur général du Département des affaires politiques au Ministère des affaires étrangères.

1983-1985 Ambassadeur en République démocratique d'Allemagne.

1986-1989 Ambassadeur aux États-Unis d'Amérique.

1990-1991 Directeur général de la sécurité internationale et des affaires nucléaires et spatiales au Ministère argentin des affaires étrangères.

1992-1997 Ambassadeur en Australie (accrédité aussi en Nouvelle-Zélande et aux Fidji)

### **Activités juridiques**

1965-1966 Secrétaire de la délégation argentine au tribunal d'arbitrage pour l'affaire du différend frontalier Argentine/Chili, Londres.

1968-1971 Conseiller juridique adjoint au Ministère argentin des affaires étrangères.

1972-1977 Conseiller puis Ministre à la délégation argentine au du tribunal d'arbitrage pour l'affaire du canal Beagle, Genève.

1977-1978 Conseiller juridique adjoint au Ministère argentin des affaires étrangères.

1982-1983 Conseiller juridique au Ministère argentin des affaires étrangères.

- Depuis 1997 Membre de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye.  
 Depuis 1997 Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies.  
 1997-1998 Président du Groupe de travail de la Commission du droit international sur les actes unilatéraux des États.  
 1999 Membre du Comité de rédaction de la Commission du droit international.

#### **Conférences et réunions internationales**

- 1968 Représentant au Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale de l'Organisation des Nations Unies, Rio de Janeiro.  
 1969 Représentant au Comité spécial des principes du droit international de l'Organisation des Nations Unies, New York.  
 1969 Représentant à la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission).  
 1970 Représentant à la Conférence latino-américaine sur le droit de la mer, Lima.  
 1981-1982 Représentant aux trente-sixième et trente-septième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies.  
 1982 Chef de délégation au Conseil de l'Organisation maritime internationale (OMI) et à son comité juridique, Londres.  
 1985 et 1987 Chef de délégation aux conférences de l'OMI.  
 1987-1991 Chef de délégation aux réunions consultatives bilatérales sur les affaires nucléaires et spatiales entre l'Argentine et les États-Unis d'Amérique, le Brésil, le Canada et l'Allemagne.  
 1990 Chef de délégation au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de l'Organisation des Nations Unies et à son sous-comité juridique.  
 1990 Chef de délégation à la Conférence de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (OPANAL) pour la réforme du Traité de Tlatelolco.  
 1990 Représentant à la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Vienne.  
 1994 Chef de délégation, Groupe d'experts de la Commission baleinière internationale pour l'instauration d'un sanctuaire de baleines dans l'océan austral, Norfolk Island, Australie.  
 1996-1999 Représentant à l'Assemblée générale (Sixième Commission), de la cinquante-et-unième à la cinquante-quatrième sessions.

#### *Participation à des négociations juridiques multilatérales et bilatérales*

Négociations sur les frontières entre l'Argentine et le Chili concernant le fleuve Encuentro (1965) et le canal Beagle (1970-1971 et 1977) et entre l'Argentine et l'Uruguay au sujet du partage du Rio de la Plata (1968-1969).

- 1969 Convention des Nations Unies sur les missions spéciales.
- 1982 Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.
- 1984-1985 Membre de la délégation argentine durant la médiation du Vatican dans le différend entre l'Argentine et le Chili au sujet du canal Beagle et dans le cadre des négociations du Traité de paix et d'amitié entre l'Argentine et le Chili.
- 1988 Chef de la délégation argentine à la Conférence de l'OMI sur la répression des actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, Rome.
- 1990-1991 Chef de la délégation argentine lors des négociations entre l'Argentine et le Brésil pour une politique nucléaire commune : Déclaration de Foz do Iguacu, Accord instituant l'Agence nucléaire argentine-brésilienne et Accord de garanties nucléaires entre l'Argentine, le Brésil et l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Diverses missions spéciales ayant trait à des questions juridiques et politiques en Autriche, au Brésil, au Chili, au Costa Rica, en Équateur, en Espagne, aux États-Unis d'Amérique, en Norvège, aux Pays-Bas, en République fédérale d'Allemagne, au Saint-Siège et dans l'ex-Union soviétique.

En sa qualité de conseiller juridique auprès du Ministère argentin des affaires étrangères, a rédigé des avis juridiques, des rapports, des mémorandums, des projets de traité, des conventions et d'autres documents dans le domaine du droit international.

A participé à l'établissement des procédures écrites (mémoires, contre-mémoires et réponses), à la compilation et à la traduction d'annexes de documents écrits et cartographiques et à la préparation des procédures orales dans le cadre de la procédure d'arbitrage concernant l'affaire du *différend frontalier entre l'Argentine et le Chili* (1964-1966) et l'affaire du canal Beagle (1972-1977).

A animé des cours et séminaires sur le droit international public, le droit de la mer, le régime de l'Antarctique et les traités de désarmement et de non-prolifération au Conseil argentin des relations extérieures, à l'École de guerre et à l'Institut des services diplomatiques, au Séminaire de la Commission du droit international, à Genève, et au Comité juridique interaméricain, à Rio de Janeiro.

Membre de la Société américaine de droit international, de l'Association argentine de droit international et du Conseil argentin des relations extérieures.

## **Choung Il Chee (République de Corée)**

[Original : anglais]

Né le 28 mai 1933, à Séoul

### **Études**

Faculté de droit de l'Université nationale de Séoul ( 1952-1954)

Licence en sciences du service diplomatique, Faculté de service diplomatique à la Georgetown University, Washington (1956), Spécialisation en Service diplomatique et consulaire.

Mémoire de maîtrise en droit international, Université de New York (1961).

Thèse de doctorat en droit international, Université de New York (1964).

Auditeur de l'Académie de droit international de La Haye.

### **Expérience universitaire et expérience professionnelle**

#### *Expérience universitaire*

Maître de conférences au St. Andrew's Presbyterian College (1963-1964), Laurinburg, Caroline du Nord, États-Unis d'Amérique.

Maître de conférences de sciences politiques internationales et de droit international (1964-1967) et Professeur et Président du Département de sciences politiques de l'Université de Radford (1967-1974), Radford, Virginie, États-Unis d'Amérique.

Chargé de cours de droit international à la faculté de droit de l'Université nationale de Séoul (1974-1984).

Chargé de cours de droit international à la faculté de droit de l'Université Sungkyunkwan, Séoul (1985-1994).

Professeur de droit international public à la faculté de droit de l'Université Hanyang, Séoul (depuis 1999).

#### *Associations universitaires*

Membre du Conseil d'administration de l'Association coréenne de droit international : Directeur des études (1974-1978), Vice-Président (1984), Président (1994).

Membre de l'Association de droit international (branche coréenne).

Membre de la Société américaine de droit international.

Membre de la Korean Association of International Studies.

#### *Expérience auprès des organismes et institutions spécialisées des Nations Unies*

Représentant aux réunions de la Commission des questions juridiques de l'Assemblée générale, de sa cinquantième à sa cinquante-quatrième sessions (1995-1999).

*OACI*

Conseiller juridique à la vingt-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée de l'OACI (1984).

Conseiller juridique à la vingt-huitième session du Comité juridique de l'OACI (1992).

Vice-Président du Comité juridique à la vingt-neuvième session de l'Assemblée de l'OACI (1992).

*FAO*

Président du Comité de rédaction, vingtième réunion du Comité des pêches (1993).

Vice-Président du Comité de rédaction des traités à la 103e réunion du Conseil de la FAO (1993).

Conseiller juridique à la 104e réunion du Conseil de la FAO (1993).

Consultant à la CESAP, travaux préparatoires en vue du programme de défense de l'environnement pour l'Asie du Nord-Est.

*Autres conférences internationales*

Associé principal de l'Environment and Policy Institute du Centre Orient-Occident, Honolulu, Hawaii (1978).

Président de la conférence sur l'enseignement du droit international dans la région Asie-Pacifique, parrainée par le Bureau régional de l'UNESCO en Asie (1984).

Conseiller juridique à la conférence multilatérale sur la pêche dans la mer Okhotsk, tenue à Moscou. Première et deuxième conférence (1993).

Conseiller juridique à la réunion de Bruxelles de la Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et les stocks de poissons grands migrants (1994).

Conseiller juridique à la Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et les stocks de poissons grands migrants (1993-1995). A participé aux six sessions de la Conférence.

Conseiller juridique à la réunion de Genève de la Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et les stocks de poissons grands migrants (1995).

Conseiller juridique à la réunion de Tokyo de la Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et les stocks de poissons grands migrants (1995).

Participant à la Conférence coréo-américaine de haut niveau sur la coopération scientifique. A fait un exposé (1996).

Représentant à la réunion d'experts de la Commission des pêches de la Méditerranée, tenue sous les auspices de l'UE et de la FAO, pour élaborer un accord régional sur la pêche (1997).

Représentant à la troisième Conférence multilatérale de haut niveau sur les stocks de poissons grands migrateurs du Pacifique Centre et Ouest (1998).

### **Fonction publique**

Membre de la Commission du droit de la mer de la République de Corée, présidée par le Premier Ministre de la République de Corée (1976-1980).

Consultant au Ministère de la défense de la République de Corée (1981-1982).

Conseiller juridique à l'Institut océanographique et de développement de la recherche coréen, au Ministère de la science et de la technologie, République de Corée (1981-1983).

Membre du Comité pour l'évaluation de la politique d'unification nationale, Ministère de l'unification nationale, République de Corée (1992-1993).

Membre du Comité d'attribution des prix du Comité national de la Croix-Rouge de la République de Corée (1983-1984).

Vice-Président du Comité consultatif de l'Institut du droit international humanitaire (Croix-Rouge nationale) (1985-1995).

Représentant à la Conférence sur le droit international humanitaire, San Remo, Italie (1989).

Conseiller à l'Administration des pêches nationales de la République de Corée (1993-1995).

### **Articles et ouvrages**

*Dans le cadre des diplômes universitaires (en anglais)*

Mémoire de maîtrise (non publié) : « International Trading and Doctrine of State Immunity : A Study of Recent Trends in International Law », 1961.

Thèse de doctorat (Non publiée) : « National Regulation of Fisheries in International Law », 1964.

*Ouvrages (en anglais)*

*Korea and International Law*, International Legal Study Series, n°. 4. Institute of International Legal Studies, Université de Corée. Imprimé par Seoul Press pour l'Université de Corée, 1993.

*Korean Perspectives on Ocean Law Issues for the 21st Century*, Kluwer Law International, 2000. La Haye, Pays-Bas.

*Articles en anglais*

« Legal Aspect of the United Nations Command in Korea », *Korean Journal of International Law* (KJIL), vol. 20 (1976), p.255-271.

- « Legal Problems Involving the Dissolution of the United Nations Command in Korea and the Korean Armistice Agreement », *KJIL*, vol. 21 (1976), p.130-160.
- « U.S Declaration of 200-Mile Fishery Zone », *Korea and the World Affairs*, vol. 1, (Spring, 1977), p.15-29.
- « Length of the Coastal Straight Baseline and the Law of the Sea », *Hyundai-Kukjebop*, Bakmunsa (1978), p.236-253.
- « Equity and Delimitation of the Continental Shelf Boundary », vol. 5, *Journal of the Graduate School of Public Administration*, Université Yonsei (1978), p. 72-90.
- « Legal Memorandum Concerning the Rights of the Coastal State in the EEZ and Settlement of Fishing Disputes under UNCLOS III », *Monograph* (1978), p. 1-39, publié par l'Institut des affaires étrangères et de la sécurité nationale du Ministère des affaires étrangères de la République de Corée.
- « Problems Arising from the Adoption of 200-Mile EEZs and Restructuring of Current Korea-Japan Fishery Relations », *Monograph* (1979), p. 1-48, publié par l'Institut des affaires étrangères et de la sécurité nationale du Ministère des affaires étrangères de la République de Corée.
- « Memorandum on ROK's Policy towards the NPT », *Monograph* (1980) p. 1-37, publié par l'Institut des affaires étrangères et de la sécurité nationale du Ministère des affaires étrangères de la République de Corée.
- « Sharing Fisheries Resources between the Coastal and Other States », vol. 26, Partie I, *KJIL* (1981), p. 1-15.
- « Japan's Post-War Mass Denationalization of the Korean Minority in International Law », vol. 10, *Korean Journal of Comparative Law* (1983), p. 1-17.
- « Repatriation of Stateless Koreans from Sakhalin Islands : Legal Aspect », vol. 17, *Korean Journal of Comparative Law* (1989), p. 1-37.
- « The Alien Registration Law of Japan and the International Covenant on Civil and Political Rights », vol. 32, Partie II, *KJIL* (1987), p. 43-78.
- « Diversion of the Han River by North Korea in International Law », vol.33, Partie II, *KJIL* ( 1988), p. 155-190.
- « Legal Aspect of Korea-Hungary Economic Cooperation : With Special Reference to Protection of Investment », vol. 19, *Korean Journal of Comparative Law* (1991), p. 37-50
- « Protection and Assistance for Refugees in International Law : Experience of Korea National Red Cross », vol. 11, *Journal of International Humanitarian Law* (1991), p. 115-124, publié par la Croix-Rouge coréenne.
- « The 1982 Convention on the Law of the Sea : Korean Perspective », vol. 38, Partie I, *KJIL*, (1994), p. 55-67.
- « Consistency and Compatibility in Conservation and Management on Straddling Fish Stocks between the EEZ and Adjacent High Seas », vol. 40, Partie II, *KJIL* (1995), p. 171-182.
- « Law of the Sea and Marine Scientific Research in Korea », exposé présenté lors du Forum de haut niveau américano-coréen sur la science en 1966, à Washington.

« Legal Status of Dok Island in International Law », vol. 42, Partie I, *KJIL* (1997), p. 171-182.

« Legal Aspect of the Right of Passage in Archipelagic Waters : A View from the User State », vol. 42, Partie II, *KJIL* (1998), p. 171-182.

#### *Articles en coréen*

« UNCLOS III et son incidence sur un éventuel conflit dans la péninsule coréenne », *Shindong-a*, numéro de mars (1976), p. 92-102.

« Étude sur les moyens de protéger l'industrie de la pêche en Corée face à l'instauration imminente d'une zone économique exclusive », *Monograph* (1977), p. 1-17, établi par l'Association coréenne de droit international.

« Principaux points des différends entre la Corée, le Japon et les États-Unis d'Amérique dans le domaine de la pêche et règlement de ces différends », vol. 23, *KJIL* (1978), p. 353-367.

« Coopération économique en vue de la conclusion d'accords de pêche », *Monograph* (1978), p. 1-38, établi à l'intention de l'Institut des affaires étrangères et de la sécurité nationale du Ministère des affaires étrangères de la République de Corée.

« Fin de la reconnaissance d'un État et d'un gouvernement dans le droit international », vol. II, Partie I, *Peace Study* (1983), p. 127-144, Institut pour la recherche de la paix internationale de l'Université Kyunghi.

« Le passage de l'accord d'armistice au traité de paix : étude », *Monograph* (1984), p. 1-98, préparé à l'intention du Ministère de l'unification nationale de la République de Corée.

« Protection humanitaire des droits de la minorité coréenne en Chine et en Russie », vol. 9, *Journal of International Humanitarian Law* (1989), p. 149-165, publié par la Croix-Rouge coréenne.

« Limitation des représailles contre les infractions aériennes dans le droit international », *Seminar Report on Air and Outer Space* (1990), p. 29-48. Air Force Staff College, République de Corée.

« Prévention et règlement des différends dans le système de l'OMC », vol. 41, Partie I, *KJIL* (1991), p. 107-153.

« Saisie par le Japon des navires de pêche coréens selon le système des lignes de base droites et en vertu de sa loi sur la mer territoriale : aspect juridique », vol. 50, *National Voice of Justice* (1997), p. 61-70.

En plus des articles parus dans les revues juridiques de droit international susmentionnées, 17 articles en rapport avec les affaires étrangères et la défense nationale (huit en anglais et neuf en coréen) ont été publiés.

A également prononcé plusieurs conférences sur la défense et la sécurité nationales à la Faculté de défense nationale de la République de Corée.

## **Pedro Cernissario Afonso (Mozambique)**

[original : anglais]

Né en 1953.

### **Fonctions actuelles**

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Mozambique au Portugal (depuis 1996).

### **Fonctions passées**

Ambassadeur, Représentant permanent du Mozambique auprès de l'Organisation des Nations Unies (1989-1996).

### **Études**

Séminaire São Pio X, Maputo (1972-1974), deuxième année de philosophie.

Université Eduardo Mondlane, Maputo, Faculté de droit, diplômé en droit (1975-1981).

Université Columbia, Faculté de droit, New York : Maîtrise en droit, avec spécialisation en droit constitutionnel, droit international et droit des sociétés (1990-1991), sous la supervision des professeurs Louis Henkin et Oscar Schachter.

Université Columbia, Faculté des affaires internationales et publiques, New York : études de troisième cycle en relations internationales (1992-1994).

### **Autres cours et diplômes**

Institut de droit international humanitaire, droit international relatif aux réfugiés (San Remo, Italie, 1983).

Université d'Uppsala, Département de recherche sur la paix et les conflits, Règlement des conflits (Uppsala, Suède, 1988).

### **Expériences professionnelles**

Conseiller juridique dans les domaines du droit international : traités, accords, conventions et droit diplomatique et consulaire au Département des affaires juridiques et consulaires du Ministère des affaires étrangères, Maputo (1981-1983).

Directeur pour l'Afrique et le Moyen-Orient au Ministère des affaires étrangères, Maputo (1983-1985).

Directeur pour les organisations et les conférences internationales au Ministère des affaires étrangères, Maputo (1985-1989).

Ambassadeur, représentant permanent du Mozambique auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York (1989-1996).

Chef adjoint et chef par intérim de la délégation mozambicaine auprès de l'Assemblée générale (1989-1995).

Vice-Président du Comité spécial de l'océan indien (1989-1990)

Président du Groupe africain à l'Organisation des Nations Unies (1990).

Vice-président de l'Assemblée générale (1990-1991).

Vice-président du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (1990-1992).

Président de la Sixième Commission (questions juridiques) de l'Assemblée générale (1991-1992).

Président du Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif de l'Organisation des Nations Unies (1991-1992).

Représentant du Mozambique au Conseil de sécurité et auprès du Secrétaire général sur la mise en oeuvre de l'Accord général de paix pour le Mozambique (1992-1994).

A négocié et signé, au nom du Gouvernement mozambicain, des accords instaurant des relations diplomatiques avec plusieurs pays, dont le Chili (1990), Israël (1993) et la République de Corée (1993).

A représenté le Mozambique à l'OUA, au Mouvement des pays non-alignés, à l'Organisation des Nations Unies et lors de plusieurs conférences et forums internationaux.

A participé activement à la formulation des statuts et de la déclaration constitutive de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP) (1996).

Représentant du Mozambique au Comité permanent du CPLP (depuis 1996) et Président du Comité (2000-2001).

En sa qualité de représentant permanent à l'Organisation des Nations Unies, s'est occupé de l'Opération des Nations Unies au Mozambique (ONUMOZ) sous de nombreux aspects, notamment juridiques. A négocié et signé, au nom du Gouvernement mozambicain, l'accord sur le statut des forces avec le Secrétariat de l'ONU.

Professeur de droit invité à l'Université Eduardo Mondlane, Maputo (depuis 1995).

Conseiller juridique pour le Gouvernement mozambicain sur les questions de droit international et questions connexes.

#### **Autres expériences et activités**

Professeur auxiliaire à la Faculté de droit à l'Université Eduardo Mondlane, Maputo (1979-1981).

Membre du Comité de coordination du premier recensement général de la population au Mozambique, en poste dans la province de Sofala (1980).

Membre de la délégation mozambicaine qui a négocié l'Accord de Nokmati conclu entre le Mozambique et l'Afrique du Sud (1984).

Secrétaire du Comité mixte de sécurité Afrique du Sud/Mozambique créé en vertu de l'Accord de Nokmati (1984-1985).

Secrétaire exécutif du Comité d'organisation du Sommet des chefs d'État des cinq pays africains lusophones, Maputo (1985).

Coordonnateur du Comité national de l'Année internationale de la paix (1986).

Coordinateur de la troisième Réunion du Conseil de coordination (Réunion des ambassadeurs, directeurs et chefs de département) du Ministère des affaires étrangères (1988).

Membre du Comité central pour le débat national sur le projet de révision de la Constitution (qui a instauré, en 1990, un système multipartite au Mozambique).

### **Publications**

A écrit de nombreux articles pour des exposés oraux, des magazines et des revues dans le domaine du droit international, du droit constitutionnel et sur d'autres questions ayant trait aux relations internationales, notamment :

« Environment and Development. A case of Sustainable Development », New York, septembre 1992.

« Diplomacy of Environment and Sustainable Development : The Path to the United Nations Conference on Environment and Development », Columbia University, New York, 1992 (en coopération).

« Equality, the Third World and Economic Delusion », Book Review, New York, 1992.

« Constitutionalism and Human Rights in the Soviet Union », New York, 1991.

« Process of Change and Reforms at the United Nations : Assessment and Prospects », New York, 1991 (en coopération).

« Negotiations and Prospects for Conflict Resolutions in Southern Africa », Uppsala, Suède, 1992.

« The Sixth Committee and the New International Economic Order », New York, 1991 (sur l'invitation de la Mission des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies).

« From Conflict to Elections : A Critical Assessment of the Process of Peace and Democratization in Mozambique », exposé présenté à l'Université Columbia, New York, 1994.

« Mozambique, Portugal, CPLP and the Future », Lisbonne, *ELO Magazine*, n° 25, Année 6, février 1997.

« CPLP : One Year Later ». Lisbonne, 1997, pour le magazine de la chambre de commerce Portugal-Mozambique, n° 16, août 1997.

Entretien avec Ramos Miguel, journaliste : « An Assessment of Seven Years at the United Nations », *Jornal Domingo*, Maputo, 31 mars 1996.

### **Divers**

A participé à des cours, des débats et des séminaires à l'Université Eduardo Mondlane (Mozambique), l'Université d'Uppsala (Suède), l'Université Columbia (New York), l'Institut supérieur des relations internationales (Mozambique) et dans d'autres institutions universitaires.

A écrit divers articles sur des questions politiques, juridiques et diplomatiques.

Langues : Parle couramment le sena, le portugais, l'anglais et le français. A appris le latin, le grec et l'allemand et bonne connaissance et compréhension de l'espagnol.

Autres : Littérature et philosophie; musique classique et africaine; jogging; tennis; auteur de poèmes en sena et portugais.

**Riad Daoudi (République arabe syrienne)**

[original : anglais et arabe]

Né le 22 juillet 1942, à Damas.

**Études**

Baccalauréat, Lycée américain de Damas, 1960.

Licence en droit, faculté de droit, Université de Damas, 1964.

Diplôme d'études supérieures en droit public, faculté de droit, Université de Paris II, 1970.

Diplôme de l'Institut des Hautes Études internationales, Université de Paris, 1973.

Doctorat d'État en droit, Université de Paris, 1978.

**Carrière et fonctions**

Conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères syrien depuis 1991.

Greffier du tribunal de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole, 1983-1991. Depuis 1991, à temps partiel.

Adjoint du Doyen chargé des affaires scientifiques, Faculté de droit, Université de Damas, 1980-1982.

Professeur de droit international public, Faculté de droit, Université de Damas, 1978-1992.

Professeur de droit international comparé avec les principes de législation islamique, Faculté de législation islamique, Université de Damas, 1978-1982.

Avocat, membre du barreau de Damas depuis 1982.

Moniteur de droit constitutionnel et de droit administratif, Université de Paris II, 1974-1977.

Assistant au département de droit international, Faculté de droit, Université de Damas, 1976-1978.

Directeur du bureau du Ministre de la culture, Damas, de 1965 à 1966.

**Autres expériences professionnelles**

Membre et conseiller juridique de la délégation syrienne aux négociations de pays syro-israéliennes depuis 1991.

Membre de l'UNESCO, 1996-1997.

Directeur des études en langue française à l'Académie de droit international, session d'été, 1990.

Arbitre et conseiller dans plusieurs arbitrages de la Chambre de commerce internationale et dans d'autres arbitrages nationaux.

Conseiller à la présidence du Conseil des ministres, Commission syrienne sur le droit de la mer 1979-1982, et auprès du Ministère syrien des affaires étrangères, 1979-1983.

Membre de la délégation syrienne à la dixième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Genève, 1982.

Membre, rapporteur et président de plusieurs colloques et conférences (ONU, UE, UNESCO).

Professeur lors de sessions de formation de jeunes diplomates syriens.

Professeur lors de sessions de formation organisées par la Faculté de droit de l'Université de Koweït, 1985-1990.

Participant au Centre de recherche de l'Académie de droit international, La Haye, 1979.

Participant au Séminaire de la Commission de droit international des Nations Unies, 1972.

### **Principales publications**

*Les institutions arabes spécialisées* (Paris, IHEI, 1973), 120 p.

*La représentation en droit international public* (Paris, LGDJ, 1980), 405 p.

*La représentation en droit international public* dans *Mélanges Paul Reuter* (Paris, A. Pédone, 1981), p. 205 à 209.

*Observations sur les travaux du Colloque organisé par l'UNESCO sur les droits de l'homme à Constantinople 1979*, dans *Al-Mouhamoune* (1980) (en arabe).

*Les immunités parlementaires – études comparées dans les différentes constitutions des pays arabes*, dans *Journal de l'union parlementaire arabe* (1981) (en arabe).

*The Teaching of Human Rights in The Arab Countries*, dans le *Bulletin of Peace Proposals*, Oslo, vol. 14, no 1, 1983, p. 69 à 71.

*Human Rights Commission of the Arab States* » dans *Encyclopedia of Public International Law* (Max Planck Institute of Comparative Public Law and International Law, Amsterdam, North Holland, 1985) vol.VIII, p. 294.

*Les négociations de paix – Le Traité de Versailles*, Damas, publication de l'Université de Damas, 1983, 191 p. (en arabe).

*La codification des droits de l'enfant*, dans *La protection internationale des droits de l'enfant*, Paris, PUF, 1983, p. 21 à 40.

*Commentaire de l'article 35 de la Charte des Nations Unies*, dans « La Charte des Nations Unies », J. P. Cot et A. Pellet, 2e éd. (Paris, Economica, 1991), p. 587 à 601.

*La promotion des relations amicales par les organisations internationales*, dans *Droit international : bilan et perspectives*, M. Bedjaoui, éd., Paris, A. Pédone, 1991, tome I, p. 507.

*Les problèmes rencontrés par le Koweït dans ses relations internationales pendant la crise du Golfe* dans *Les aspects juridiques de la crise et de la guerre du Golfe*, édité par B. Stern (Paris, Montchrestien, 1991) p. 107.

*La Banque internationale pour la reconstruction et le développement* dans *Encyclopédie des sciences politiques* (Université de Koweït, 1993-1994) p. 1059 (en arabe).

*L'Association internationale de développement* dans *Encyclopédie des sciences politiques* (Université de Koweït, 1993-1994) p. 1069 (en arabe).

*Reduced Fossil Fuel Exports As a Result of the Climate Change Treaty : The Legal Aspects of Compensation*, OPEC Bulletin (Vienne), novembre 1997, p.6.

#### *Études et conférences*

« Les relations entre le Conseil des ministres arabes de la justice et la Commission permanente des droits de l'homme de la Ligue des États arabes » (Rabat, Conseil des ministres arabes de la justice, 1983), 25 p. (en arabe).

« L'évolution des droits de l'homme en Asie et en Afrique », cours spécial donné dans le cadre de la session d'été de l'Institut des droits de l'homme, Université de Strasbourg, 1984.

« Les mesures prises par la Syrie pour assurer le respect des droits de l'homme aux groupes socialement désavantagés ». Étude présentée lors du colloque de l'UNESCO sur les droits de l'homme, tenu au Québec le 15 décembre 1984.

« La Cour de justice de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole ». Conférence donnée lors de la neuvième session sur les éléments de base de l'industrie du pétrole et du gaz naturel (Koweït, OAPEC, 1985) (en arabe).

« Le rôle des négociations dans la conclusion des traités et dans le règlement pacifique des différends en droit international public ». Conférence donnée dans le cadre du séminaire de formation internationale, organisée par l'Université de Koweït, 1987 (en arabe).

« Les dimensions réelles de la crise de la Ligue des États arabes ». Conférence donnée dans le cadre du séminaire de formation internationale organisée par l'Université de Koweït, 1988 (en arabe).

« La nature du droit international humanitaire et ses caractéristiques ». Conférence donnée dans le cadre du séminaire de formation internationale organisée par l'Université de Koweït, 1989 (en arabe).

« La distinction entre le terrorisme international et la lutte des peuples pour leur autodétermination ». Conférence donnée dans le cadre du séminaire de formation internationale organisée par l'Université de Koweït, 1987 (en arabe).

#### **Coauteur des études suivantes**

« Les modèles administratifs pour l'aménagement de la région d'Al-Hammad entre la Syrie, l'Iraq, la Jordanie et l'Arabie saoudite » (Damas, Centre d'études des régions sèches et arides, 1981) (en arabe).

« Étude sur le laissez-passer de la Ligue des États arabes » (Le Caire, Ligue des États arabes, 1982) (en arabe).

« Analyse juridique de l'accord conclu entre le Liban et Israël le 17 mai 1983 », *Techrine* (Damas), 30 juillet 1983.

**Membre**

Comité consultatif et Comité de rédaction de la revue *Oil and Arab Cooperation*, éditée par l'OAPEC.

Comité consultatif et Comité de rédaction de *Palestinian Yearbook of International Law*.

Société française pour le droit international.

**Distinction**

Lauréat au concours des meilleures thèses de l'Université de Paris II, 1977-1978.

Langues

Arabe : langue maternelle.

Français : excellent (parlé-écrit).

Anglais excellent (parlé-écrit).

## **Ali Abdulrahman Dawi (Jamahiriya arabe libyenne)**

[original : anglais]

Né en 1952 à Ghadames, en Libye.

Aujourd'hui professeur de droit international à la Faculté de droit de l'Université Al-Fatah, Tripoli.

### **Cursus universitaire**

Licence en droit, Université de Garyounes, Benghazi (1977).

Maîtrise en droit international, Université de Garyounes, Benghazi (1983).

Doctorat de droit international, Université d'Orléans, France (1994).

### **Langues**

Arabe, français. Parle également couramment l'italien et l'anglais.

### **Fonctions**

Enseignant au Département de droit commun et de droit international de la faculté de droit de l'Université de Garyounes, Benghazi (1983-1987).

Professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université Nasser (1987).

Membre du Comité spécial chargé d'étudier les séquelles de la guerre au Comité populaire général pour les relations extérieures et la coopération internationale (Ministère des affaires étrangères) (1984-1990).

Membre de la délégation libyenne à l'Union interparlementaire, de sa 100e à sa 103e réunion (1998-2000).

Professeur honoraire à la faculté de droit de Nice, France (1998-1999).

### **Travaux de recherche**

#### *Livres*

*Responsabilité internationale dans les séquelles de la guerre* (237 pages), publié par le Centre d'études Libyen, Tripoli (1984).

*Méthodologie de la recherche juridique* (298 pages), publié par l'Université Al-Fatah (1989), (deuxième édition en 1991).

*Droit commun international* (375 pages), Tripoli, (2000).

#### *Traductions*

A traduit les ouvrages suivants du français à l'arabe :

Jean Pichon – *La question de la Libye dans le règlement de la paix*.

R. Charvin et J. J. Sueur – *Droit de l'homme et libertés de la personne*. Paris (1994).

*Coauteur*

*Gli aspetti giuridici della colonizzazione della Libia*, A. DEL BOCA (éditeur) « Le guerre coloniale del facismo » (Laterza : Bari Roma, 1991)

*Études publiées*

« Lessons in International Responsibility », (1999).

« Humanitarian International Law », (2000).

*Thèse*

*Problèmes juridiques posés par les restes matériels de guerre*, Thèse de doctorat, Université d'Orléans, France (1994).

A également publié des articles dans les revues suivantes :

« Almouhami » : Revue des juristes libyens.

« Alwahda » : Conseil national pour la culture arabe, Rabat, Maroc.

« Aluloum alqanounia » : Revues des conseillers juridiques libyens.

## John Christopher Dugard (Afrique du Sud)

[Original : anglais]

Né le 23 août 1936 à Fort Beafort (Afrique du Sud).

### Titres universitaires

- 1956      Licence, Université de Stellenbosch.
- 1958      Licence en droit, Université de Stellenbosch.
- 1965      Licence en droit, Cantab.
- 1965      Diplôme de droit international, Cantab.
- 1980      Doctorat en droit, Cantab.
- 1990      Doctorat en droit, *Honoris causa*, Université du Natal.
- 1996      Doctorat en droit, *Honoris causa*, Université du Cap.

### Fonctions universitaires

#### *Afrique du Sud*

- 1961-1963    Chargé de cours de droit, Université du Natal, Durban.
- 1965-1969    Maître de conférences en droit, Université de Witwatersrand.
- 1969-1998    Professeur de droit, Université de Witwatersrand.
- 1975-1977    Doyen de la Faculté de droit, Université de Witwatersrand.
- 1978-1990    Directeur du Centre d'Études juridiques appliquées, Université de Witwatersrand (À cette époque, le Centre d'études juridiques appliquées avait pour objectif premier de sensibiliser l'opinion aux questions des droits de l'homme, du droit du travail et du droit concernant la communauté noire, à travers des publications, des travaux de recherche, des conférences et des séminaires).
- Depuis 1998   Professeur émérite, Université de Witwatersrand.
- 2000          Professeur extraordinaire, Université de Prétoria.

#### *Royaume-Uni, États-Unis et Australie*

- 1964-1965    Assistant en droit néerlandais d'inspiration romaine, Université de Cambridge.
- 1969          Professeur invité de droit public et international, Woodrow Wilson School of Public and International Affairs, Université de Princeton (a donné un cours de droit civil comparé).
- 1974-1975    Professeur invité de droit, Duke University (a donné des cours de doctrine, de droit international et de droit pénal).

- 1981 Professeur invité de droit, Université de Californie, Berkeley (Boalt Hall) (a donné un cours sur la protection internationale des droits de l'homme).
- 1985 Membre associé, Centre de recherche sur le droit international, Université de Cambridge.
- 1989 Professeur invité de droit, University of Pennsylvania (a donné des cours de droit international, notamment appliqué aux droits de l'homme).
- 1991 Professeur invité de droit, Université de la Nouvelle-Galles du Sud (Australie) (a donné un cours de droit international).
- 1995-1996 Professeur de droit invité dans le cadre du programme Arthur Goodhart, Université de Cambridge (a donné un cours de maîtrise de droit international).
- 1995-1997 Membre du Sidney Sussex College, Cambridge
- 1995-1997 Directeur du Centre de recherche sur le droit international, Université de Cambridge.
- Depuis 1998 Professeur de droit international public, Université de Leiden.

#### **Qualification et expérience professionnelle**

- 1959 Admis au barreau de la cour suprême d'Afrique du Sud.
- 1961-1963 Avocat à Durban.
- Depuis 1963 Consultant et avocat à temps partiel principalement dans les domaines du droit international, des droits de l'homme et du droit constitutionnel
- Depuis 1998 Nommé Conseiller Senior

#### *Fonction juridique*

- 2000 Nommé juge Ad hoc à la Cour internationale de Justice par le Gouvernement du Rwanda dans l'affaire sur *Les activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Rwanda)*.

#### *Fonctions en Afrique du Sud*

- Président de l'Institut sud-africain des relations interraciales, 1978-1980
- Membre du Comité administratif national de l'Institut sud-africain des affaires internationales (10 ans).
- Membre fondateur du Conseil national des avocats pour les droits de l'homme, 1980-1991.
- Commissaire, Commission des droits de l'homme, 1988-1989.
- Membre du Conseil d'administration de l'Independent Board of Inquiry, 1990-1994.
- Chancelier de l'Évêque Tutu, Diocèse (anglican) de Johannesburg, 1985-1987.
- Membre du Conseil d'administration de l'Université de Fort Hare, 1990-1998.

*Organismes internationaux de droit*

- 1973-1975 Société américaine de droit international : Comité d'étude sur la protection internationale des droits de l'homme.
- 1974-1984 Association de droit international : Comité sur le terrorisme international.
- 1985-1988 Association de droit international : Comité sur l'extradition des délinquants politiques.
- 1992-1998 Association de droit international : Comité sur l'extradition et les droits de l'homme. Corapporteur
- 1993-1995, 1998 : Président de l'antenne africaine de l'Association de droit international
- Depuis 1995 Membre du Conseil d'administration de la Société africaine de droit international et de droit comparé.
- Depuis 1995 Membre de l'Institut de droit international (premier et seul Sud-Africain élu.
- Depuis 1996 Membre de la Commission du droit international.
- Depuis 1997 Membre du Groupe d'experts pour l'étude des règles coutumières du droit humanitaire international (Comité international de la Croix-Rouge).
- Depuis 1998 Rapporteur et membre du Bureau de la Commission du droit international.
- Depuis 1999 Rapporteur spécial sur la protection des diplomates, Commission du droit international.

**Activités dans le domaine des droits de l'homme à l'échelle internationale***Observateur au nom d'Amnesty International*

- 1974 L'affaire des *Trois de Charlotte* (procès de trois militants noirs), en Caroline du Nord.
- 1981 Procès ayant trait aux aveux forcés d'un membre de l'IRA détenu en régime solitaire, Belfast (*R.c. Culbert*).
- 1983 Procès d'Orton et Vera Chirwa au Malawi.
- 1992 Conseiller de Friends Legal Service sur l'avenir du Bureau d'aide judiciaire Quaker dans Jérusalem-Est.

**Négociations relatives à la Constitution (Afrique du sud)**

- 1993 Membre du Comité technique sur l'abolition ou la révision des lois discriminatoires et répressives (Dans le cadre des négociations sur la constitution provisoire de l'Afrique du Sud.

- 1995 Membre du Comité technique chargé de conseiller l'Assemblée constituante dans la formulation de la Déclaration des droits de la Constitution.

### **Prix**

- 1991 Prix des Fondations Claude Harris Leon et Percy Fox, décerné en 1991 pour ses travaux en faveur des relations intercommunautaires.
- 1995 Prix du meilleur chercheur, Université de Witwatersrand.
- 1999 A prononcé le discours du Troisième Manfred Lachs Memorial, au Palais de la Paix, La Haye, 15 avril 1999 sur le sujet suivant : Les crimes du régime antérieur : l'amnistie est-elle toujours possible?

### **Publications**

#### *Ouvrages*

*The South West African/Namibia dispute*, University of California Press, 1973, p. 585.

*Introduction to Criminal Procedure*, Juta and Co. Ltd., 1977, p. 327.

*Human Rights and the South African legal Order*, Princeton University Press, 1978, p. 470.

*Recognition and the United Nations*, Grotius Publications, 1987, p. 192.

*The Last Years of Apartheid, Civil Liberties in South Africa* (en collaboration avec N. Haysom et G. Marcys) South Africa Update Series, Ford Foundation – Foreign Policy Association, 1992, p. 254.

*International Law – A South African Perspective* 2e édition Juta and Co. Ltd., 2000.

#### *Ouvrages édités*

*Rights and Constitutionalism. The New South African Legal Order* (1994). Éd. D. van Wyk, J Dugard, B de Villiers and D. Davis, Juta & Co (Le Cap), 720 pages. (Réimprimé par Clarendon Press, Oxford, 1996)

*International Criminal Law and Procedure* (1996). Éd. J Dugard and C. van den Wyngaert, Dartmouth (Aldershot, RU), 524 pages.

*Documents on International Law. Handbook for Law Students and Constitutional Lawyers* (1996). Éd. P M Mtshaulana, J Dugard and N Botha, Juta & Co (Le Cap) 325 pages.

#### *Rédaction*

Depuis 1976, Comité de rédaction, Annual survey of South African Law

Depuis 1984, Correspondant en Afrique du Sud de l'*International Legal Materials* publié par la Société américaine de droit international

Depuis 1985, Comité de rédaction du *South African Journal on Human rights*.

Depuis 1992, Comité de rédaction du *South African Yearbook of International Law*.

Depuis 1994, Comité de rédaction, Cambridge in *International and Comparative Law*.

Depuis 1998, Conseil de rédaction, *Yearbook of International Law Humanitarian Law* (TMC Asser Press, La Haye).

### **Publications de droit international**

#### *Articles dans des revues spécialisées*

« Objections to the Revision of the 1962 Judgment of the International Court of Justice in the South West Africa Cases », (1965) *South African Law Journal* 82, p. 178 à 191.

« The Legal Effect of United Nations Resolutions on Apartheid », 1966.

« South West Africa Cases, Second Phase, 1966 » (1966), *South African Law Journal*; p. 429 à 460.

« The Organization of African Unit y and Colonialism: An Enquiry into the Plea of Self-Defence as a Justification for the Use of Force in the Eradication of Colonialism » (1967) *International and Comparative Law Quarterly* 16, p. 157 à 190.

« The Revocation of the Mandate for South West Africa » (1968) *American Journal of International Law*, 62, p. 78 à 97.

« The Simonstown Agreement: South Africa, Britain and the United Nations » (1968), *South African Law Journal*, 85, p. 142 à 156.

« South West Africa and the Supremacy of the South African Parliament » (1969) *South African Law Journal*, 86, p. 194 à 201.

« South West Africa and the 'Terrorist Trial' » (1970), *American Journal of International Law*, 64, p. 19 à 41.

« Naciones Unidas, derechos humanos y el 'apartheid' », *Foro International*, 11, (Mexico), p. 286 à 307.

« The Opinion on South West Africa (Namibia) : The Teleologist Triumph » (1971) *South African Law Journal*, 88, p. 460 à 477.

« Namibia (South West Africa) : The Court's Opinion, South Africa's Response and Prospects for the Future », (1972) *Columbia Journal of International Law*, 11, p. 14 à 49.

« International Terrorism: Problems of Definition » (1974) *International Affairs*, 50, p 67 à 81.

« Towards the Definition of International Terrorism » 1973 *Proceedings of the American Society of International Law*, p. 94 à 100.

« The Nuclear Tests Cases and the South West Africa », *Virginia Journal of International Law*, 16, p. 463 à 504.

« SWAPO: The Jus ad Bellum and the Jus in Bello » (1976) *South African Law Journal*, 93, p. 144 à 158.

« International Terrorism and the Just War » (1977) *Stanford Journal of International Studies*, 2, p. 21 à 37.

- « South Africa's 'Independent' Homelands: An Exercise in Denationalization », (1980) *Denver Journal of International Law and Policy*, 10, p. 11 à 36.
- « Silence is Not Golden », (1982) *Foreign Policy*, 46 (Washington, D. C), p. 37 à 48.
- « Grotius, the Jurist and International Lawyer: Four hundred years on » (1983) *South African Law Journal*, 100, p. 213 à 220.
- « The Application of customary International Law Affecting Human Rights », (1982) *Proceedings of the American Society of International Law*, p. 245 à 251.
- « The Denationalization of Black South Africa in Pursuance of Apartheid », (1984) *International Commission of Jurists Review* 33, p. 49 à 60.
- « Israel and the Internaticmal Community: The Legal Debate » (1984) *South African Yearbook on International Law*, 10, p. 35 à 55.
- « The Conflict between International Law and South African Law: Another Decisive Factor in South African Society » (1986), *South African Journal on Human Rights*, 2, p. 1 à 28.
- « Permissible Measures and Obligations for Outside States and Internal Peoples Towards Minority Rule in South Africa », (1986) *Proceedings of the American Society of International Law*, p. 314 à 317.
- « Human Rights, Humanitarian Law and the South African Conflict », (1988) *Harvard Human Rights Yearbook*, 2, p. 101 à 110.
- « Walvis Bay and International Law: Reflection on a Recent Studies » Review Article on Lynn Berat Walvis Bay, (1991) *South African Law Joournal*, 108, p. 82 à 92.
- « The Role of International Law in the Struggle for Liberation in South Africa » (1991) *Social Justice*, (E.U.) 18, p. 83 à 94.
- « Secession: Is the Case of Yugoslavia a Precedent for Africa? », (1993) *African Journal of International and Comparative Law*, 5, p. 63 à 75.
- « The Role of international Law in Interpreting the Bill of Rights » (1994), *South African Journal on Human Rights*, 10, p. 208-215.
- « International Law and the 'Final' Constitution », (1995) *South African Journal on Human Rights*, 11, p. 241-251;
- « The Influence of International Human Rights Law on the South African Constitution » (1996) *Current Legal problems*, 49, p 305-324;
- « 1996 and All That. The South West African Judgement Revisited in the East Timor Case » (1996) *African Journal of International and Comparative Law*, 8, p. 549-563.
- « International Law and the South African Constitution » (1997) *European Journal of International Law*, 8, p. 77-92 ;
- « Obstacles in the Way of an International Criminal Court », (1997), *Cambridge Law Journal*, 56, p. 329-342 ;

« Is the Truth and Reconciliation Process Compatible with International Law? An Unanswered Question. *Azapo v President of Republic of South Africa* », 13, *South African Journal on Human Rights*, 1997, p. 258-268 ;

« Bridging the Gap between Human Rights and Humanitarian Law: The punishment of Offenders » (1998) *International Review of the Red Cross*, 38, (n° 324) p. 445-435.

« The South.African Judiciary and International Law in the Apartheid Era », (1998) *South African Journal on Human Rights*, 14, p.110-126;

« Reconciling Extradition with Human Rights », (1998), *American Journal of International Law*, 92, p.187-212 (co-écrit avec C van den Wyngaert).

« Reconciliation and Justice: The South African Experience » (1998) *Transnational Law & Contemporary Problems*, 8, p .277-311.

« How Effective is the International Law Commission in the Development of International Law? » (1998) *South African Year Book of International Law*, 23, p. 34 -44.

« War Crimes in Internal Conflicts », (1998) *Israel Yearbook on Human Rights*, 28, p. 91-96

*Brefs commentaires dans les revues spécialisées*

« Succession to Federal Treaties on the Dissolution of a Federation » (1965) *South African Law Journal*, 82, p. 430-437.

« Consular Immunity », (1966) *South African Law Journal*, 83, p. 126-132.

« Succession to Federal Treaties Revisited » (1967), *South African Law Journal*, 84, p. 250-254.

« The Treaty-making Process », (1968). *South African Law Journal*, 85, p. 1-4.

« The Extradition Agreement between South Africa and Swaziland », (1969) *South African Law Journal*, 86, p.88-92.

« International Law is Part of our Law » (1971), *South African Law Journal*, 88, p. 13-15.

« Rhodesia. Does South Africa Recognise it as an Independent State? » (1977), *South African Law Journal*, 94, p. 127-130.

« International Law in South Africa: The Restrictive Approach to Sovereign Immunity Approved » (1980), *South African Law Journal*, 97, p. 357-363

« South African Report », *International Practitioner's Notebook* (n° 14, avril 1981).

« Jurisdiction over Persons on-Board an Aircraft Landing in Distress » (1981) *International and Comparatiye Law Quarterly* 30, p. 901- 905.

« Denationalization: Apartheid"s Ultimate Plan » (1983) *Africa Report*, 28, (African American Institute, New York), p. 43-46.

« Educating South Africans for an Independent Namibia » (1985) *South Africa International*, 15, p 129-132;

« The Revocation of the Mandate for Namibia Revisited » (1985) *South African Journal on Human Rights*; 1, p. 154-159.

« Soldiers or Terrorists? The ANC and SADF Compared » (1988) *South African Journal on Human Rights*, 4, p. 221-4.

« Abduction: Does the Appellate Division Care about International Law? ». (1997) *South African Journal on Human Rights*, 12, p. 324-328.

*Chapitres dans des livres et monographies*

« Legal Aspects of Investment in Namibia », in *The Role of Foreign Firms in Namibia* [(Study Project on External Investment in South Africa and Namibia (South West Africa)]. Par Roger Murray, Jo Morris, John Dugard, et Neville Rubin. Africa publications Trust, (Londres), 1974, p. 184 -216.

*South West Africa and the International Court. Two Viewpoints on the 1971 Opinion.* Par John Dugard et EM Grosskopf. South African Institute of International Affairs, Johannesburg 1974, p. 16-29;

*Namibia and Human Rights.* South African Institute of International Affairs, Johannesburg, 1976, p. 19.

*Independent Homelands, Failure of a Fiction,* South African Institute of Race Relations, 1979, p. 19.

« The 'Purist' Legal Method, International Law and Sovereign Immunity », in J C Noster. 'n Feesbundel (édité par JJ Gauntlett) Butterworths, 1979, p. 36-52;

« A Satellite Arrangement? », in *The Constellation of States* (édité par W Breytenbach). South African Foundation, 1980, p. 30-31.

« International Terrorism and the Just War », in *The Morality of Terrorism 2e éd* (Columbia University Press, 1989) , édité par David Rapoport et Yoram Alexander, p. 77-98.

« International Human Rights Norms in Domestic Courts. Can South Africa learn from Britain and the United States? », in *Fiat Justitia. Essais en mémoire d'Oliver Deneys Schreiner* (édité par Ellison Kahn), p.221-243, 1983;

*The Denationalization of Black South Africans in Pursuance of Apartheid: A question for the International Court of Justice?*, Occasional Paper No 8, Centre for Applied Legal Studies, Université de Witwatersrand, p. 14, Johannesburg, août 1984.

« The Responsibility of the Legal Profession » in Maxwell Cohen QC & Margaret E. Gouin (éd.) *Lawyers and the Nuclear Debate* (University of Ottawa Press, 1988), p. 296-307.

« Sanctions against South Africa: An International Law Perspective », in *Sanctions Against Apartheid* (éd M Orkin) 1989, p 113 -122 ;

« The place of Public International Law in South African Law", in *Essays in Honour of Ellison Kahn* (éd. C Visser 1989) p. 108-131.

« Enforcement of Human Rights in the West Bank and the Gaza Strip » in *International Law and the Administration of Occupied Territories* (éd. E. Playfair) Clarendon Press Oxford, 1992, p. 461-467.

« The Treatment of Rebels in Conflicts of a Disputed Character: The Anglo-Boer War and the 'ANC-Boer War' Compared », in *Humanitarian Law of Armed Conflict*.

*Challenges Ahead. Essays in Honour of Fritz Kalshoven* (éd. A J M Delissen & G J Tanya) Martinus Nijhoff. 1991, p.447-63;

« Apartheid: A Case Study in the Response of the International Community to Gross Violations of Human Rights » in *International Human Rights Law. Theory and Practice*. (éd. I Cotler & Eliadis), Canadian Human Rights Foundation; 1992, p. 301-332.

« International Human Rights », in *Rights and Constitutionalism* (éd.. J van Wyk, J Dugard, B de Villiers and D Davis) Juta 1994, p.171-195.

« Public International Law », in *Constitutional Law of South Africa* (éd. M Chaskalson, J Kentridge, J Kraaren, G Marcus, D Spitz and S Woolman) Juta, 1996, chapitre 13 (11 pages) ;

« Retrospective Justice: International Law and the South African Model », in *Transitional Justice and the Rule of Law in New Democracies* ed. A James McAdam, University of Notre Dame Press (1997), p. 269-290;

« Collective Non-Recognition: The Failure of South Africa's Bantustan States », in *Boutros-Boutros Ghali. Amicorum Discipulorumque Liber* (1998) , p. 383-403;

« Terrorism and International Law: Consensus at Last? » in *E Yakpo & T. Boumedra Liber Americorum: Mohammed Bedjaoui* (1999), p. 159-172.

« Reconciliation and Justice: The South African Experience », in *The Future of International Human Rights* (éd. Burns, H. Weston & Stephen P. Marks), Transnational publishers (1999), p. 399-432 ;

"The Role of Human Rights Standards in Domestic Law: The Southern African Experience » in *The Future of UN Human Rights Treaty Monitoring* (éd. Philip Alston & James Crawford), Cambridge; University Press (2000), p. 269-286.

#### *Annual Survey of South African Law*

Articles sur l'évolution du droit international publiés dans la publication ci-dessus chaque année depuis 1965.

#### *Jurisprudence, droit de l'homme et procédure pénale :*

Plus de 40 articles publiés dans ces domaines.

#### *Conférences*

M. Dugard a présenté des exposés sur le droit international à des conférences en Afrique du sud, en Namibie, au Botswana, au Sénégal, au Ghana, en Égypte, en Argentine, en Colombie, aux États-Unis, au Canada, au Royaume-Uni, en Finlande, aux Pays-Bas, en Allemagne, en Italie, au Portugal, en Espagne et en Israël.

## **Constantin Economides (Grèce )**

[Original : anglais]

Né à Samos (Grèce) le 4 décembre 1932.

### **Formation Universitaire**

Licencié de la faculté de droit et des sciences politiques de l'Université de Strasbourg (1954).

Diplômé du Centre des hautes études européennes de Strasbourg (1955).

Docteur en droit des Facultés de droit des universités de Strasbourg (1956) et d'Athènes (1975).

Assistant en droit international public à la faculté de droit de l'Université d'Athènes (1960-1967) .

### **Activités actuelles**

Membre depuis 1960 du Département juridique du Ministère des affaires étrangères et Directeur de ce département de 1979 à 1995.

Professeur associé de droit international à l'Université des sciences sociales et politiques Pantios (1986-1991) et professeur titulaire depuis 1991.

Membre de 1991 à 1999 du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

Membre depuis 1990 de la Commission de Venise pour la démocratie par le droit.

Membre depuis 1997 de la Commission du droit international.

### **Négociations bilatérales**

Membre de la délégation grecque, en tant que conseiller juridique, aux négociations avec: la Tchécoslovaquie (conclusion de trois accords, 1964), la Roumanie (conclusion de neuf accords, 1966), la Yougoslavie (conclusion de l'Arrangement relatif au transit des marchandises yougoslaves par le port de Salonique, 1974-1975), les États-Unis (régime juridique des forces armées en Grèce, 1975-1976), la Turquie (délimitation du plateau continental de la mer Égée, 1976-1979) et négociations au niveau des ministres des affaires étrangères et des premiers ministres, 1988), l'Italie (conclusion de l'Accord de délimitation du plateau continental de la Mer Ionienne, 1977), la Roumanie (conclusion d'un accord d'entraide judiciaire et d'une Convention consulaire, 1972), la Bulgarie (conclusion d'une Convention consulaire, 1973 et d'un Accord d'entraide judiciaire, 1976), la Yougoslavie (conclusion d'une Convention consulaire, 1973).

Chef de la délégation grecque aux négociations avec la Pologne (1976), la Hongrie (1977), l'Union soviétique (1978), la Tchécoslovaquie (1980), la République démocratique allemande (1982) et la Tunisie (1995) pour la conclusion de Conventions consulaires.

Chef de la délégation grecque aux négociations avec la Pologne (1978), la Hongrie (1979), la Tchécoslovaquie (1980), l'Union soviétique (1981), la République arabe syrienne (1981), la République démocratique allemande (1984), l'Égypte (1986), le Maroc (1988), la Tunisie (1993), la Chine (1993), pour la conclusion d'Accord d'entraide judiciaire.

Chef de la délégation grecque aux négociations avec l'Égypte (1986), la Hongrie (1987) et le Maroc (1988), pour l'établissement d'accords sur le transfèrement de détenus.

Chef de la délégation grecque aux négociations avec l'Allemagne (1992), la Croatie (1993), la Slovénie (1994), la République tchèque (1994), la Fédération de Russie (1994), la Slovaquie (1995), sur le régime conventionnel entre la Grèce et les pays précités, à la suite de successions d'États.

Chef de la délégation grecque aux négociations avec la Bulgarie pour l'élaboration d'un accord concernant l'utilisation des eaux du fleuve Nestos (1994).

### **Organisations et conférences internationales**

Membre depuis 1962, de divers comités d'experts du Conseil de l'Europe : fonctions consulaires, immunité des États, assistance judiciaire en matière administrative, asile territorial et réfugiés, extension des droits de l'homme, coopération juridique, droit international public, protection des minorités.

Représentant de la Grèce à la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale et à la Conférence internationale pour la sécurité de l'aviation civile internationale (Rome, 1973).

Président du Comité d'expert du Conseil de l'Europe pour l'examen du projet de la Commission du droit international sur les clauses de la nation la plus favorisée (1979).

Représentant de la Grèce au Comité spécial sur la Charte des Nations Unies et le raffermissement du rôle de l'Organisation (1979-1981).

Membre de la délégation grecque à la Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1980-1981).

Représentant de la Grèce aux Conférences des Nations Unies pour:

La succession d'États en matière de traités (1978) :

La succession d'États en matière de créances, dettes et archives (1983);

Le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales (1986) .

Président du Comité d'experts du Conseil de l'Europe pour le droit international public (1982-1984).

Représentant de la Grèce depuis 1977, à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Secrétaire exécutif de la Réunion d'experts de la CSCE concernant le règlement pacifique des différends internationaux (Athènes, 1984).

Président du Comité directeur de coopération juridique du Conseil de l'Europe (1985-1986) .

Représentant de la Grèce au Comité préparatoire et au Comité juridique de l'Organisation de l'aviation civile internationale pour l'élaboration d'un texte conventionnel pour la protection des aéroports contre les actes terroristes (1987).

Représentant de la Grèce au Comité préparatoire pour la répression des actes illicites dirigés contre la navigation maritime (1987).

Membre de la délégation grecque à la troisième réunion de la Conférence sur la dimension humaine de la CSCE (1991).

Chef de la délégation grecque à la réunion de la CSCE à La Valette pour le règlement des différends (1991), au séminaire de la CSCE pour les institutions démocratiques (Oslo, 1991) et à la Conférence de la CSCE pour l'élaboration d'une convention de conciliation et d'arbitrage (Genève, 1992).

Membre de la délégation grecque qui a participé à la procédure de médiation sous les auspices des Nations Unies par le règlement du différend portant sur le nom de l'ex-République yougoslave de Macédoine (1994).

Membre de la délégation spéciale de conseillers du Conseil de l'Europe chargée de préparer une conférence sur les minorités dans le cadre du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est (1999-2000).

### **Instances juridictionnelles**

Membre de la délégation grecque devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire du *Plateau continental de la mer Égée* (mesures conservatoires, 1976) et Agent et Conseil de la Grèce pour la même affaire (compétence, 1978).

Membre de la Cour permanente d'arbitrage depuis 1979.

Membre, depuis 1991, du Mécanisme de la CSCE (La Valette) pour le règlement des différends.

Membre de la Commission de l'UNESCO pour les conventions et les recommandations (1985-1986).

Agent du Gouvernement grec devant la Commission et la Cour pour les droits de l'homme du Conseil de l'Europe (1989-1991).

### **Publications principales**

#### *Ouvrages*

*La question chypriote et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* (th. ron) Strasbourg, 1956.

*Le pouvoir de décision des organisations internationales européennes*, A.W. Sythoff Leyde 1964.

*L'inviolabilité et l'immunité de juridiction des agents diplomatiques et consulaires* [analyse des Conventions de Vienne de 1961 et de 1963, Athènes, 1975 (en grec)].

*Droit international public* (La théorie des sources) , oeuvre collective : K. Loannou – C. Economidès – Ch. Rozakis – A. Fatouros, Athènes, 1988 (en grec).

*Le régime juridique des îles grecques de l'Égée* (réponse à l'étude de H. Pazarci), Athènes, 1989 (en grec).

*Cours de droit international public*, deuxième édition, Athènes, 1990 (en grec).

*Introduction au droit diplomatique et consulaire*, Athènes, 1990 (en grec).

*Articles et essais*

« Systèmes et limites de la responsabilité en droit aérien, national et international » R.H.D.I., 1959.

« Le statut international de l'Antarctique résultant du traité du 1er décembre 1959 », R.H.D.I., 1962.

« Les amendements à la Convention relative à l'Organisation maritime consultative intergouvernementales et leur introduction dans l'ordre juridique grec », R.H.D.I., 1968.

« Nature juridique des actes des organisations internationales et leurs effets en droit interne », R.H.D.I., 1970.

« L'Arrangement gréco-yougoslave du 3 février 1975 relatif au transit des marchandises yougoslaves par la zone franche du port de Thessaloniki », R.H.D.I. 1975.

« La révision de la Charte des Nations Unies » (état actuel de la question), R.H.D.I., 1977.

« La prétendue obligation de démilitarisation de l'île de Lemnos », R.H.D.I., 1981.

« Nouveaux éléments concernant l'île de Lemnos : un problème totalement artificiel », R.H.D.I., 1984.

« La Déclaration de Manille sur le Règlement pacifique des différends internationaux », *Annuaire français de droit international*, 1982.

« The contiguous zone, today and tomorrow, the New Law of the Sea » (C. Rozakis, C. Stefanou éd.), North Holland, 1983.

« Principales réglementations du nouveau droit de la mer, Droit international et politique étrangère », 1985 (en grec) .

« Consular Relations, Consular treaties, consuls dans Encyclopedia of Public International Law », édition de Max Planck Institut, sous la direction du professeur Bernhardt, tome 9, 1986.

« La Convention de Montreux de 1936 pour les détroits », dans l'ouvrage *Force et autorité des traités* (éd. de la Fondation hellénique de politique étrangère et de défense nationale), Athènes, 1987 (en grec).

« Les actes institutionnels internationaux et les sources du droit international », *Annuaire français de droit international*, 1988.

« La levée de l'état de guerre avec l'Albanie – Droit international et politique étrangère », 1988 (en grec).

« Le mont Athos et le droit international – Institute for Balkan studies », Salonique, 1993.

« Les raisons qui ont imposé la conclusion des deux protocoles additionnels de 1977 pour le droit international humanitaire », dans *Nouveau droit international humanitaire de conflits armés* (éd. St. Perakis), Athènes, 1989 (en grec).

« Le droit de recours individuel : moyen de renforcement de la démocratie » dans *Démocratie et droits de l'homme, Conseil de l'Europe* (éd. M.P. Engels), Strasbourg, 1990.

« États de droit et tribunaux indépendants », R.H.D.I., 1991.

« Les rapports entre le droit international et le droit interne », Collection *Science et technique de la démocratie, Conseil de l'Europe*, 1993.

« Les fondements juridiques de la politique étrangère », R.H.D.I., 1/1997.

« Les îlots d'Imia dans la mer Égée : un différend créé par la force », *Revue générale de droit international public*, 1997/2.

« L'obligation de règlement pacifique des différends internationaux : une norme fondamentale tenue à l'écart », in *Boutros-Boutros Ghali, Amicorum Discipulorumque Liber*, Vol. I, 1998.

« La révision des dispositions de la Constitution hellénique concernant les relations internationales » dans *Mélanges en l'honneur de Nicolas Valticos*, 1999.

« L'habilitation législative : un moyen commode pour l'exécution rapide des résolutions du Conseil de sécurité prises dans le cadre de la sécurité collective » dans *Recueil d'articles de conseillers juridiques d'États, d'organisations internationales et de praticiens du droit international*, Nations Unies, 1999.

« Les effets de la succession d'États sur la nationalité des personnes physiques », *Revue générale de droit international public*, 1999/3.

« La guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie et le droit international », R.H.D.I., 2/1999.

« Aperçu des travaux de la Commission du droit international : 1948-1998 » dans *Commission du droit international cinquante ans après : bilan d'activités*, Nations Unies, 2000.

#### *Séminaires et sociétés scientifiques*

Participation à un grand nombre de séminaires portant sur des questions de droit international et de politique étrangère, tant en Grèce qu'à l'étranger.

Membre du Comité de direction de l'Institut hellénique de droit international et étranger et membre du Comité de rédaction de la *Revue hellénique de droit international* (R.H.D.I.).

Membre de la branche grecque de l'Association du droit international.

Membre de l'American Society of International Law.

Membre du Comité grec pour le droit international privé.

Membre de la société grecque de droit international et des relations internationales.

**Nabil Elaraby (Égypte)**

[Original : anglais]

Né le 15 mars 1935.

**Fonctions actuelles**

Membre de la Commission du droit international, 1994.

Juge au Tribunal de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole, 1990

Commissaire à la Commission d'indemnisation des Nations Unies, 1999.

**Fonctions antérieures***Ministère des affaires étrangères*

Représentant permanent de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (1991-1999)

Représentant permanent de l'Égypte auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, 1987-1991.

Chef de la délégation égyptienne à la Conférence sur le désarmement, à la Commission des droits de l'homme, aux réunions des États parties à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), et aux sessions du Conseil d'administration de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (1987-1991)

Conseiller juridique et Directeur du Département des questions juridiques et des traités au Ministère des affaires étrangères, Le Caire, 1976-1978 et 1983-1987.

Ambassadeur d'Égypte en Inde, 1981-1983.

Ambassadeur, Représentant permanent adjoint de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, 1978-1981.

A également assumé des fonctions aux ambassades d'Égypte à Rome et à Bonn.

*Organisation des Nations Unies*

Président du Conseil de sécurité (juin 1996)

Vice-Président de l'Assemblée générale (1993, 1994, 1997)

Président de la Première Commission (politique) de l'Assemblée générale (quarante-septième session)

Président du Groupe de travail sur l'Agenda pour la paix, 1992-1996.

Président du Groupe de travail sur les instruments juridiques de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (1992)

Président du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (1983).

Président du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales (1981-1982)

#### **Activités juridiques**

Sélectionné par le Ministre égyptien de la Justice pour la liste des arbitres dans les affaires civiles et commerciales, depuis 1995.

Arbitre à la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce international à Paris dans un différend concernant le Canal de Suez (1989-1992).

Chef de la délégation égyptienne aux négociations de Taba (1985-1989).

Agent du Gouvernement égyptien auprès du Tribunal d'arbitrage égypto-israélien (différend de Taba) (1986-1988).

Conseiller juridique de la délégation égyptienne à la Conférence sur la paix au Moyen-Orient de Camp David (1978).

Associé spécial en droit international, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) (1973).

Conseiller juridique de la délégation égyptienne à la Conférence des Nations Unies sur la paix au Moyen-Orient, Genève, 1973-1975.

Boursier (Adlaï Stevenson) en droit international, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), 1968.

#### **Cursus universitaire**

Doctorat en droit, faculté de droit de l'Université de New York. Thèse de doctorat sur le cadre juridique du rôle du Secrétaire général dans le règlement des différends (1971).

Maîtrise en droit international, faculté de droit de l'Université de New York (1969).

Licence de droit, faculté de droit de l'Université du Caire (1955).

#### **Autres activités juridiques**

Communications présentées lors de réunions de caractère juridique organisées par les institutions ci-après : Académie de droit international de La Haye, Université Columbia, Université de New York, Duke University, Université de Yale, Université de Pennsylvanie, Université de Houston, Société égyptienne de droit international, American Society of International Law, Institut hellénique de droit international et Académie internationale de la paix à New York et à Vienne.

Maître de conférences sur le droit international et les organisations internationales à l'Institut des études diplomatiques du Ministère des affaires étrangères (Le Caire)

Présentateur à Institut universitaire des hautes études internationales (IUHEI) (1993) du thème : « L'Organisation des Nations Unies et le nouvel ordre mondial », Genève.

Participant aux réunions annuelles de l'American Society of International Law :

1995 : Le processus de paix au Moyen-Orient.

1993 : Les droits de l'homme et la compétence nationale.

1984 : La Charte des Nations Unies et le recours à la force : l'Article 2 (4) est-il toujours applicable?

1980 : La paix au Moyen-Orient : Camp David, le Traité et au-delà.

### **Associations**

Membre du Conseil d'administration de l'American University au Caire.

Membre de la Société égyptienne de droit international.

Membre de l'American Society of International Law.

Membre de la Commission de Canberra sur l'élimination des armes nucléaires.

Membre du Conseil d'administration de l'Institute of World Affairs, New York.

Associé principal honoraire, Centre d'Études internationales de la faculté de droit de l'Université de New York (1992-1993).

Chercheur invité à la faculté du service public Robert Wagner de l'Université de New York.

### **Publications, articles et écrits**

« Preventive Diplomacy, Peacemaking and Peacekeeping in the context of International Law », in *Perspectives on International Law* (Nandasiri, ed. Kluwer Law International 1995).

« Some Reflections on Disarmament », in : *The United Nations at age 50 : A Legal Perspective* (Christian Tomuschatu ed., Kluwer Law International)

« UN Security Council Resolution 242 : the Building Block of Peacekeeping », in : *A Washington Institute Monograph* (Washington Institute for Near East Policy ed., 1993).

« Practical Problems with Multilateral Arms Control », in; *The International Law of Arms Control and Treaties Disarmement* (1991).

« United Nations Peacekeeping: The Egyptian Experience » in : *Peacekeeping Appraisal and Proposals* (Henry Wiseman ed., Académie mondiale pour la paix, 1998).

« The Office of the secretary-Général and the Maintenance of International Peace and Security », in: *The United Nations and the Maintenance of International Peace and Security* (Columbia University Press, 1987).

« The Adaptation of Structures and Methods at the United Nations », in : *Proceedings of Workshop at The Hague*, Académie of International Law (1985).

« Towards a New International Legal Ordre » (Univrsité d'Uppsala et UNITAR, 1981

### *Articles*

« The United Nations: Peacekeeping by Consent: A Case Study of the Withdrawal of the United Nations Emergency Force », in: *The New York University Journal of International Law and Policics*, vol.I, 1968, publié de nouveau dans *The Arab-Israel Conflict* (John Norton Moore ed., The American Society of International Law).

« Some Legal Implications of the 1947 Partition Resolution and the 1949 Armistice Agreements », in : *The Middle East Crisis : Test of International Law* (Oceana Publications, 1969).

« Disarmement: A Periodic Review by the United Nations », vol. XVI, n° 3, 1993: *Regional Security and Nuclear Non-Proliferation*.

« Prospects for a Charter Review », 'Liber Amicorum' Bengt Broms, ILA Helsinki, 1999

Plusieurs articles en arabe dans la *Revue égyptienne de droit international*

## Paula Escarameia (Portugal)

[Original : anglais]

Née en 1960.

### Études

1988 : Doctorat de droit, Faculté de droit de Harvard, Université de Harvard.

1986 : Maîtrise de droit, Faculté de droit de Harvard, Université de Harvard.

1984 : Diplôme de relations internationales, Faculté d'études internationales supérieures, Bologna Centre, Université Johns Hopkins.

1983 : Maîtrise de droit avec mention, Faculté de droit de l'Université catholique portugaise.

### Expérience professionnelle

Depuis 1995 : Professeur à l'Institut supérieur de sciences sociales et politiques, Université technique de Lisbonne; Cours en rapport à l'Organisation des Nations Unies, au droit international et aux droits de l'homme.

Depuis 1999 : Membre de la délégation portugaise à la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale.

1995-1998: Conseillère juridique, Mission permanente du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies; représentante du Portugal à la Sixième Commission de l'Assemblée générale, en charge notamment des débats sur les rapports de la Commission du droit international; chef de la délégation portugaise au Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (Vice-présidente en 1996), Comité spécial et Comité préparatoire pour la création d'une cour pénale permanente, Réunions des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et Comité spécial pour le projet de convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif.

1993-1994: Professeur de droit international, Institut supérieur de guerre navale, Lisbonne, cours pour la sélection des amiraux de la Marine et des généraux des forces aériennes du Portugal.

1992-1994: Directrice du Centre pour les études des institutions internationales, Institut supérieur de sciences sociales et politiques, Lisbonne.

1991-1995 : Professeur auxiliaire. Cours sur le droit international, sur le système des Nations Unies, la nature juridique de l'UE, les statuts de Macao, Hong Kong et Taiwan, Système juridique international et le nouveau droit international à l'Université de Lisbonne; membre de son Conseil scientifique et de son Conseil pédagogique.

1990-1991 : Professeur de droit international public à l'Université de l'Asie de l'Est, Macao.

- 1990 : Rédactrice du Code des sujets pour les documents de droit international, Bibliothèque de droit international du Ministère de la justice portugais.
- 1989-1990 : Maître de conférences de droit international public, Faculté de droit de l'Université catholique portugaise.
- 1989-1990 : Conseillère du Secrétaire d'État à l'éducation (a rédigé plusieurs lois sur la régionalisation et la réorganisation du Ministère de l'éducation et sur la réforme du système de l'enseignement) au Ministère de l'éducation portugais.
- Depuis 1988 : Membre du barreau portugais.
- 1986 : Assistant de recherche sur le droit communautaire européen à la faculté de droit de Harvard.
- 1984-1985 : Maître de conférences. Cours d'introduction au droit. Institut supérieur commercial, Département de droit, Lisbonne.

### **Bourses**

A reçu plusieurs bourses d'études et de perfectionnement pour mener des recherches ou assister à des séminaires à l'étranger, notamment de la Fulbright Commission, de la Calouste Gulbenkian Foundation, de la Faculté de droit de Harvard, de la Luso-American Foundation, de l'Instituto Amaro da Costa, du Centre pour les affaires internationales de Harvard (bourse de perfectionnement MacArthur), de l'American Cultural Council Program, de la Faculté de droit du Wisconsin et du Séminaire de Salzbourg.

### **Conférences**

A participé à de nombreux cours, conférences et séminaires sur de nombreux aspects du droit international, ses fondements théoriques et son enseignement, notamment à la Faculté de droit de Harvard, à l'Université de Princeton, à la British Law Society, à l'Association du barreau de New York, à la faculté de droit du Wisconsin, à la faculté de droit de Teramo, à l'Association du droit international et dans de nombreuses autres universités et instituts de recherche au Portugal et à l'étranger.

### **Langues**

Portugais (langue maternelle); anglais (parlé couramment), français, italien, espagnol.

### **Principales publications**

#### *Ouvrages*

*Reflexões sobre Temas de Direito Internacional Público* : (Réflexions sur des points de droit international – Essais), Institut supérieur de sciences sociales et politiques, Lisbonne, 2001.

*Exames de Direito Internacional Público* : (Examens de droit international), éd. Lex, Lisbonne, 1995.

*Colectânea de Leis de Direito Internacional* : (Recueil de documents de droit international), Institut supérieur de sciences sociales et politiques, Lisbonne, 1994 (deuxième édition 1998).

*Formation of Concepts in International Law : Subsumption under Self-Determination in the Case of East Timor* (Thèse de doctorat écrite en 1988), Fundação Oriente Publication, Lisbonne, 1993; Prix national sur le Timor Oriental (premier prix) décerné par le Parlement portugais et la Fondation Orient.

*Colectânea de Jurisprudência de Direito Internacional* : (Cas de droit international), éd. Almedina, Coimbra, 1992.

#### Articles

« Integração da Perspectiva de Género no Estatuto do Tribunal Penal Internacional » (La parité entre les sexes dans le Statut de la Cour pénale internationale), *Ius Gentium*, Université de Coimbra, 2001.

« Quando o Mundo das Soberanias se Transforma no Mundo das Pessoas : o Estatuto do Tribunal Penal Internacional e as Constituições Nacionais » (Quand le monde des souverainetés se transforme en un monde des peuples : le Statut de la Cour pénale internationale et les constitutions nationales ) *Thémis*, Universidad Nova, Faculté de droit, Lisbonne, 2001.

« A História Jurídica de Timor Leste » (Histoire juridique du Timor oriental), *Janus*, Université autonome de Lisbonne, Mai 2001.

« O Direito Internacional em Tempos de Mudança » (Le droit international à une époque de bouleversements), dans *Estudos em Homenagem a Cunha Rodrigues*, Lisbonne, 2001.

« The Implementation of the Rome Statute : Problems of a Constitutional Order » (La mise en œuvre du Statut de Rome au Portugal, problèmes d'ordre constitutionnels), à paraître dans *Proceedings of the Colloquy on International Criminal Court : a New Dimension in International Justice*, Santorin, Grèce, septembre 2000.

« Aspectos jurídicos do Envolvimento da ONU no Caso de Timor » (Aspects juridiques de la participation de l'ONU dans le cas du Timor oriental), à paraître, Instituto do Oriente, Institut supérieur de sciences sociales et politiques, 2001.

« Notes on the Implementation of the Rome Statute in Portugal », (Notes sur la mise en œuvre du Statut de Rome au Portugal), dans *The Rome Statute and Domestic Legal Orders*, vol. 1, édité par Kress, Claus and Lattanzi, Flavia, Nomos Verlagsgesellschaft Baden-Baden, Il Sirente, 2000.

« Quatro Anos nas Nações Unidas : Testemunhos, Impressões, Especulações » (Quatre années à l'Organisation des Nations Unies : témoignages, impressions, spéculations), dans *Política Internacional*, n° 20, automne 1999.

« Self-Administration and the Politics of Ethnic Accommodation in China – Commentary » (L'autonomie et la politique d'accommodation ethnique en Chine) dans *Self-Determination and Self-Determination : a Sourcebook*, édité par Wolfgang Danspeckgruber and Sir Arthur Watts, Lynne Rienner Publishers, États-Unis, août 1997.

« O Motor Económico-Político : Alteração de Modelos no Direito Internacional Público » (Le moteur politico-économique : Bouleversement des modèles dans Le droit international), dans *Revista Portuguesa de Instituições Internacionais e Comunitárias*, vol. 1, Lisbonne, 1995.

« The Meaning of Self-Determination and the Case of East Timor » (Le sens de l'autodétermination dans le cas du Timor oriental), dans *International Law and The Questions of East Timor*, CIIR/IPJET, Londres, 1995.

« Uma Leitura da Carta da Organização das Nações Unidas » (Lecture de la Charte des Nations Unies), dans *Estudos em Homenagem ao Professor Adriano Moreira*, éd. ISCSP, Lisbonne, 1995.

« O Intervalo entre o Modelo Passado e a Visão Futura : o Actual Direito Internacional » (Écart entre le modèle passé et la vision future : le droit international aujourd'hui), *Portuguese Journal on International Institutions Studies*, vol. 1, Lisbonne, 1993.

« O Que E a Autodeterminação? » (Qu'est-ce que l'autodétermination?) dans *Política Internacional*, vol.1, n° 7/8, Lisbonne, 1993.

« Timor-Leste – Aspectos Jurídicos » (Timor oriental – Questions juridiques ), et « O Ensino do Direito em Macau » (L'enseignement du droit à Macao), dans *O Direito*, Macao, numéros de mars et octobre 1991.

**Salifou Fomba (Mali)**

[Original : français]

Né le 17 juin 1954 à Dioïla, Mali

**Fonctions actuelles**

Conseiller technique chargé des organisations internationales, au Ministère des affaires étrangères et des Maliens de l'extérieur.

Membre de la « Cellule Conseil de Sécurité » de l'ONU chargée de gérer le Mandat du Mali pour la Période 2000-2001.

Professeur de droit international à l'Université du Mali.

Expert Consultant de la Commission européenne dans le domaine des droits de l'homme.

Consultant national du Comité international de la Croix-Rouge.

**Postes occupés dans le domaine du droit international**

*Aux Nations Unies*

De 1992 à 1996 :

Membre de la Commission du droit international;

Élu par l'Assemblée générale des Nations Unies en qualité d'Expert indépendant le 14 novembre 1991 à New York pour un mandat de cinq ans.

Participation active et de qualité à toutes les sessions de cet organe subsidiaire de l'Assemblée générale chargé de codifier et de développer progressivement le droit international à l'échelle mondiale, durant ce quinquennium à Genève.

Membre actif du Groupe de travail chargé d'élaborer le projet de statut ayant servi de base pour l'adoption du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, le 17 juillet 1998.

En 1994 :

Membre et Rapporteur de la Commission impartiale d'experts de l'ONU sur le Rwanda établie conformément à la résolution 935 (1994) du Conseil de sécurité chargée d'examiner les informations concernant les violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire du Rwanda, y compris d'éventuels actes de génocide.

Nommé par le Secrétaire général de l'ONU, le 26 juillet 1994.

Participation pendant quatre mois (d'août à novembre) aux travaux d'analyse des informations et d'enquête sur le terrain notamment au Rwanda et dans certains pays voisins.

Contribution à l'élaboration des deux rapports soumis au Conseil de sécurité (S/1994/1125) du 4 octobre 1994 et (S/1994/1405) du 9 décembre 1994)

Depuis 1990 :

Membre du Tableau international de conciliateurs au titre de la Convention des Nations Unies relative à un Code de conduite des conférences maritimes.

De 1998 à 1999 :

Chef de la délégation des experts du Mali aux cinquante-troisième et cinquante-quatrième sessions de l'Assemblée générale, à New York.

Délégué du Mali à la Sixième Commission chargée des questions juridiques.

*Au Mali*

Depuis 1985 :

Professeur de droit international public et privé à l'École nationale d'administration et à la Faculté de droit de l'Université du Mali.

Chargé de cours magistraux et de travaux de recherche sur divers aspects du droit international.

Depuis 1997 :

Professeur chargé de l'enseignement du droit international humanitaire à l'Université du Mali.

De 1992 à 1993 :

Conseiller juridique au Ministère des Maliens de l'extérieur.

Conseiller juridique au Ministère des droits de l'homme.

Depuis 1998 :

Conseiller technique chargé des organisations internationales au Ministères des affaires étrangères et des Maliens de l'extérieur.

*Sociétés savantes et associations internationales*

Depuis 1993 :

Membre associé de l'Institut de droit et des pratiques des affaires internationales de la Chambre de commerce internationale de Paris.

Membre de la Société Africaine de droit international et comparé

Depuis 1994 :

Membre du Réseau « Droits fondamentaux de la personne humaine » de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF) Université des Réseaux d'Expression Française.

*Titres universitaires*

1983 : Doctorat en droit international obtenu avec la mention « très bien » à l'Université de Caen (France)

1979 : Diplôme d'études approfondies en droit international obtenu à l'Université de Rouen (France)

- 1978 : Maîtrise en droit public obtenue à l'École Nationale d'administration de Bamako au Mali.
- 1984 : Boursier de l'Académie de droit international de La Haye, Certificat d'assiduité en droit international public.
- 1989 : Boursier du Gouvernement français. Certificat de formation des conseillers en perfectionnement, obtenu à l'Institut d'administration des entreprises de Toulouse (France)
- 1989 : Boursier ONU/UNITAR du programme de perfectionnement en droit international, Certificat d'assiduité en droit international public et privé obtenu à l'Académie de droit international de La Haye. Certificat de droit international délivré par la Commission du droit international des Nations Unies à Genève.

### **Publications dans le domaine du droit international**

#### *Publications des Nations Unies*

*Rapport final et rapport intérimaire de la Commission impartiale d'experts de l'ONU sur le Rwanda établie conformément à la résolution 935 (1994) du Conseil de sécurité (S/1994/1405 du 9 décembre 1994 et S/1994/1125 du 4 octobre 1994) (en qualité de Rapporteur).*

*Le Droit au développement en tant que droits de l'homme, le droit international à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, réflexions de codificateurs, Nations Unies, New York, 1997.*

#### *Travaux universitaires*

« Les organisations internationales en Afrique de l'Ouest : Essai d'étude comparée », thèse de doctorat, Caen (France).

« L'Organisation des États riverains du fleuve Sénégal : Essai d'analyse des mécanismes juridico-institutionnels », mémoire de DEA, Rouen, (France).

« Formation intérieure, formation extérieure et réalités nationales » Mémoire de fin d'études à l'ENA, Bamako, 1978.

« Les Conseillers de gouvernements pour les questions de droit international », *Revue études et documents*, ENA, Bamako, n°8, 1991.

« La responsabilité de l'État en matière de garantie des droits économiques, sociaux et culturels : nature et limites » *Les Cahiers du CERES*, n° 2, vol.1, janvier-mars 1998, Bamako.

« L'arbitrage relatif aux contrats commerciaux et aux contrats d'État en droit malien », *Les Cahiers du CERES*, n° 1, vol.1, octobre-décembre, 1997, Bamako.

#### *Article parus dans les revues*

« L'OUA et la réglementation des mouvements transfrontières de déchets dangereux en Afrique : contribution à l'étude des principes et règles de la Convention de Bamako du 30 janvier 1991 » *International Legal Issues Arising Under The United Nations Decade of International Law*, 1995, Kluwer Law International, p. 313-332.

- « La Chambre de commerce internationale de Paris peut aider les hommes d'affaires maliens », *Le Républicain*, Bamako, n° 203 du 31 juillet 1996.
- « La Spécialisation des avocats en France, un exemple pour le Mali », *Le Républicain*, Bamako n° 203 du 31 juillet 1996.
- « Quelle place réserver au droit international dans la nouvelle Constitution du Mali? » *Aurore*, n° 63, août.1991.
- « 1990-1999, Décennie des Nations Unies pour le droit international : Quelle démarche pour le Mali? *Nouvel Horizon*, n° 43, septembre 1993.
- « À propos de l'Affaire Bozano : La France condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme pour mauvaise conduite lors d'une procédure d'expulsion », *Aurore*, n° 70, septembre 1991.
- « L'affaire des Maliens de L'esplanade de Vincennes à Paris à la lumière du droit international » n° 181, novembre 1992.
- « L'expulsion des Maliens de France : les droits et devoirs des Gouvernements français et malien », *Aurore*, n° 71, 72 et 73, septembre 1991.
- « Le comportement des Maliens à l'étranger et la responsabilité de l'État en matière de protection diplomatique », *Le Scorpion*, n° 25 de février 1992 et n° 26 de mars 1992
- « À propos de l'assassinat de cinq enfants maliens au Congo : les droits et devoirs des Gouvernements malien et congolais », *Nouvel Horizon*, n° 52, avril 1994.
- « L'affaire des enfants maliens du Congo à la lumière de la Convention des Nations Unies de 1990 sur les droits des travailleurs migrants et de leurs familles » *Nouvel Horizon*, n° 55 , avril 1994.
- « L'affaire du Consul suisse tué au Mali : Les droits et les devoirs du Mali, du Consul et de la Suisse », *Le Républicain*, n° 162, octobre 1995
- « 45 ans après la Déclaration universelle : l'attitude du Mali à l'égard des droits de l'homme, *Nouvel Horizon* n° 55, décembre 1993.
- « Les Principes de droit international relatifs à l'attitude des États face au terrorisme international » *Le Scorpion*, n°s 23 et 24, février 1992.
- « Vers un tribunal pénal international permanent! » *Nouvel Horizon* n°17, mars 1993.
- « Un tribunal international pour l'ex-Yougoslavie à La Haye! », *Nouvel Horizon* n° 51, novembre 1993.
- « L'ONU crée un Haut Commissariat aux droits de l'homme » *Nouvel Horizon*, n° 3, janvier 1994.
- « À propos des crimes contre l'humanité! » *Aurore*, n° 180, novembre 1992.
- « Le code des crimes entre la paix et la sécurité de l'humanité, un texte historique! », *Le Républicain*, n° 205, Août 1996.
- « Les Fonctions et les critères de nomination des ambassadeurs et des consuls », *Le Scorpion*, n°s 21 de janvier et 22 de février 1992.

« Aide au développement de la démocratie : la CEE et la lutte contre l'enrichissement frauduleux des dirigeants des pays ACP », *Nouvel Horizon*, n° 53, décembre 1993.

« Aide au développement et Respect des droits de l'homme », *Nouvel Horizon*, n° 11 février 1993.

« Le droit d'ingérence humanitaire : à propos de l'action de l'ONU en Somalie », *Nouvel Horizon*, n° 1, décembre 1992.

« Visas et cartes de séjour dans les pays de l'Europe sans frontières de 1993 », *Nouvel Horizon*, n° 7, janvier 1993.

« Les droits de l'homme à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle : bilan et perspectives », *Le Républicain*, n° 170, décembre 1995

« Peut-on saisir le Boeing présidentiel de Paul Biya pour non paiement de dette en Suisse? », *Nouvel Horizon*, n° 19 février 1994.

« Les moyens juridiques et non juridiques de la respectabilité internationale du Mali » *Le Scorpion*, n<sup>os</sup> 5, 13, 14, 15 et 16, novembre-décembre 1991.

« La réforme du Ministère des affaires étrangères : pour la création d'un poste de juriconsulte et une meilleure maîtrise du processus de négociation des accords internationaux » *Aurore* n<sup>os</sup> 428 et 429, août 1997.

« La prévention et la gestion du contentieux des expulsions massives de Maliens de l'extérieur », *L'Indépendant*, n° 108, mars 1997.

« Pour une politique malienne de la fonction publique internationale », *Le Républicain*, n° 208, septembre 1996.

« La Cour Constitutionnelle du Mali face au droit international », *Nouvel Horizon*, n° 38, mars 1994.

« Le Mali et la question de l'extradition », *Aurore*, n° 430, août 1997.

« Le Parlement de l'UEMOA : Poudre aux yeux ou avancée décisive? » *Sud-Info*, n° 53, avril 1998.

« La Conférence du Qatar : bilan et perspectives mondiales du droit international », *Nouvel Horizon*, n° 48, mars 1994

« L'exécution de l'arrêt de la Cour internationale de Justice sur la Bande d'Aouzou : Ce que peut faire le Tchad d'après la Charte des Nations Unies » *Nouvel Horizon*, n° 24, février 1994

### **Communications, consultations, conférences**

Communication sur « Les Mécanismes procéduraux de la Commission Africaine des droits de l'homme », Séminaire national sur la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, Bamako, mars 1991.

Consultation sur le thème « Appui à l'Élude du cadre juridique et problèmes fonciers » pour le compte de la Cellule de suivi du Programme national de lutte contre la désertification, Bamako, mars 1991.

Conférence sur « Les principes de droit relatifs au terrorisme international », 28e session du Séminaire de droit international tenue en marge de la session annuelle de la Commission du droit international de l'ONU, Genève, mai-juin 1992.

Conférence sur « Le procès crimes de sang de l'ancien Président du Mali et de ses 32 coaccusés », 29e session, ibidem, Genève, mai-juin 1993.

Conférence sur « Le concept d'humanité en droit international », ENA, Bamako, janvier 1988.

Conférence sur « L'OUA : Présentation générale et mécanismes juridico-institutionnels d'action » Palais de la Culture, Bamako, mai 1988.

Conférence sur « La politique extérieure du Mali de 1960 à 1990 », ENA, Bamako, 7 Juin 1991.

Conférence sur « La Commission du droit international de l'ONU et son oeuvre » ENA, Bamako, 30 novembre 1989.

Conférence sur « La pollution des fleuves en droit international », 25e session du Séminaire de droit international tenue en marge de la session annuelle de la Commission du droit international de l'ONU, Genève, 29 juin 1989.

Conférence sur « La Convention de l'OUA sur les déchets toxiques, adoptée à Bamako, le 30 janvier 1991 »,

Conférence du Qatar sur le droit international, Doha, 23 mars 1994.

Communication sur « Les principes du droit international africain en matière électorale », réunion du Groupe de recherche du réseau « Droits fondamentaux » de l'AUPELF-UREF sur le droit international électoral, Abidjan 9-11 janvier 1995.

Communication sur « Le projet de Cour criminelle internationale de la Commission du droit international de l'ONU », Colloque international sur « Le génocide rwandais à la lumière des génocides du XXe siècle », Paris, 17 juin 1995.

Consultation sur le thème « Application du droit international humanitaire au Mali : état des lieux », pour le compte du CICR, Bamako, février 1998.

Communication sur le thème « La mise en oeuvre du droit international humanitaire : une obligation des États », séminaire national organisé par le CICR, Bamako, 25 mars 1999.

Communication sur le thème « La création d'une Cour pénale internationale : perspectives africaines », rencontre régionale ouest africaine des commissions nationales et organes similaires de mise en oeuvre du droit international humanitaire, organisée par le CICR, Bamako, 30-31 Mars 2000.

### **Connaissance des langues**

Français : maîtrise parfaite

Anglais : notions.

## Giorgo Gaja (Italie)

[Original : anglais]

Né à Lucerne (Suisse), le 7 décembre 1939.

Maîtrise en droit à l'Université de Rome en 1960. « Libera docenza » en droit international en 1968.

Doctorat en droit de la Dickinson Law School (1985).

Professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université de Florence depuis 1974. Doyen de cette faculté de 1973 à 1981.

Cours à l'Académie de droit international de La Haye en 1981.

Professeur à temps partiel à l'Institut universitaire européen en 1980 et en 1984-1985.

Professeur invité à l'Université Johns Hopkins en 1977-1978, à la faculté de droit de l'Université de Genève en 1983 et en 1985, à l'Université de Paris I en 1989, à l'Université d'Aix-Marseille III en 1992, à la faculté de droit de l'Université du Michigan en 1992 et à la faculté de droit de Columbia en 1996.

Membre de l'Institut de droit international.

Directeur de la *Rivista di diritto internazionale*. Membre du Comité de direction de l'*Italian Yearbook of International Law*. Membre du Conseil scientifique de la *Common Market Law Review*, de l'*European Journal of International Law* et du *Columbia Journal of European Law*.

Représentant du Gouvernement italien à la Conférence de Vienne sur le droit des traités entre organisations internationales et entre organisations internationales (1986).

Représentant du Gouvernement italien dans l'affaire *Elsi* portée devant la Cour internationale de Justice.

Membre d'un comité d'experts en droit international établi par le Service juridique de la Commission européenne.

### Principales publications

#### *Livres*

- *L'esaurimento dei ricorsi interni nel diritto internazionale* (1967), 246 p.
- *La deroga alla giurisdizione italiana* (1971), 396 p.
- *International Commercial Arbitration. The New York Convention* (volumes à feuillets mobiles) (1978).
- *La riforma del diritto internazionale privato e processuale* (volume publié) (1994).
- *Introduzione al diritto comunitario* (1996), 178 p.

## Articles

- « River pollution in International Law », dans : Colloque de l'Académie de droit international de La Haye (1973). *The. Protection of the Environment and International Law* (1975) p.352-396.
- « Considerazioni sugli effetti delle sentence di merito della Corte Internazionale di giustizia », *Comunicazioni e Studi*, vol. XIV (1975) p. 313-335.
- « Reservations to Treaties and the Newly Independent States » *Italian Yearbook of International Law*, vol.I (1975) p. 52-68.
- « "The European Community's Participation in the Law of the Sea Convention: Some Inherencies in a Compromise Solution », *Italian Yearbook of International Law*, vol. 5 (1980-1) p. 110-114.
- « Jus Cogens Beyond the Vienna Convention » in: *Hague Academy of International Law Collected Courses*, vol. 172 (1981) p. 271-316.
- « The European Community's Rights and Obligations under Mixed Agreements », in: *Mixed Agreements* (D.O'Keeffe et H.G. Schermers ed.) (1983) p. 133-140.
- « Effets directs et réciprocité dans la jurisprudence concernant l'accord entre la Communauté européenne et la Suisse », *Annuaire suisse de Droit international* : vol XI (1984) p. 9-29.
- « Instruments for Legal Integration in the European Community -A Review » avec P: Hay et R.D. Rotunda), dans : *Integration Through Law. Europe and the American Federal Experience* (M. Cappelletti, M. Secombe et J. Weiler ed.) (1986), vol. 1.2, p. 113-160.
- « Principi generali del diritto (diritto internazionale) », dans : *Enciclopedia del Diritto*, vol. XXXV (1986) p. 533-549.
- « Unruly Treaty Reservations », dans : *International Law at the Time of its Codification. Essays in Honour of Roberto Ago* (1987), vol. I, p. 307-330.
- « Italy », dans : *The effect of Treaties in Domestic Law* (F.G. Jacobs et S. Roberts ed.) (1987) p. 87-108
- « A 'New' Vienna Convention on Treaties Between States and International Organizations or Between International Organizations: A critical Commentary », *British Yearbook of International Law*, vol. 58 (1987) p. 253-269.
- « Obligations Erga Omnes, International Crimes and Jus Cogens: A Tentative Analysis of Three Related Concepts », dans : *International Crimes of States* (J.H.H. Weiler, A. Cassese et M. Spinedi ed.) (1989) p.151-160
- « New Developments in a Continuing Story: The Relationship between EEC Law and Italian Law », *Common Market Law Review*, Vol. 27 (1990) p. 83-95.
- « Measures Against Terrorist Acts Under International Law », dans : *Maritime Terrorism and International Law* (N. Ronzitti ed.) (1990) p. 15-24.
- « Positivism and Dualism in Dionisio Anzilotti », *European Journal of International Law*, vol. 3 (1992) p. 123-138.

« Réflexions sur le rôle du Conseil de sécurité dans le nouvel ordre mondial. À propos des rapports entre maintien de la paix et crimes internationaux des États », *Revue générale de droit international public* (1993) p. 297-320.

« La Convention Européenne des Droits de l'Homme dans les ordres juridiques des Etats membres de la Communauté Européenne », dans : *Grundrechtsschutz im europäischen Raum* (J. Iliopoulos-Strange ed.) (1993-4) p. 131-150.

« Beyond the reasons Stated in Judgements », *Michigan Law Review*, Vol. 92 (1993-1994), 1966-1976.

« The Protection of Human Rights under the Maastricht Treaty », dans : *Institutional Dynamics of European Integration. Essays in Honour of Henry. G. Schermers* (1994), vol. II, p. 549-560.

« Use of Force Made or Authorized by the United Nations », dans : *The United Nations at Age Fifty. A Legal Perspective* (Ch. Tomuschat ed.) (1995) p. 38-58.

« Some Reflections on the European Community's international Responsibility », dans : *The Actions for Damages in Community Law* (T. Heukels and X. McDonnell ed.) (1997) p. 351-361.

« Identifying the Status of General Principles in European Community Law », dans : *Scritti in onore di Giuseppe Federico Mancini* (1998) vol. II, p. 445-457.

« How Flexible in Flexibility under the Amsterdam Treaty? », *Common Market Law Review*, vol. 35 (1998) (à paraître).

« Restraints Imposed by European Community Law on the Treaty-Making Power of the Member States » (1998) (à paraître).

## **Zdzislaw Galicki (Pologne)**

[Original : anglais]

Né le 2 avril 1943 à Varsovie.

### **Études**

Université de Varsovie, faculté de droit, 1960-1965, maîtrise de droit.

Université McGill, Institut du droit aérien et spatial, 1968-1969, maîtrise de droit.

Université de Varsovie, 1972, doctorat en droit.

Université de Varsovie, 1981, docteur habilitatus en droit international.

### **Langues**

Polonais (langue maternelle), anglais, russe

### **Fonctions actuelles**

Professeur à l'Institut de droit international de l'Université de Varsovie depuis 1991 – Directeur de l'Institut depuis 1993. Titulaire de la Chaire du droit aérien et spatial depuis 1991.

Professeur de droit international à l'Académie de police (depuis 1991).

Maître de conférences en droit international à l'École nationale d'administration depuis 1995.

Spécialistes des questions législatives au service administratif du Parlement polonais, Bureau des Études et des recherches, depuis 1991.

Spécialiste des questions législatives au Ministère de l'intérieur et de l'administration, Département législatif (depuis 1995).

Consultant juridique pour le Ministère des affaires étrangères depuis 1982 et pour le Ministère de l'intérieur depuis 1991.

### **Carrière universitaire**

Depuis 1965, assistant puis professeur à la faculté de droit et d'administration de l'Université de Varsovie.

1978-1981 et 1986-1989, professeur associé à l'Université d'Addis-Abeba, a enseigné le droit international public, le droit des organisations internationales et le droit international aérien et spatial.

Janvier-février 1992, professeur invité à l'Université de Nottingham (Royaume-Uni), a conduit cinq séminaires de droit international public.

Principal intervenant polonais lors du Congrès des Nations Unies sur le droit international public, mars 1995, New York.

### Principaux domaines d'intérêt

Problèmes généraux en matière de codification et de développement du droit international, de droit des organisations internationales, de droit international des droits de l'homme, de droit international humanitaire, de droit international aérien et spatial, de droit maritime et de protection juridique de l'environnement.

### Publications

Plus de 90 ouvrages, articles et avis sur des questions juridiques, publiés en polonais, anglais, russe et amharique notamment :

« Modification de la composition du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social de l'ONU » (en polonais) dans : *Panstwo i Prawo* (Varsovie), n<sup>os</sup> 7 et 8, 1966.

« Unlawful Seizure of Aircraft » dans : *Polish Yearbook of International Law*, vol. III, 1970.

« Nationality of Spacecraft and Liabilities for Space Activities » dans : *Polish Yearbook of International Law*, vol. IV, 1971.

« Liability of International Organizations for Space Activities » dans : *Polish Yearbook of International Law*, vol. V, 1972-1973.

« International Treaties and Third States » (en anglais et amharique) dans : *Journal of Ethiopian Law*, vol. 11, 1980.

« Terrorisme aérien et droit international » (en polonais), Varsovie, 1981.

« Évolution des principes de responsabilité internationale pour les activités spatiales » (en russe) dans : *Reports of the Third Seminar of Intercosmos Jurists*, Varna, 1984.

« Protection of Human Rights and the Police Activities under International and National Law » dans : *Reports of the Seminar within the Themis Project et The Police in a Society in Transition*, 1994, sous les auspices du Conseil de l'Europe.

« Human Rights and Environment » dans : *Studia Juridica*, Varsovie, vol. XXX (1995).

« Traditional and New Fields for the Development of Research and Education in International Law » dans : *Documents du Congrès des Nations Unies sur le droit international public*, New York, 1996.

« Does the right to a nationality belong to the catalogue of human rights » dans : *Aan de Grenzen van het Nederlanderschap* Gravenhage, 1998.

« State Succession and Nationality » rapport publié dans : *Documents of the First European Conference on Nationality*, Strasbourg, 1999.

« Atteintes à la sécurité du personnel des Nations Unies et des personnes associées », dans : *Droit international pénal*, Paris, 2000.

### Activités juridiques au niveau international

Juin-septembre 1978 : Conseiller juridique du Consulat de Pologne à Malmö (Suède).

1989-1992 : Membre de la Section de droit international du Conseil législatif (organe consultatif au service du Premier Ministre) .

Représentant de la Pologne au Comité ad hoc des Nations Unies chargé d'élaborer une convention internationale sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé (première session : mars 1994, deuxième session : août 1994), New York.

Membre de la délégation polonaise de la quarante-neuvième à la cinquante-deuxième (1994-1997) et à la cinquante-quatrième (1999) sessions de l'Assemblée générale; Représentant de la Pologne à la Sixième Commission [Questions juridiques].

Représentant de la Pologne au sein du Groupe d'experts gouvernementaux appelé à préparer la conférence des Parties chargée de l'examen de la Convention sur les armes chimiques (janvier 1995), Genève.

Représentant de la Pologne à la première Conférence des Parties chargée de l'examen de la Convention sur les armes chimiques, Vienne (septembre-octobre 1995), Genève (janvier 1996, avril 1996). Président de la Commission de vérification des pouvoirs de la Conférence et membre de son Comité général,

Représentant de la Pologne à la réunion du Groupe d'experts gouvernementaux pour la protection des victimes de guerre, janvier 1995, Genève.

Représentant de la Pologne au sein du Comité d'experts sur la nationalité du Conseil de l'Europe, depuis février 1995. Depuis 1997, Vice-Président du Comité et Président de son équipe de travail.

Représentant de la Pologne à la trente-huitième session du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de l'ONU (juin 1995), Vienne.

Représentant de la Pologne à la première Réunion intergouvernementales de 31 nations sur un régime de contrôle des mines terrestres (juin 1995), Budapest.

Représentant de la Pologne à la réunion d'experts sur le texte d'une convention pour l'interdiction des mines antipersonnel, février 1997, Vienne.

Représentant de la Pologne de la première à la quatrième session de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (1995-1998), Kingston, chef de délégation (1997). Président du Groupe de travail sur le Protocole sur les privilèges et immunités, 1997-1998.

Président de la Réunion du Groupe intergouvernemental d'experts sur le projet de convention internationale contre le crime organisé, février 1998, Varsovie.

Représentant de la Pologne de la première à la sixième session du Comité spécial sur l'élaboration d'une convention contre la criminalité transnationale organisée (1999-2000). Président de nombreuses séances plénières et consultations officieuses du Comité.

Membre de la Commission du droit international depuis 1997. Élu en 1997 Rapporteur de la Commission. Élu en 1999, Président de la Commission.

**Associations professionnelles**

Association du droit international, membre du Conseil d'administration de la section polonaise.

Association de l'Institut du droit aérien et spatial, Université McGill, Montréal – membre à vie.

## **Raul Ilustre Goco (Philippines)**

[Original : anglais]

Solicitor general (1992-1996).

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Philippines au Canada (1996-1998).

Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies (Élu par l'Assemblée générale le 11 novembre 1996 pour un mandat de cinq ans, 1996-2001).

### **Autres postes occupés dans le Gouvernement et dans le secteur privé**

Premier Vice-Président et Conseiller général du Crédit foncier; Conseiller juridique au Département de la réforme agraire; fonctionnaire de l'information et médiateur, Commission agraire; avocat au cabinet Goco, Bilog, Bueno et Arias; Doyen de la faculté de droit de l'Université de Manille et régent de l'Université de Manille.

### **Membre des organisations professionnelles suivantes**

Président de l'Association mondiale des juristes, basée à Washington (1993-1995) (Premier philippin élu).

Président de la Law Association for Asia (LAWASIA), basée à Sydney, Australie (1983-1985) (Premier philippin élu).

Gouverneur et Vice-Président du barreau des Philippines (1973-1975).

Président de l'Association philippino-britannique.

Directeur de la Fellows of Asia Foundation.

Directeur du Rotary Club de Manille.

Directeur de Philippines Airlines.

### **Autres activités professionnelles**

Membre du jury d'admission au barreau spécialiste de la législation du travail et de la législation sociale.

Maître de conférences/Professeur de droit.

Participation à des conférences internationales de la LAWASIA, de l'Association mondiale des juristes, de l'Association de droit international et de l'Association internationale du barreau, notamment sur les droits de l'homme, les investissements étrangers, le droit du travail, le commerce international et le droit international.

Chargé de recherche des institutions suivantes : Fullbright, Asia Foundation, Conseil économique national-Agency for International Development.

Hôte officiel des Gouvernements britannique, australien, chinois, israélien, taiwanais, indonésien.

Lauréat du prix du meilleur avocat du monde en 1991, Barcelone, Espagne.

Lauréat du prix de Manille du meilleur avocat en 1992.

Lauréat du prix du Doyen Robert G. Storey pour l'initiative internationale en 1996, Dallas, Texas.

Désigné comme l'un des sept plus éminents avocats de la région de l'Asie (LAWASIA).

Figure dans le Who's Who in the World 1994.

Conseiller officiel de la délégation philippine auprès de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (1996-1998).

**Articles et textes publiés dans des revues de droit et journaux, notamment sur les sujets suivants:**

« La création de la Cour pénale internationale ».

« Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale ».

« Le statut du tribunal de Nuremberg et le code de crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité ».

« La décision de la Cour internationale de justice sur le bombardement de la Yougoslavie par les États-Unis-l'OTAN ».

Interventions ou commentaires durant les séances plénières de la cinquantième session de la Commission du droit international, à Genève et à New York, été 1998.

Interventions ou commentaires durant les séances plénières des cinquante-et-unième et cinquante-deuxième sessions de la Commission du droit international, à Genève (1999-2000).

« Le droit du développement et ses avocats ».

« Le rôle des avocats dans la société ».

« The Law Association for Asia and the Pacific » (LAWASIA).

« La recherche de la vérité et les procédures judiciaires ».

« L'arbitrage relatif à la centrale nucléaire construite par Westinghouse aux Philippines ».

« La législation de l'énergie et le droit international ».

« Les plaintes dans le droit international ».

« La corruption et les pratiques qui y sont associées ».

« Le recouvrement des biens obtenus de manière malhonnête ».

« L'Organisation des Nations Unies et la Commission du droit international ».

« Le procès par jury ».

« Les lois sur l'investissement ».

« Le droit du travail ».

« Les droits de l'homme ».

« Les lois sur la diffamation ».

« L'aide judiciaire ».

« La jurisprudence à l'étranger ».

### **La Commission du droit international**

Élu par l'Assemblée générale le 11 novembre 1996 à l'un des sept sièges réservés à l'Asie. Tous les autres membres alors désignés étaient déjà titulaires. Premier philippin élu à la Commission.

A assisté à toutes les sessions de la CDI sans manquer un seul jour, sauf, de manière exceptionnelle et à quelques rares occasions de 1997 à 1998, lorsque sa fonction d'Ambassadeur des Philippines au Canada l'y obligeait.

Élu en 1998 second Vice-Président de la Commission. Élu premier Vice-Président en 1999. A assumé les fonctions de Président du Comité des programmes et de la planification. Membre du Comité de rédaction et d'autres comités spéciaux. A pleinement participé aux séances plénières et est notamment intervenu sur les sujets suivants : la responsabilité de l'État, la protection diplomatique, les actes unilatéraux des États, la prévention des dommages transfrontières engendrés par des activités dangereuses, les immunités juridictionnelles des États, la nationalité en rapport à la succession d'États et les réserves aux traités. A préparé un exposé sur la corruption et les pratiques qui y sont associées, un des nouveaux sujets de la Commission.

A soumis quatre rapports distincts sur les travaux de la Commission du droit international (1997-2000).

### **Situation personnelle et études**

Né à Manille. Maîtrise de droit à l'Université jésuite Atenao;

Examen d'aptitude au barreau en 1995 (87,55%); études de troisième cycle à la Far Eastern University, à Manille; études spécialisées à l'Academy of American and International Law (Dallas, Texas); bourse d'études et de voyage à l'étranger; membre du barreau de New York.

**Xue Hanqin (Chine)**

[Original : anglais et chinois]

Née à Shanghai le 15 septembre 1955.

**Études**

1991-1995 : J. S. D. à la Faculté de droit de l'Université Columbia.

1982-1983 : Masters de droit à la Faculté de droit de l'Université Columbia.

1977-1980 : Bachelor à l'Université des langues étrangères de Beijing.

1981-1982 : Diplôme de droit international, Département de droit de l'Université de Beijing.

**Fonction actuelle**

Depuis 1999 : Directrice générale du Département des lois et des traités du Ministère des affaires étrangères.

**Fonctions assumées dans le passé**

1994-1999 : Vice-Directrice générale du Département des lois et des traités du Ministère des affaires étrangères.

1988-1994 : Chef de division, Département des lois et des traités du Ministère des affaires étrangères.

1984-1988 : Chef de division adjoint, Département des lois et des traités du Ministère des affaires étrangères.

1980-1984 : Juriste, Département des lois et des traités du Ministère des affaires étrangères.

**Fonctions universitaires**

Vice-Présidente de la Société chinoise de droit international depuis 2000.

Membre du Conseil de la Société chinoise de droit depuis 1997.

Vice-Présidente, membre du Conseil de la société chinoise de droit international privé depuis 1995.

Membre du Conseil de la Société chinoise de droit international depuis 1994.

Professeur associé de droit, Département de droit de l'Université de Beijing, depuis 1994.

Professeur de droit à la faculté des affaires étrangères de Beijing, depuis 1998.

Membre du Conseil d'administration de l'Annuaire chinois de droit international, depuis 1993.

Conseillère, Comité sur les ressources hydrauliques de l'Association de droit international, depuis 1993.

Examen de qualification des avocats chinois (1988).

### **Expérience professionnelle**

#### *Conférences internationales et négociations de traités*

- 1980-1984 : Représentante de la Chine aux réunions du Comité de l'espace extra-atmosphérique de l'ONU et de son Sous-Comité juridique.
- 1982, 1990, 1993 : Représentante de la Chine au Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation.
- 1986 : Membre du Comité des experts juridiques de l'AIEA sur la rédaction de la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire et de la Convention sur l'assistance d'urgence.
- 1986, 1987 : Représentante de la Chine à la Sixième Commission de l'Assemblée générale.
- 1987, 1988 : Représentante de la Chine à la réunion du Comité juridique de l'OACI sur la rédaction du protocole complémentaire à la Convention de Montréal pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale.
- 1991 : A participé au Colloque sur les projets d'articles sur les utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation.
- 1993 : Représentante de la Chine à la Troisième Commission de l'Assemblée générale.
- 1993 : A participé à la réunion des experts juridiques sur l'instauration du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.
- 1994 : Chef de la délégation chinoise à la réunion de la Conférence de La Haye sur le droit international privé sur la question de l'application de la Convention sur la protection des enfants et la coopération face à l'adoption internationale en ce qui concerne les réfugiés.
- 1994 : Chef de la délégation chinoise à la réunion spéciale d'experts de l'Organisation des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens.
- 1994 : Chef de la délégation chinoise à la réunion de l'Organisation des Nations Unies sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé.
- Depuis 1995 : Chef de la délégation chinoise aux réunions du CIND en vue d'une Convention pour lutter contre la désertification et la sécheresse.
- 1995 : A participé au Congrès des Nations Unies sur le droit international public, Décennie des Nations Unies pour le droit international.
- 1995, 1996 : Chef de la délégation chinoise à la réunion de la Convention-cadre sur les changements climatiques, Mandat de Berlin.
- 1996 : Chef adjoint de la délégation chinoise. A présenté un rapport national sur la mise en oeuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

- 1996 : Colloque sur la situation des réfugiés organisé conjointement par le Comité consultatif juridique afro-asiatique et le HCR, à l'occasion du trentième anniversaire des Principes de Bangkok.
- 1998, 1999 : Chef de la délégation chinoise à la réunion d'experts juridiques sur la rédaction de la Convention contre la criminalité transnationale organisée.
- 1998 : Représentante chinoise à la réunion de la Conférence de La Haye sur le droit international privé consacrée à la reconnaissance et à l'exécution des jugements étrangers.
- 1999 : Chef adjoint de la délégation chinoise. A présenté un rapport national sur la mise en oeuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- 1999, 2000 : Représentante adjointe à la Sixième Commission de l'Assemblée générale.

### **Négociations juridiques bilatérales**

Négociations juridiques avec le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur Hong Kong, notamment sur la poursuite de l'application des conventions et traités internationaux ainsi que sur les dispositions spécifiques des accords bilatéraux passés dans certains domaines après le 30 juin 1997.

Négociation et conclusion d'un accord d'entraide judiciaire pour la criminalité avec la Bulgarie, ainsi que d'un traité d'extradition entre la Chine et la Bulgarie; chef de la délégation chinoise.

Négociation et conclusion d'un traité d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre la Chine et le Maroc, chef de la délégation chinoise.

Négociation et conclusion d'un traité d'extradition entre la Chine et la Roumanie; chef de la délégation chinoise.

Consultations avec la Croatie et la Slovénie sur la succession des traités conclu avec l'ex-Yougoslavie, chef de la délégation chinoise.

Négociation et conclusion d'un traité d'extradition entre la Chine et la Mongolie; chef de la délégation chinoise.

Négociation et conclusion d'un traité d'entraide judiciaire en matière civile et pénale entre la Chine et l'Ouzbékistan; chef de la délégation chinoise.

Négociation et conclusion d'un traité d'entraide judiciaire pour la criminalité entre la Chine et l'Indonésie; chef de la délégation chinoise.

Négociation avec la Banque internationale, en vertu de l'accord avec le pays hôte, de l'ouverture d'une filiale dans la Région administrative spéciale de Hong Kong; chef des négociations.

Négociations avec le Gouvernement portugais en relation avec Macao, notamment en ce qui concerne les dispositions juridiques pour la poursuite de l'application des conventions et accords conclus après le 19 décembre 1999.

Négociation et conclusion d'un traité d'entraide judiciaire en matière civile et pénale entre la Chine et le Vietnam; chef de la délégation chinoise.

Négociation et conclusion d'un traité d'entraide judiciaire en matière civile entre la Chine et la Tunisie; chef de la délégation chinoise.

Négociation et conclusion d'un traité d'entraide judiciaire en matière civile et pénale entre la Chine et la Lituanie; chef de la délégation chinoise.

Négociations relatives aux dommages matériels provoqués par les bombardements américains de l'Ambassade de Chine en République fédérale de Yougoslavie, chef des négociations.

Délimitation de la mer, de la zone économique exclusive et du plateau continental de la Baie de Beibu entre la Chine et le Vietnam; chef du Groupe de négociation chinois.

### **Principales publications**

#### *Livres*

*Commentary on the Charter of the United Nations*, coéditeur, Shanxi Publishing House, 1999.

*A Complete Compilation of Treaties on Trade and Economy between China and Foreign Countries*, coéditeur, Xinhua Publishing House, 1996.

*International Law* (Série de manuels pour le XXI<sup>e</sup> siècle à l'intention des facultés de droit), édité par Wang Tieya, 1995.

*Transboundary Damage in International Law*, à paraître (en anglais).

#### *Articles*

« On Outer Space Law Issues », coauteur, dans : *Studies of International Affairs*, vol. 4, 1983.

« The Twenty-third Session of the Legal Sub-Committee of the Outer Space Committee », dans : *Annuaire chinois de droit international*, 1985.

« A Comparative Study of the Legal Regimes of the 'Common Resources' », dans : *Annuaire chinois de droit international*, 1987.

« International Law Issues in the Kokaryo Case » (sur les questions de reconnaissance et de succession en droit international), dans : *Annuaire chinois de droit international*, 1988.

« Relativity in International Water Law », dans : le *Colorado Journal of International Environment Law and Policy*, vol. 3, n° 1, 1992.

« Transboundary Damage in International Law », essai publié dans : *Peace, Justice and Law, recueil d'articles sur le droit international en l'honneur du professeur Wang Tieya*, 1993.

« The Role of the United Nations and its impact on the Development of International Law », dans : *Annuaire chinois de droit international*, 1995.

« On sustainable development », dans le *Pacific Journal*, vol. 4, 1997.

**Mauricio Herdocia Sacasa (Nicaragua)**

[Original : espagnol]

Né le 1er août 1953

Docteur en droit spécialisé en droit international et négociations diplomatiques.

**Études**

Université nationale autonome du Nicaragua : avocat et notaire.

La Haye : Maîtrise de négociations diplomatiques.

La Haye: Maîtrise de droit international.

Brésil et Mexique : Spécialisation en droit international.

**Fonctions exercées et postes**

Conseiller à la Commission de protection et de promotion des droits de l'homme, Managua (1981-1983).

Directeur général adjoint des affaires juridiques du Ministère nicaraguayen des relations extérieures (1983-1985).

Ambassadeur-Coordonnateur de l'instance consultative, Ministère nicaraguayen des relations extérieures (1985-1997), en charge de la politique extérieure, des négociations diplomatiques et des problèmes territoriaux et juridiques.

A reçu des distinctions de plusieurs pays, notamment de l'Allemagne, de l'Espagne et de la France.

Sous la présidence de Violeta Barrios de Chamorro, s'est vu proposé le poste de magistrat de la Cour suprême de justice et de magistrat du Conseil suprême électoral.

**Fonction actuelle**

Directeur des affaires politiques et juridiques et Conseiller du Secrétaire général du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA) (depuis 1997).

**Fonctions internationales**

Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies (1997-2001), élu par un vote des 127 pays représentés à l'Assemblée générale lors de sa cinquante-et-unième session, en 1996.

Membre de la Cour permanente d'arbitrage, à La Haye, de 1983 à 1997.

Vice-Président de l'Association latino-américaine de droit international.

Le nom de M. Herdocia Sacasa a été retenu dans la liste des arbitres proposés pour le traité de libre commerce entre le Mexique et le Nicaragua

### **Principales activités à l'échelle internationale**

A participé à toutes les réunions ordinaires (20) et extraordinaires des Présidents de l'Amérique centrale depuis 1986 et aux groupes techniques de négociations.

A participé à toutes les réunions du Conseil des ministres des relations extérieures d'Amérique centrale à partir des Accords d'Esquipulas en 1986 et aux groupes techniques mis en place pour leurs préparatifs, ainsi qu'aux conseils intersectoriels.

A participé à toutes les Conférences ministérielles entre l'Union européenne et les pays d'Amérique centrale (15 au total), ainsi qu'aux groupes techniques mis en place pour leurs préparatifs.

A participé à toutes les réunions organisées, au niveau présidentiel ou ministériel, entre les pays d'Amérique centrale et d'autres pays ou groupes de pays (Mexique, Canada, États-Unis d'Amérique, République de Corée, Japon, Communauté des Caraïbes (CARICOM), Groupe de Rio, Groupe des Trois, République dominicaine, Maroc).

De 1993 à 1996, a participé, en la qualité de représentant du Nicaragua, à plusieurs sessions de l'Assemblée générale et de l'Organisation des États américains.

A participé à plusieurs Conférences ibéro-américaines (six) et au Sommet des Amériques, en 1996.

De 1990 à 1996, membre de la délégation nicaraguayenne aux Sommets et Conférences ministérielles du Mouvement des pays non-alignés.

Observateur du SICA à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (depuis 1997).

### **Activités plus spécifiques aux processus de paix et d'intégration**

Négociateur dans le cadre du processus de paix lancé sous les auspices du Groupe de Contadora et du Groupe de soutien dans le contexte de la crise en Amérique centrale (1983-1986), qui a facilité le rétablissement de la paix dans la région et a permis de renforcer l'identité et la solidarité latino-américaines. A négocié l'Accord de Contadora sous tous ses aspects.

Négociateur des Accords d'Esquipulas II, qui ont permis de rétablir la paix et la démocratie dans la région, des accords ultérieurs, ainsi que de l'Alliance pour le développement durable de l'Amérique centrale (ALIDES).

Négociateur du Protocole de Tegucigalpa, qui porte création du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA) et membre de la Commission préparatoire instaurée en vue de sa mise en oeuvre.

Rédacteur et négociateur de l'Accord-cadre relatif à la sécurité démocratique en Amérique centrale.

Rédacteur et négociateur de plusieurs traités relatifs à l'intégration régionale.

Rédacteur des instruments créés en vue de réformer le SICA (Unification des secrétariats, Parlement centraméricain et la Cour de justice centraméricaine).

Initiateur d'un mécanisme de règlement des différends d'ordre commercial et en matière d'investissement.

**Interventions et écrits**

Professeur invité aux cours de Victoria-Gasteiz, Managua (février 1999).

Professeur invité aux cours d'études supérieures organisés par l'Université de la Paix, Managua (1998-1999).

Professeur invité aux cours sur l'actualisation du droit international organisés sous les auspices de l'Organisation des États américains, Panama (1999).

Intervenant dans de nombreux forums d'intégration organisés sous les auspices du SELA, du SICA, de l'Association des responsables politiques d'Amérique centrale, des Parlements centraméricains, du Centre d'études de El Salvador et de plusieurs universités de la région centraméricaine.

A écrit plusieurs articles et participé à des conférences sur les thèmes des droits de l'homme et de l'intégration.

## **Fernando Hinestrosa (Colombie)**

[Original : espagnol]

Doctorat de droit de l'Université Externado de Colombie, Bogota.

Professeur de droit civil dans ladite Université depuis 1953.

Professeur à l'Université nationale de Colombie (1959-1960).

Professeur de l'enseignement supérieur à l'Université Javenaria et l'Université del Rosario (Bogota, 1975-1979).

Professeur invité à l'Universidad central de Caracas, Università degli Studi « La Sapienza » (Rome), Università degli Studi Salerno, Università degli Studi Genova, Università di Roma III, « Tor Vergata », Università degli Studi di Urbino, Universidad Autónoma de Xalapa, Mexique.

Organisateur et rapporteur de nombreux séminaires et conférences internationaux sur des sujets en rapport avec l'enseignement supérieur et le droit (le droit enseigné et l'exercice du droit).

### **Distinctions universitaires**

Recteur de l'Université Externado de Colombie depuis 1963.

Doyen de la Faculté de droit de l'Université Externado de Colombie (1959-1963).

Président de l'Association des Universités de Colombie et du Conseil national des recteurs (1971-1979).

Président de l'Union des Universités d'Amérique latine (1976-1986),

Membre du Bureau colombien de l'enseignement supérieur (1992-1993), Membre du Conseil national de l'enseignement supérieur (1994-2000).

### **Fonctions dans le secteur public**

Cour suprême de justice, cour de cassation, jugements civils (1967-1968).

Ministre de la justice (1968-1970).

Ministre de l'éducation (1970).

Président du Conseil régional de Bogota (1972-1974).

Président de la Cour électorale (1980).

Ambassadeur extraordinaire au Saint-Siège (1989-1991).

### **Autres fonctions**

Président de la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce de Bogota. Co-juge de la Cour constitutionnelle, de la Cour suprême de justice et du Conseil judiciaire supérieur.

### **Publications**

*Conferencia de obligaciones*, Bogota, 1955. *Curso de Obligaciones*, Bogota, 1961, 1964, 1970, 1977. *Derecho de Obligaciones*, 1979. *El Reconocimiento de hijos naturales*, Montevideo, 1967. *Panorama de Derecho de Familia*, New Orleans, 1969. *Compilación de Derecho de Familia*, Bogota, 1969. *Lecturas de Historia del Derecho*, Bogota, 1971. *Concordato, Matrimonio y Divorcio*, Bogota, 1975. *Tres Estudios de Derecho de Familia*, Caracas, 1976. *Jurisprudencia de Casación Civil*, Bogota, 1980. *Apuntes de Derecho Romano- Bienes*, Bogota, 1978. *Escritos varios*, Bogota, 1983. *El Arbitraje Interno e Internacional*, Medellín, 1996. *La prescripción Extintiva*, Bogota, 1996, 2000.

Articles et essais sur le droit et l'enseignement supérieur dans des publications colombiennes et étrangères (Argentine, France, Italie, Mexique, Pérou) et dans des ouvrages collectifs (Argentine, Italie, Pérou).

### **Traductions**

*Moral Damages*, par Renato Scognamiglio (de l'italien), 1961.

*History of Roman Law*, par Hans Kreller (de l'allemand), 1967.

*Pandectas Law Treaty*, par Bernhard Windscheid (de l'allemand), 1976.

*Individualism and Roman Law of Contract* par Giuseppe Grosso (de l'italien), 1981.

*Roman Law*, par Sandro Schipani (de l'italien), 1983.

*Civil law* (vol. J-1, par L. Rigliazzi-Geri, U. Breccia F.D. Busnelli et U. Natoli (de l'italien), 1991, vol.1 et 2, 1992.

### **Associations universitaires**

Membre de l'Académie colombienne de jurisprudence (Bogota).

Membre de l'Académie colombienne d'histoire (Bogota).

Membre de la société générale de droit comparé (Paris).

Membre de l'Académie internationale de droit comparé (Paris).

Membre de l'Académie de droit et de sciences sociales de Cordoba (Argentine).

Membre d'UNIDROIT (Rome).

Membre de l'Académie des sciences juridiques et politiques du Venezuela (Caracas).

Membre de l'Association Henri Capitant (Paris).

Membre de l'Académie colombienne de la langue (Bogota).

### **Autres distinctions**

Docteur *honoris causa* de l'Università degli Studi di Urbino.

Docteur *honoris causa* de l'Universidad Autónoma de Guadalajara (Mexique).

Membre honoraire du Colegio Mexicano de Abogados.

Professeur émérite de l'Université nationale autonome du Mexique.

Président honoraire de l'Association franco-colombienne.

Professeur honoraire de la Faculté de droit de l'Universidad Autónoma de Guadalajara (Mexique).

Diplôme d'honneur de l'Université de Turin (Italie).

Professeur honoraire de l'Université de Lima (Pérou).

Membre honoraire de l'Institut de droit comparé de l'Universidad Complutense (Madrid).

### **Décorations**

Commandeur des palmes universitaires de la République française.

Chevalier de la légion d'honneur de la République française.

Ordre Andrés Bello de la République du Venezuela.

Ordre de Boyacá de la République de Colombie.

Ordre du mérite judiciaire de la République du Brésil.

Commandeur de l'ordre du mérite de la République italienne.

### **Carrière de juriste**

Avocat de droit privé (droit civil et droit commercial) dans le domaine des obligations (contrats et responsabilité) et du droit de la famille de 1952 à 1968, de 1971 à 1989 et depuis 1991.

Conseiller extérieur de la Banco Internacional de Colombia (Citibank). Affaires portées devant la Cour suprême de justice, la Cour de cassation pour le droit civil (au moins 200 affaires).

A notamment été l'avocat des sociétés suivantes : Banco de la Republica, Seguros Bolivar, Compañía Colombiana de Seguros. Suramericana de Seguros, Seguros Andina, Seguros Colpatria, Telecom, Corpavi, Spie-Batignol-Campeon Bernard, Avianca, Banco Central Hipotecario, Intercol., Esso Colombiana, Texas Petroleum Co., Insitituto de Mercadeo Agropecuario.

**Kamil E. Idris (Soudan)**

[Original : anglais]

**Diplômes universitaires**

Certificat de l'École du Soudan (distinction).

Licence de philosophie, sciences politiques et théories économiques, Université du Caire (avec mention).

Licence de droit, Université de Khartoum (avec mention).

Diplôme d'administration publique du Département de gestion de l'Institut d'administration publique de Khartoum.

Maîtrise de droit international et affaires internationales, Université de l'Ohio (États-Unis d'Amérique).

Doctorat de droit international, Institut supérieur d'études internationales, Université de Genève.

Thèse de doctorat : « Case study on the Treaty Establishing A Preferential Trade Area for Eastern and Southern African States ».

*Certificats universitaires (domaines de spécialisation)*

Économie internationale, Institut supérieur d'études internationales, Genève.

Histoire et sciences politiques internationales, Institut supérieur d'études internationales, Genève.

Droit international du développement, Institut supérieur d'études internationales, Genève.

Droit des voies d'eau internationales, Institut supérieur d'études internationales, Genève.

Droit international des systèmes de financement et des systèmes bancaires, Institut supérieur d'études internationales, Genève.

*Langues*

Arabe, anglais, français, espagnol (bonne connaissance)

*Activités dans le domaine de l'enseignement*

Maître de conférences de philosophie et jurisprudence, Université du Caire (1976-1977).

Maître de conférences de jurisprudence, Université de l'Ohio, États-Unis d'Amérique (1978).

Membre du Jury d'examen de droit international à la Faculté de droit de l'Université de Khartoum (1984).

Maître de conférences de droit de la propriété intellectuelle, faculté de droit de l'Université de Khartoum (1986).

Conférencier lors de différents séminaires, ateliers et colloques internationaux, régionaux et nationaux.

Membre de l'Association internationale pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en propriété intellectuelle (ATRIP).

#### *Décorations*

Médaille d'or des chercheurs du Soudan décernée par le Président de la République du Soudan (1983).

Médaille d'or des chercheurs décernée par le Président de l'Académie égyptienne de la recherche scientifique et de la technologie (1985).

Commandeur de l'ordre national du Lion, Sénégal (1998).

Médaille du Théâtre du Bolshoi, Fédération de Russie (1999).

Médaille de l'Institut public moscovite des relations internationales, Fédération de Russie.

Médaille du Conseil de coopération du Golfe, Arabie Saoudite (1999).

Plaque d'or de la ville de Banska Bystrica, Slovaquie (1999).

Médaille d'or de l'Université Matej Bell, Banska Bystrica, Slovaquie (1999).

Médaille d'argent de l'Organisation eurasiennne des brevets (2000).

Récompense du Conseil suprême égyptien pour la science et la technologie (2000).

Grande croix de l'infante D. Enrique, Portugal (2001).

#### *Fonctions honoraires*

1999 : Professeur honoraire de droit à l'Université de Beijing.

1999 : Docteur *honoris causa*, Conseil des docteurs de l'Université d'État de Moldova.

1999 : Docteur *honoris causa*, Centre de droit Franklin Pierce (Concord, New Hampshire), États-Unis d'Amérique.

1999 : Docteur *honoris causa*, Université Fudan (Shanghai), Chine.

2000 : Docteur *honoris causa*, Université d'économie nationale et mondiale, Sofia.

#### **Expérience professionnelle**

Journaliste à temps partiel, *El-Ayam* et *El-Sahafa* (1971-1979).

Maître de conférences à l'Université du Caire (1976).

Directeur adjoint du Département d'arabe du Ministère des affaires étrangères de Khartoum (1977).

Directeur adjoint du Département de la recherche juridique du Ministère des affaires étrangères de Khartoum (janvier-juin 1978).

Directeur adjoint du Département juridique du Ministère des affaires étrangères, Khartoum (juillet-décembre 1978).

Membre de la Mission permanente du Soudan auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (1979-1982).

Vice-Consul du Soudan en Suisse (1979-1982).

Conseiller juridique à la Mission permanente du Soudan auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (1979-1982).

Administrateur de programme au Bureau de la coopération et des relations extérieures pour l'Afrique de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) (1982-1985).

Directeur du Bureau de la coopération et des relations extérieures pour les pays arabes et les pays d'Europe centrale et orientale (OMPI) (1985-1994).

Ambassadeur au Ministère des affaires étrangères du Soudan (fonction occupée actuellement à l'échelle nationale).

Vice-Directeur général de l'OMPI (1994-1997).

Directeur général de l'OMPI (depuis 1997).

Secrétaire général de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales, depuis 1997.

#### *Fonctions spéciales*

Membre du Conseil d'administration, Université de la Vallée du Nil (Egypte, Juin 2000).

Membre de la Commission du droit international (depuis mai 2000).

Membre du Conseil consultatif sur la propriété intellectuelle, Centre de droit Franklin Pierce (Concord, New Hampshire, 1999).

Membre de la Commission du droit international (1992-1996).

Vice-Président de la Commission du droit international à sa quarante-cinquième session (1993).

Représentant de la CDI à la trente-cinquième session du Comité consultatif juridique afro-asiatique (Manille, Mars 1996).

Membre du Groupe de travail de la CDI sur la rédaction du Statut de la Cour pénale internationale.

Membre du Comité de rédaction de la CDI.

Expert juridique dans plusieurs comités ministériels établis entre le Soudan et d'autres pays.

Membre du Comité d'experts juridiques de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), qui a formulé plusieurs conventions régionales.

Conseiller juridique à l'occasion des Conseils des ministres et des Conférences au Sommet de l'OUA (Khartoum, juillet 1978) (Morovia, juillet 1979).

A participé à plusieurs réunions et conférences internationales de l'OMC, de l'OIT, de l'UIT, de l'OMPI, de la Croix-Rouge et du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

Membre des Comités spéciaux créés en vue de mobiliser des ressources en faveur des réfugiés en Afrique.

Rapporteur de la Troisième Commission (recherche scientifique marine) de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, à la reprise de sa neuvième session (Genève, 1980).

Chef de la délégation soudanaise à la réunion préparatoire de l'OUA sur un projet de code de conduite pour les transferts de technologies (Addis-Ababa, mars 1981).

Porte-parole du Groupe africain et du Groupe des 77 sur toutes les questions ayant trait au transfert de technologies, à l'énergie, aux pratiques commerciales restrictives et à la coopération technique entre les pays en développement aux vingt-deuxième et vingt-troisième sessions du Conseil du commerce et du développement (Genève, février et septembre 1981).

Chef de la délégation soudanaise et porte-parole du Groupe africain et coordinateur du Groupe des 77 à la quatrième session de la Conférence des Nations Unies sur le code de conduite international pour les transferts de technologies (Genève, mars-avril 1981).

Porte-parole du Groupe des 77 sur le chapitre 9 (sur les lois applicables et règlement des différends) à la Conférence des Nations Unies sur le code de conduite international pour les transferts de technologies (Genève, mars-avril 1981).

Chef de la délégation soudanaise et Président de l'Atelier sur les politiques juridiques dans le domaine des transferts de technologies (Koweït, septembre 1981).

Président du Groupe africain et du Groupe des 77 à la première session du Groupe intergouvernemental d'experts des pratiques commerciales restrictives (Genève, novembre 1981).

Président du Groupe permanent des 15 sur le transfert et le développement des technologies, dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (Genève 1980-1983).

Porte-parole du Groupe africain et du Groupe des 77 à la réunion sur les aspects économiques et commerciaux du régime de la propriété industrielle (Genève, février 1982).

Coordinateur du Groupe africain et du Groupe des 77 aux première, deuxième et troisième sessions du Comité provisoire sur le code de conduite international pour les transferts de technologies (Genève, mars, mai, septembre-octobre 1982).

Coordinateur du Groupe africain et du Groupe des 77 à la Réunion d'experts gouvernementaux chargés d'examiner le transfert, l'application et le développement de la technologie dans le secteur des biens d'équipement et de l'outillage industriel (Genève, juillet 1982).

Coordinateur du Groupe africain et du Groupe des 77 à la réunion du Groupe intergouvernemental d'experts chargé d'examiner la possibilité de mesurer les courants de ressources humaines sur le transfert inverse de technologie (exode des compétences) (Genève, août-septembre 1982).

Coordinateur des pays en développement sur le projet de résolution concernant le mandat du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, au cours de la vingt-troisième session du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

Coordinateur et porte-parole du Groupe africain et du Groupe des 77 à la réunion du Groupe intergouvernemental d'experts sur le transfert, l'application et le développement de la technologie dans le secteur de l'énergie (Genève, octobre-novembre 1982)

Coordinateur et porte-parole du Groupe africain et du Groupe des 77 à la quatrième session de la Commission du transfert de technologie (Genève, novembre-décembre 1982).

*Expérience juridique et associations professionnelles*

Membre de la Commission du droit international (1992-1996 et depuis mai 2000).

Membre et Président de plusieurs comités d'experts créés dans le cadre de l'OUA.

Professeur de droit international public, Université de Khartoum.

Membre du barreau soudanais (Khartoum).

Membre de l'Association des juristes africains (Dakar et Paris).

Avocat et commissaire aux serments de la République du Soudan.

*Projets et documents*

A rédigé et négocié, au nom de l'OMPI, plusieurs projets en rapport à la coopération au développement dans le domaine de la propriété intellectuelle.

A organisé, au nom de l'OMPI, plusieurs séminaires et ateliers et donné plusieurs conférences.

A rédigé plusieurs documents sur les aspects de la propriété intellectuelle qui ont trait au développement.

A supervisé et dirigé des projets mis en œuvre dans le monde entier, notamment en ce qui concerne leurs aspects administratifs.

*Conférences, séminaires, cours et colloques*

A représenté le Soudan à de nombreuses conférences internationales et régionales; a participé à de nombreux séminaires, colloques, groupes de discussion et a fait des conférences à l'intention d'étudiants du supérieur dans de nombreuses disciplines universitaires internationales.

A représenté l'OMPI lors de réunions, séminaires et colloques.

A représenté l'OMPI dans le cadre des programmes de politique et des programmes d'activités du PNUD.

Voyage d'études à l'Institut Max Planck (Munich) sur l'enseignement du droit de la propriété intellectuelle (1986).

### **Publications**

- « Euro-Arab Dialogue », juin 1977.
- « State Responsibility in International Law », septembre 1977.
- « The Theory of Human Action », septembre 1977.
- « The Philosophy of 'Haddith' and 'Sunna' in Islamic Law », janvier 1978.
- « The Doctrine of Jurisdiction in International Law », décembre 1978.
- « American Embassy in Tehran Case », mars 1979.
- « The Legal Regime of the Nile », décembre 1980.
- « Issues Pertaining to Transfer and Development of Technology in Sudan », mai 1981.
- « China and the Powers in the 19th Century », mai 1981.
- « Legal Dimensions of Economic Cooperation among Developing Countries », juin 1981.
- « The Common Fund for Commodities », juin 1981.
- « General Aspects of Transfer of Technology at the National and International Levels », novembre 1981.
- « Preferential Trading Arrangements among Developing Countries », février 1982.
- « North-South Insurance Relations : The Unequal Exchange », décembre 1984.
- « The Law of the Non-Navigational Uses of International Watercourses; the International Law Commission's Draft Articles : An Overview », novembre 1995.
- « The Theory of Source and Target in Child Psychology », janvier 1996.
- « A Better United Nations for the New Millennium », janvier 2000.

### *Articles*

Plusieurs articles sur le droit, l'économie, la jurisprudence et l'esthétique dans de nombreux journaux et des périodiques.

**Adegoke Ajibola Ige (Nigéria)**

[Original : anglais]

Né le 13 septembre 1930.

*Universités*

Université : Collège universitaire, Ibadan (1949-1955).

Université : Collège universitaire, Londres (1956-1959).

Inner Temple (1958-1961).

**Diplômes universitaires**

Bachelor, Londres, Latin et grec (1955).

Licence de droit, Londres (1958).

Avocat (février 1961).

**Distinctions universitaires**

Premier boursier de la faculté des arts du Collège universitaire, Ibadan (1949).

Barreau avec mention (décembre 1960).

Appelé au barreau (février 1961).

Ancien élève conférencier d'honneur à l'Université d'Ibadan (1994).

Conférencier annuel de l'Institut nigérien d'études juridiques avancées (1995).

**Fonctions**

Secrétaire fédéral à la communication du parti du groupe d'action du Nigéria (1962-1966).

Commissaire à l'agriculture et aux ressources naturelles, Nigéria de l'ouest (1967-1970).

Commissaire des sols et des logements (1970).

Président national de l'Association des anciens élèves de l'Université d'Ibadan (1972-1978).

Membre du Conseil de l'Université d'Ibadan (1971-1978).

Président du Parti de l'unité du Nigéria (1978-1983).

Gouverneur de l'État d'Oyo, désormais États d'Oyo et d'Osun (1979-1983). Premier Gouverneur élu de l'État d'Oyo.

Ministre de l'énergie électrique et de l'acier. (1999-2000).

Procureur général de la Fédération et Ministre de la justice (depuis juin 2000).

*Appelé au barreau nigérien* : février 1961.

*Avocat et solicitor de la Cour suprême du Nigéria* : 6 avril 1961.

### **Expérience professionnelle**

Durosaro, Moroundiya & Ige (avril 1961-1965).

Bola Ige & Co. (depuis juin 1965, a exercé devant les Tribunaux supérieurs de l'ouest, du centre-ouest et du nord du Nigéria en ce qui concerne les différends fonciers, les questions constitutionnelles, les affaires criminelles et les affaires commerciales, avec un intérêt particulier pour le droit international, les questions de propriété intellectuelle, la technologie de l'information et les droits de l'homme; Cour d'appel et Cour suprême.

### **Activités politiques**

Prisonnier politique pour des périodes allant de 6 mois à 32 mois, d'abord en 1962, du mois de juin au mois de décembre; puis du 2 janvier 1984 au 26 août 1986; et du 2 mai 1998 au 18 juin 1998, pour son opposition radicale aux militaires.

### **Fonctions honorifiques dans le domaine professionnel**

Membre du Comité exécutif national du barreau nigérien (1967-1991).

Membre du Conseil de l'éducation juridique (1968-1972).

Membre du Comité disciplinaire des juristes (1971-1974).

Premier avocat du Nigéria (septembre 1996).

Membre du Comité disciplinaire des juristes (depuis juin 2000).

Membre de la Commission judiciaire fédéral.

Membre du Conseil des gouverneurs de l'Institut judiciaire national.

### **Publications**

*Kaduna Boy : an autobiography* (1990).

*Detainee's Diary* (1992).

*People, Politics and Politicians of Nigeria 1940-1979* (1994).

*The Discovery of Nigeria* (1995).

### **Loisirs**

Lecture, écriture, voyage et musique.

**Peter C. R. Kabatsi (Ouganda)**

[Original : anglais]

Né le 11 septembre 1948, à Kisoro (Ouganda).

**Études**

Licence (avec mention) de l'Université de Makerere, 1973.

D. L. P. – Centre pour le développement du droit

C. H. R. – (Strasbourg, France), 1988.

Avocat, Ouganda.

Avocat et notaire, Lesotho.

**Fonction actuelle**

Solicitor general pour l'Ouganda depuis 1990 et Secrétaire permanent au Ministère de la justice et des affaires constitutionnelles.

*Solicitor general :*

Magistrat le plus important et Conseiller juridique principal du Gouvernement sur tous les sujets, aux niveaux national et international, ainsi que pour les procédures devant tous les tribunaux.

Responsable de l'ensemble des cinq départements juridiques dans le pays, à savoir :

- Bureau des services d'inscription de l'Ouganda
- Direction de la rédaction des textes législatifs
- Direction des services de conseil juridique
- Direction des différends civils
- Direction de l'administration des biens immobiliers et curatelle publique

*Secrétaire permanent*

Responsable de l'ensemble des départements, des commissions constitutionnelles permanentes (pour la réforme législative, le code électoral, le code de responsabilité et l'égalité des chances), ainsi que du Centre de développement du droit, du Ministère de la justice.

Responsable devant le Parlement du budget du Ministère de la justice.

**Fonctions internationales**

Actuellement Président et membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies (depuis 1992), membre du Comité de rédaction depuis huit ans.

Vice-Président de la CDI (1996-1997).

Rapporteur général de la CDI (1994-1995).

Actuellement membre de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye.

### **Carrière professionnelle à ce jour**

#### *Ouganda*

1986-1990 : Procureur général de la République pour l'Ouganda. Chargé des poursuites pénales devant tous les tribunaux en Ouganda.

1978-1981 : Principal State Attorney, Ouganda.

1974-1976 : Procureur général de l'État, Ouganda.

1976-1978 : Procureur, Ouganda.

#### *Lesotho*

(Système de droit romain néerlandais)

1981-1984 : Conseiller juridique principal du parquet.

1984-1986 : Président du Cabinet d'avocats et de notaires Kabatsi, Peter & Co, Maseru (Lesotho).

### **Autres fonctions internationales**

1988 : Membre du Comité préparatoire d'experts créé en vue de l'instauration de l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (UNAFRI) (désormais basé à Kampala).

1989-1990 : Nommé par l'Organisation de l'Unité Africaine membre d'un petit groupe d'experts chargé de la rédaction de la Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique.

1991 : Membre du Comité d'experts chargé de l'examen du Protocole de Montréal, Rio de Janeiro (Brésil).

Septembre 1996 : Choisi par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, à Genève, pour présider le Comité préparatoire afro-asiatique pour l'examen des Principes de Bangkok sur la réception et le traitement des réfugiés, New Delhi.

### **Fonctions gouvernementales spéciales**

Président du Comité sur les secours d'urgence de Luwero (avril 1996), qui a présenté son rapport.

Président du Comité sur les fraudes bancaires, le détournement de fonds publics et la corruption publique, (octobre 1996). Le Comité a présenté son rapport au Gouvernement.

Membre du Comité présidentiel de la restitution des biens des royaumes restaurés, Ouganda.

Membre du Comité d'examen sur des termes et conditions d'emploi des dirigeants et responsables politiques, Ouganda.

Membre du Comité d'experts chargé d'évaluer les emplois dans toutes les administrations (Ouganda).

Membre du Conseil de contrôle de l'énergie atomique.

Membre du Conseil de l'Uganda Development Corporation.

Membre du Conseil de l'Office du café.

Membre de la Fondation de protection des gorilles des montagnes de Mugahinga et de Bwindi.

Membre du Comité de la privatisation, du désengagement de l'État et de la réforme du secteur public (Ouganda).

Membre suppléant de la Commission de la magistrature.

Membre du Conseil de l'acier de l'Afrique orientale (1981-1984).

Président de la Commission du thé de l'Ouganda (1977-1978).

### **Représentation de l'Ouganda à l'étranger**

Chef de nombreuses délégations ougandaises lors de négociations bilatérales et multilatérales (notamment de négociations avec le FMI et la Banque mondiale, ainsi qu'avec d'autres organisations internationales); arbitrages, conférences, séminaires et ateliers.

A également assisté à de nombreuses autres réunions gouvernementales et non-gouvernementales aux niveaux national et international, en représentation officielle ou à titre privé.

## **Kamto Maurice (Cameroun)**

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 15 février 1954 à Bafoussam (Cameroun).

### **Diplôme et titres**

Licence en droit public, faculté de droit de Yaoundé, 1979 (mention bien).

Diplôme des hautes études internationales, Institut européen des hautes études internationales de Nice (IEHEI), 1980 (mention très bien).

Certificat d'études supérieures des Communautés européennes, IEHEI, 1980 (mention assez bien).

Diplôme d'études approfondies de droit international, faculté de droit de Nice, 1980 (mention bien)

Diplôme d'études approfondies de droit public fondamental, faculté de droit de Nice, 1980 (mention assez bien).

Diplôme de l'Institut d'administration publique de Paris, 1982 (mention bien).

Doctorat d'État en droit, faculté de droit de Nice, 1983 (mention très honorable et félicitations du jury).

Lauréat de la faculté de droit de Nice, 1983.

Agrégé des facultés françaises de droit, Paris, 1988.

Avocat au barreau de Paris.

Membre de la Commission du droit international des Nations Unies depuis mai 1999.

### **Langue**

Français: écrit et parlé : excellent.

Anglais: écrit et parlé : bon.

### **Fonctions universitaires**

Assistant au Collège universitaire d'études fédéralistes, Aoste (Italie) , 1980-1982 .

Chargé d'enseignement à l'IEHEI, Nice, 1982-1983.

Chargé de cours à l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC), Université de Yaoundé, 1984-1988.

Chargé de cours à l'École nationale d'administration et de magistrature (ENAM), Yaoundé.

Chargé de cours à l'École supérieure des sciences et techniques de l'information (ESSTIC), Yaoundé.

Professeur agrégé de droit public depuis 1988.

Professeur à la faculté de droit et à l'IRIC, Université de Yaoundé II

Professeur à l'ENAM, Yaoundé.

Professeur à la faculté de droit de l'Université de Ngaoundéré.

Professeur associé à l'Université catholique d'Afrique centrale.

Professeur associé à la faculté de droit de l'Université de Douala.

Doyen de la faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Yaoundé.

### **Activités scientifiques**

#### *Enseignement*

De droit international public à l'IRIC, depuis 1984.

De droit international public à la faculté de droit de l'Université de Yaoundé, depuis 1992 et la faculté de droit de l'Université de Douala, depuis 1993.

De systèmes politiques comparés à l'IRIC, 1984-1985.

De droit administratif approfondi à la faculté de droit de l'Université de Yaoundé, depuis 1983.

De droit constitutionnel à la faculté de droit de l'Université de Yaoundé, 1988-1990, et à la faculté de droit de l'Université de Ngaoundéré, 1993-1994.

Des grands problèmes politiques, économiques et sociaux du monde contemporain à l'ENAM, Yaoundé, 1984-1995, et à la faculté de droit de l'Université de Ngaoundéré, 1993-1994.

De droit de l'information à l'ESSTIO, Yaoundé, 1987-1990.

De droit public à l'Institut catholique de Yaoundé, depuis 1991.

De droit de l'environnement à l'Institut catholique, depuis 1994.

Direction d'une équipe de recherche dans le domaine du droit international et des relations internationales à l'IRIC.

Direction des projets de recherche à l'Université de Yaoundé.

Direction de plusieurs thèses de doctorat en droit international public, en droit public interne et en droit de l'environnement, ainsi que de nombreux mémoires post-graduation.

Tient la chronique « Pays d'Afrique francophone » dans le *Yearbook of International Environmental Law* (États-Unis) depuis le volume 3, 1992.

Tient la chronique « L'OUA et la sécurité en Afrique », dans l'*Annuaire ARES* (France) depuis 1991.

Organisation et coordination de colloques scientifiques.

Missions d'enseignement auprès des universités étrangères :

Faculté de droit de Bordeaux I (France, 1989-1990).

Faculté de droit de Limoges (France), 1990-1991, 1991-1992, 1992-1993, 1993-1994.

Faculté de droit de Nice (France), 1991-1992.

Université des réseaux d'expression française (UREF-France ), 1994-1995.

Faculté de droit de Dakar, 1994-1995.

Faculté de droit de l'Université du Littoral (France), 1995-1996.

Participation à de nombreux colloques et conférences internationales, jurys et concours :

Membre de jury pour la soutenance de nombreuses thèses en droit et en sciences politiques à la faculté de droit de Yaoundé, à l'IRIC, Yaoundé, et à l'Université de Paris V – René Descartes (France).

Président et membre de jurys de nombreux mémoires postgraduation en droit et en sciences politiques à la faculté de droit et à l'IrIC, Yaoundé.

Membre du jury du concours d'entrée à l'IRIC.

Membre du jury du concours d'entrée à l'ENAM, Yaoundé.

Membre du jury du concours d'agrégation de droit public (CAMES), session de novembre 1993 à Cotonou.

Membre du jury du concours d'agrégation de droit public (CAMES), session de novembre 1995 à Lomé.

Fondateur et Directeur du Centre d'études, de recherche et de documentation en droit international et sur l'environnement (CERDIE).

Fondateur et Codirecteur de la *Revue juridique africaine*, depuis 1988.

Codirecteur de la *Revue de législation et de jurisprudence camerounaise*, jusqu'en 1994;

Fondateur et Directeur de la revue *Lex lata*, depuis 1994.

Membre et Secrétaire général du Comité national des droits de l'homme et des libertés du Cameroun (CNDHL)

Membre du Conseil scientifique du Centre d'études juridiques et politiques du monde africain de l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), France.

Membre du Groupe d'experts du Centre du droit de l'environnement de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) de Bonn.

Membre du Comité de réseau « Droit de l'environnement » de l'Université des réseaux d'expression française (UREF), Paris.

Membre de la Commission du droit de l'environnement de l'UICN.

Membre des associations scientifiques suivantes :

Société française pour le droit international, France.

Société française pour le droit de l'environnement, France.

Association Henri Capitant (France).

International Law Association (ILA) (Royaume-Uni).

Commission internationale des juristes (Genève).

Institut du droit d'expression française (France).

Société africaine de droit international et comparé (SADIC) (Royaume-Uni).

Société africaine pour le droit de l'environnement (SADE). membre fondateur (France).

Association camerounaise pour les Nations Unies, Président fondateur (Cameroun).

Association française d'anthropologie du droit (France).

#### **Activités à l'Académie de droit international de La Haye**

Chercheur au Centre de recherche en droit international et en relations internationales de l'Académie en 1991 (certificat).

Contribution au colloque de l'Académie de 1994 sur « La Convention sur l'interdiction et l'élimination des armes chimiques ».

Professeur pour la session extérieure des cours de l'Académie tenue du 25 novembre au 6 décembre 1996 à Abidjan.

Directeur de séminaire, section de langue française à l'Académie, pour la session des cours de juillet/août 1997.

#### **Activités devant la Cour internationale de Justice**

Coagent. conseil et avocat du Cameroun dans l'affaire de la *Frontière terrestre et maritime (Cameroun/Nigéria)*, depuis 1994

#### **Expérience d'expert et de consultant**

Secrétaire général/Rapporteur de la Conférence nationale sur la relation entre désarmement et développement organisé par le Gouvernement camerounais pour le compte du Groupe des États africains de l'ONU, 1985.

Consultant auprès de la Mission d'aménagement et d'équipement des terrains urbains et ruraux (MAETUR) du Ministère de l'urbanisme et de l'habitat sur la réglementation de l'urbanisme, 1986.

Consultant auprès de la Société nationale d'investissement (SNI) dans l'affaire *État du Cameroun (SNI) c. Kloner*. 1986.

Membre de la Commission des textes de l'Université de Yaoundé, 1990.

Consultant auprès du Ministère de l'information et de la culture pour la législation sur la liberté de l'information et la communication sociale, 1990.

Consultant auprès du Ministère des postes et télécommunications et membre de la Commission dudit Ministère sur la législation et la réglementation des PTT (législation et convention internationales), 1990-1991.

Membre de la Commission de réforme de l'ENAM (Yaoundé), 1990-1991.

Expert de l'UIT pour la rédaction de la Convention et de l'Accord d'exploitation de l'Organisation africaine de télécommunications par satellite (RASCOM).

Expert principal de l'UIT pour la réforme du cadre juridique et institutionnel des télécommunications au Mali, 1996.

Expert principal de l'UIT pour la réforme du cadre juridique et institutionnel des télécommunications du Rwanda, 1990.

Expert consultant auprès du PNUD/FAO pour l'étude des aspects législatifs et institutionnels de la protection de l'environnement au Cameroun en vue de l'élaboration d'un plan national pour la protection de l'environnement, 1992.

Expert dans le cadre du projet d'harmonisation du droit des affaires dans la zone franc, 1993.

Consultant auprès de la RASCOM basée à Abidjan.

Consultant auprès de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC).

Consultant associé au Cabinet juridique S. A. Yaoundé, 1988-1993.

Fondateur et consultant en chef du cabinet Brain Trust Consulting & Business Inc (Yaoundé).

Consultant auprès de la Société des télécommunications internationales du Cameroun (INTELCAM).

Consultant auprès du Ministre de l'environnement et des forêts du Cameroun.

Désigné conseil par la société Scemar devant la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce international de Paris en 1994 dans l'affaire *Scemar Sarl c. Dragages S.A.*

Expert principal de l'UIT pour la réforme du cadre juridique et institutionnel au Mali (juin-juillet 1996).

Expert principal de l'UIT pour la réforme du cadre juridique et institutionnel des télécommunications au Rwanda (octobre-novembre 1996).

Expert principal de l'UIT pour la réforme du cadre juridique et institutionnel des télécommunications en Mauritanie (mai-juin 1997).

Expert principal de l'UIT pour la réforme du cadre juridique et institutionnel des télécommunications au Burkina Faso (octobre-novembre 1997).

Expert principal de l'UIT pour la réforme du cadre juridique et institutionnel des télécommunications en Guinée-Bissau (mai 1998).

Expert principal de l'UIT pour la réforme du cadre juridique et institutionnel des télécommunications de la République démocratique du Congo (1998).

Membre et Conseiller juridique de la délégation camerounaise à la quarante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. novembre-décembre 1996 (participation aux travaux de la Sixième Commission).

Membre et Conseiller juridique de la délégation camerounaise à la Conférence de Rome sur la création d'une Cour criminelle internationale (membre du Comité de rédaction. Juillet 1998).

Membre et Conseiller juridique de la délégation camerounaise à la première session de la Commission préparatoire pour la Cour pénale internationale (New York, du 16 au 26 février 1999).

### **Distinctions honorifiques**

Prix de thèse de la Faculté de droit de Nice et de la ville de Nice, 1983.

Prix de l'Académie des sciences d'outre-mer, Paris, 1988.

## Publications

### Ouvrages

*Pouvoir et droit en Afrique noire : Essai sur les fondements de constitutionnalisme dans les États d'Afrique noire francophone.* Paris, L. G. D. J. 1987, 545 p.

*L'OUA : Rétrospective et perspectives africaines.* Paris, Economica, 1990 (en collaboration), 338 p.

*Droit administratif processuel du Cameroun (Guide pratique).* Yaoundé, Presses universitaires du Cameroun. 1991, 256 p.

*L'urgence de la pensée : réflexions sur une précondition du développement en Afrique.* Yaoundé, Éditions Mandara, 1993, 209 p.

*L'Afrique dans un monde en mutation : dynamiques internes et marginalisation internationale* (sous la direction de), sous presse.

*Droit de l'environnement en Afrique.* EDICEF, Paris. 1996, 416 p.

*Déchéance de la politique : décrépitude morale et exigence éthique dans le gouvernement des hommes en Afrique,* Éditions Mandara, Yaoundé, 2000, 259 p.

*Positivité du nouveau droit de la mer et problèmes liés à sa mise en oeuvre* (à paraître en 1999 aux Éditions A Pedone, Paris).

## Articles

### Droit international

« L'affaire de délimitation de la frontière maritime Guinée/Guinée-Bissau », *Revue égyptienne de droit international*, Le Caire, vol. 41, 1985, p. 73 à 147.

« Les aspects juridiques des relations entre le Cameroun et la République fédérale d'Allemagne », *Revue camerounaise des relations internationales*, Yaoundé, vol. 2, n° 1, 1985, p. 27 à 105.

« La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEAC), une communauté de plus? », *Annuaire français de droit international* (AFDI), Paris, vol. XXXI, n° 2, 1987, p. 839 à 862.

« Transfert de technologie et perspectives internationales de développement en Afrique subsaharienne : quelques réflexions », *Afrique et développement*, Addis-Abeba, vol. XII, n° 2, 1987, p. 101 à 133.

« L'accession de la Namibie à l'indépendance », *Revue générale de droit international public* (RGDIP), Paris, juillet-septembre 1990, p. 577 à 634.

« Le territoire du Cameroun et le droit international », rapport au XXXXe Congrès de l'Association Henri Capitant, 12 au 16 février 1990, dans : *La maîtrise des sols*, travaux de l'Association Henri Capitant. Economica. Paris, 1991, p. 87 à 145.

« Les tentatives de règlement non juridictionnel du différend territorial tchadolibyen à propos de la Bande d'Aouzou ». *Revue juridique et politique indépendance et coopération* 1991.

- « Le droit international des ressources en eaux continentales africaines », AFDI. Paris, 1991, p. 841 à 911.
- « Les communautés européennes et les sanctions internationales », rapport de recherche au Centre de recherche en droit international de l'Académie du droit international de La Haye, session été 1991. Paru à la *Revue africaine de droit international et comparé* (RADIC), Londres, tome 7, n° 3, p. 511 à 567.
- « Le mécanisme de l'OUA pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits; l'esquisse d'un nouvel instrument régional pour la paix et la sécurité en Afrique », in Arrangements régionaux et sécurité collective, Actes du Colloque de Nice, dans *ARES*. vol. XV, n° 2, 1996, p. 61 à 84.
- « L'ONU et l'assistance électorale » communication au colloque de la Société africaine de droit international et comparé {ASICL), Londres, 1996.
- « Pauvreté et souveraineté dans l'ordre international contemporain » in : *Mélanges en l'honneur du doyen Paul Isoart*, Paris, Pedone, 1996. p. 284 à 305.
- « Les actes de l'Organisation », communication au colloque organisé du 23 au 25 novembre 1994 par l'Académie de droit international de La Haye, Actes parus aux éditions Martinus Nijhoff, Dordrecht/Boston/Londres. 1995, p. 343 à 362
- « Les cours de justice des organisations africaines d'intégration économique », *Annuaire africain de droit international*. 1998.
- « Le contentieux de la frontière maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal », *RGDIP*, septembre 1997, n° 3.
- « Droit au développement des États », à paraître en 1998.
- « Le matériau cartographique dans les contentieux frontaliers et territoriaux internationaux », dans : *Liber Amicarium Mohammed Bedjaoui*, Londres, ASICL, 1998.
- « Le choix des sujets pour le développement progressif et la codification du droit international par la CDI et ses méthodes de travail », communication au colloque des Nations Unies à l'occasion du cinquantième anniversaire de la CDI; New York. 27 et 28 novembre 1997.
- « Le colloque des Nations Unies sur la codification et le développement progressif du droit international », *AFDI*, 1997.
- « L'intitulé d'une affaire portée devant la CIJ » (à paraître à la *RGDIP*, 1999).
- « Les origines de la Déclaration universelle des droits de l'homme ». Rapport de séance au Colloque international sur le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme organisé par la Commission nationale consultative des droits de l'homme de la France, Paris, septembre 1998.
- « Responsabilité pénale de l'État et responsabilité pénale de l'individu », communication au colloque organisé à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. par le Réseau Victoria, Université de Sceaux. faculté de droit Jean Monnet, décembre 1998.

*Droit administratif*

« La fonction administrative contentieuse de la Cour suprême du Cameroun ». in : *Les cours suprêmes et hautes juridictions d'Afrique*, tome I, Paris, Economica, 1988, p. 31 à 67.

« L'appel d'offres pour la livraison d'ouvrage clef en main en droit camerounais ». *RJPIC*, France, n<sup>os</sup> 2 et 3, mai-juin, p. 236 à 253.

« Introduction au droit de l'urbanisme du Cameroun », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger (RDP)*. Paris, 1988, n<sup>o</sup> 6, p. 1609 à 1646.

« La participation des étrangers à l'administration publique camerounaise », *Recueil Penant*, France. n<sup>o</sup> 801, août-décembre 1989, p. 403 à 432.

Note sur le jugement Rikam A Nwae, Cour suprême du Cameroun. Chambre administrative, 26 avril 1984, *Recueil Penant*, France, n<sup>o</sup> 794, p. 357 à 364.

Note sur le jugement Dame veuve Ongono Régine, Cour suprême du Cameroun, Chambre administrative, 26 mai 1984, *Revue juridique africaine*, Yaoundé, n<sup>o</sup> « 0 », décembre 1989, p. 91 à 99.

Note sur l'arrêt Nijikiakam Towa Maurice, Cour suprême du Cameroun, Assemblée plénière, 24 mars 1983, *Recueil Penant*. France. 1986, p. 347 à 361.

« La justice en Afrique: une justice entre tradition et modernité », *Afrique contemporaine*, Paris, n<sup>o</sup> 156 (spécial), 1190, p. 57 à 64.

« Regard sur le nouveau statut général de la fonction publique (Cameroun) », *Lex Lata*, n<sup>o</sup> 2, 1994, p. 8 à 11; n<sup>o</sup> 3, p. 9 à 12.

« Le silence de l'administration en droit administratif camerounais. (en collaboration), *Lex Lata*, Yaoundé, n<sup>o</sup> 5, 1994, p. 10 à 14.

« Réflexions sur un modèle administratif pour l'Afrique », communication au colloque organisé en mai 1995 à Rabat par l'IIAP de Paris, l'ISA de Bruxelles et l'ENA de Rabat.

« Le contentieux électoral au Cameroun », *Lex Lata*. n<sup>o</sup> 20, 1996, p. 3 à 13.

*Droit constitutionnel et science politique*

« Le dauphin constitutionnel dans les régimes politiques africains : les cas du Cameroun et du Sénégal » *Recueil Penant*, France, n<sup>os</sup> 781 et 782, 1983, p. 256 à 282.

« Les nouvelles institutions constitutionnelles et politiques de la République centrafricaine », *Recueil Penant*, France, n<sup>o</sup> 788.1989, p. 7 à 31.

« L'énoncé des droits dans les constitutions africaines », Rapport au colloque organisé par la Faculté de droit de Limoges sur le thème « Espace juridique francophone et droits de l'homme », 3-8 octobre 1989, 24 p., paru dans la *Revue juridique africaine (RJA)*, Yaoundé, n<sup>os</sup> 2 et 3, 1991, p. 7 et suivantes.

« Le 'Bill of Rights' dans le constitutionnalisme : sa genèse américaine et son destin africain », communication au colloque organisé à la Faculté de droit de l'Université Marien Ngouabi (Congo), septembre 1991, à l'occasion du bicentenaire du « Bill of Rights », *RJA*, 1992/93, p. 7 à 16.

« La responsabilité pénale des ministres sous la Ve République », RDP, Paris, n° 5, 1991, p. 1239 à 1308.

« La transition vers le pluralisme politique au Cameroun », Rapport aux journées d'études, *La transition vers le pluralisme politique en Afrique*, organisées par le Centre d'études juridiques et politiques du monde africain et le Centre de droit, paru dans les actes dudit colloque sous la direction de M. Gérard Conac, Paris, Economica, 1993.

« Dynamique constitutionnelle du Cameroun indépendant », RIA, Yaoundé, 1995, p. 7 à 49.

« Acte de gouvernement et droit de l'homme au Cameroun », *Lex Lata*, n° 26, mai 1996, p. 9 à 13.

« Les conférences nationales africaines ou la création révolutionnaire des constitutions », dans : *La création du droit en Afrique*, Paris, Karthala, 1997, p. 177 à 196.

« Quels systèmes électoraux pour quelles élections », *Lex Lata*, n° 19, 1995, p. 10 à 15.

« La question du 'modèle constitutionnel' en Afrique » (à paraître dans les Mélanges offerts au Professeur Gérard Conac, Paris, 1999).

#### *Droit de l'environnement*

« Les conventions régionales sur la conservation de la nature et des ressources naturelles en Afrique et leur mise en oeuvre », *Revue juridique de l'environnement* (RJE), France, 1991, n° 4, p. 417 à 442.

« Institutions internationales d'aide au développement et problèmes de l'environnement », communication présentée au Colloque international sur le droit de l'environnement, organisé à Rio de Janeiro (Brésil), du 27 octobre au 2 novembre 1991.

« Fleuves et lacs internationaux africains et problèmes écologiques; aperçu des problèmes juridiques », communication au Colloque international sur le thème 'Quels fleuves pour demain?', organisé par le Ministère français de l'environnement et le CNRS, à la Faculté de droit de Poitiers, du 23 au 26 septembre 1991, *Environnement policy and law*, Bonn, vol. 21, nos 5 et 6, 1991, p. 236 à 240.

« Les nouveaux principes du droit international de l'environnement », RJE, France, n° 4, octobre-novembre 1992, p. 11 à 21.

« La désertification : aperçu écologique et esquisse pour une convention sur les zones désertiques, ardues, semi-arides et sèches humides », in ; *Droit de l'environnement et développement durable* (sous la direction de M. Prieur et S. Doumbe Bille), Presses universitaires de Limoges, 1994.

« Question des déchets et problématiques des sites contaminés au Cameroun », communication au Colloque de Limoges de février 1994 sur « Les sites contaminés », Actes, Presses universitaires de Limoges, 1995, p. 435 à 467.

« Les forêts. 'Patrimoine commun de l'humanité' et droit international », rapport introductif général au Colloque de Limoges des 7 et 8 novembre 1994 sur « Droit, forêts et développement durable », Actes, éditions Bruylant, Bruxelles, 1996.

« Singularité du droit international de l'environnement », in : Les hommes et l'environnement. En hommage à Alexandre-Charles Kiss, Paris. Frison-Roche, 1997, p. 315 à 322.

« Esquisse d'une 'doctrine' du patrimoine national d'intérêt écologique mondial », communication au Colloque sur « Le patrimoine en droit de l'environnement », organisé par l'Association « Les Thermales de Riom » Riom (France), 1998.

« La règle d'urbanisme et la protection de l'environnement au Cameroun », communication au XXVI<sup>e</sup> Congrès de l'Institut international de droit d'expression et d'inspiration française (IDEF) Beyrouth, 22-26 mai 1999.

## James L. Kateka (République-Unie de Tanzanie)

[Original : anglais]

James L. Kateka est né le 29 avril 1945 dans le district de Karagwe (République-Unie de Tanzanie).

### Études

L'Ambassadeur est juriste de formation. Il a obtenu en 1970 une licence de droit (avec mention) à l'University College, Dar es-Salaam, University of East Africa, puis, en 1974, une maîtrise en droit (spécialisation droit international) au Kings College, Université of London.

Partenaire du Cabinet South Law Chambers, basé à Dar es Salaam, il est aussi membre de la Commission du droit internationale (1997-2001). Juge *ad hoc* de la Cour internationale de justice dans l'affaire concernant *les activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)*.

### Carrière diplomatique

James L. Kateka est un diplomate de carrière qui est entré au Ministère tanzanien des affaires étrangères le 23 mars 1970. Il est Ambassadeur de son pays auprès de la Suède depuis 1998 et réside à Stockholm. Il est en même temps accrédité auprès des autres pays nordiques : le Danemark, la Finlande, la Norvège et l'Islande et les Républiques baltes d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie. Il a été ambassadeur de la République-Unie de Tanzanie auprès de la Fédération de Russie de 1994 à 1998. Avant d'aller à Moscou, il avait été Ambassadeur auprès de la République fédérale d'Allemagne pendant cinq ans (1989-1994), et résidait à Bonn. Il a été en même temps accrédité auprès de l'Autriche, de la Pologne, de la Roumanie, du Saint-Siège et de la Suisse.

L'Ambassadeur Kateka a été Directeur du Département des affaires juridiques et des organisations internationales du Ministère des affaires étrangères de 1983 à 1989. De 1980 à 1983, il a été ministre conseiller, avant d'être promu au rang de ministre plénipotentiaire, et il a rempli les fonctions de Chef de la Section des traités au Ministère des affaires étrangères.

### Conférences

L'Ambassadeur Kateka a participé à 12 sessions de l'Assemblée générale de 1976 à 1988 et en 1996. Il a exercé des fonctions à la Sixième Commission (questions juridiques) et à la Première Commission (questions de politique et de sécurité). En tant que spécialiste du droit de la mer, il a participé à toutes les sessions de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, de 1973 à 1982.

De 1983 à 1993, il a participé à toutes les sessions de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer. En 1994 et 1995, il a participé à la première session de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins à Kingston (Jamaïque). De 1971 à 1973, il a participé à toutes les sessions du Comité des utilisations pacifiques du

fonds des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale, comité préparatoire de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

L'Ambassadeur Kateka a pris part à des conférences sur l'environnement. En 1972, il a représenté la Tanzanie à la Conférence de Stockholm sur l'environnement, qui a été la première de ces conférences internationales. En 1972, il a participé à la Conférence de Londres qui a abouti à la rédaction de la Convention de Londres sur l'immersion des déchets. En 1973, il a pris part à la Conférence de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation (OMCI) devenue l'Organisation maritime internationale (OMI), qui a abouti à l'adoption de la Convention sur la pollution maritime (MARPOL).

En 1977, M. Kateka a dirigé la délégation tanzanienne à la Conférence sur l'asile territorial à Genève. La même année, il a conduit la délégation tanzanienne à la Conférence qui a adopté la Convention de Vienne sur la succession d'États en matière de traités (1978). En 1983, il a pris part à la réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth tenue à New Delhi. En 1985, il a participé à la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Nairobi. La même année, il a participé à la vingt-cinquième session du Comité consultatif juridique afro-asiatique (AALCC), à Arusha.

M. Kateka a représenté la Tanzanie au Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation; au Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales; au Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires; à la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international; au Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre la prise d'otages et à la Conférence qui a abouti à l'adoption de la Convention et au Comité spécial de l'océan Indien.

### **Activités diverses**

L'Ambassadeur Kateka a écrit des articles pour plusieurs publications juridiques et donné des conférences de droit international, notamment sur le droit de la mer, les droits de l'homme, le droit de l'environnement et la Commission du droit international.

Le Pape Jean-Paul II lui a décerné en 1993 la décoration papale de la Grande Croix avec étoile de l'ordre de Pie IX.

Il était membre du groupe international d'experts du PNUE sur la prévention et le règlement des différends dans le domaine de l'environnement de 1998 à 1999. Le rapport des experts a été soumis au Conseil d'administration du PNUE à sa vingtième session.

## Kriangsak Kittichaisaree (Thaïlande)

[Original : anglais]

Spécialiste de droit international, a obtenu un Masters de droit international à la faculté de droit de Harvard en 1983 (avec A+ pour son mémoire de Masters, ainsi que pour son examen de séminaire sur les droits de l'homme dans le droit international), et un Ph. D. à l'Université de Cambridge en 1986 (bourse d'études du Gouvernement royal thaïlandais, bourse spéciale du chancelier de l'Université de Cambridge et Overseas Research Student Award du Gouvernement britannique). Occupe des responsabilités au Ministère thaïlandais des affaires étrangères et participe à des négociations dans le domaine du droit international dans le cadre des divers forums de l'Organisation des Nations Unies depuis plus de 14 ans.

Professeur de droit invité à la faculté de droit, Duke University (donne des cours de droit de l'OMC).

Chercheur invité honoraire à la Faculté de droit, University of New South Wales (donne des cours de droit pénal international).

Directeur des affaires juridiques au Ministère thaïlandais des affaires étrangères (depuis février 1999).

Élu Président du Groupe des 77 (le plus jeune Président jamais élu). Neuvième session de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1991-1992).

Membre de l'Organe consultatif d'experts en droit de la mer de la Commission océanographique intergouvernementale, UNESCO, Paris (depuis 1999).

Président de la Fondation pour le développement du droit international en Asie, basée à La Haye (depuis 1999) (Élu à l'unanimité par le Conseil d'administration de la Fondation, composé d'éminents avocats internationaux asiatiques).

Invité par les délégués des facultés de l'Université d'Oxford à écrire un manuel de droit intitulé *International Criminal Law* (Oxford University Press, 2001), ayant ainsi le rare privilège, pour un avocat n'étant pas anglo-saxon, d'écrire un manuel de droit publié par Oxford.

Importante contribution aux conclusions finales concernant les éléments constitutifs des crimes au titre du Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

### Fonctions dans des comités et sous-comités thaïlandais

- 1999 : Secrétaire du Comité thaïlandais sur le Statut de Rome de la Cour pénale internationale.
- 1999 : Membre du Comité thaïlandais sur les experts pour la réorganisation de la gestion de l'environnement et des agences dans le domaine de l'environnement.
- 1999 : Membre du Sous-Comité pour la traduction du Statut de Rome de la Cour pénale internationale en langue thaïe.

- 1986-1994 : Représentant du Département des traités et des affaires juridiques aux réunions interorganisations sur le droit du commerce international (GATT/OMC), et représentant de la Thaïlande dans les négociations avec les délégations américaines sur la libéralisation dans les domaines du commerce et des investissements.
- 1994 : Membre du Sous-Comité technique sur les sciences de la mer.
- 1992-1994 : Membre du Sous-Comité sur l'étude de la réclamation des côtes immergées et sur l'élaboration de lois d'application.
- 1990-1994 : Secrétaire du Comité national sur le droit de la mer et les zones maritimes de la Thaïlande.
- 1989-1991 : Secrétaire adjoint de la Sous-Commission du droit des utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation du Comité national sur les problèmes frontaliers entre la Thaïlande et les pays voisins.
- 1988-1990 : Secrétaire adjoint du Sous-Comité sur les questions juridiques soulevées par le développement en commun par la Malaisie et la Thaïlande d'une région de développement dans le Golfe de Thaïlande.
- 1987-1994 : Secrétaire du Comité chargé de superviser les travaux des avocats et conseillers juridiques pour régler la crise du Conseil international de l'étain.
- 1987-1994 : Secrétaire du Sous-Comité sur l'élaboration d'une législation permettant d'appliquer le droit de la mer.
- 1987-1994 : Secrétaire du Sous-Comité sur les lignes de base droites et les zones maritimes de la Thaïlande.
- 1987-1994 : Secrétaire du Sous-Comité sur la pêche de la Commission commune Thaïlande-Malaisie.
- 1987 : Porte-parole du Comité national créé en vue de régler le différend entre la Thaïlande et la Malaisie dans le domaine de la pêche.
- 1986-1994 : Membre du Sous-Comité sur la traduction de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1982) en langue thaïe.

## **Publications**

### *Ouvrages*

*International Criminal Law*, Oxford University Press, 2001.

*Research Report to Thailand's Law Reform Committee on Development of the Legislation on the Continental Shelf and the Exclusive Economic Zone*, Bangkok, 1995 (Auteur principal, 467 p., en langue thaïe).

*Deep Seabed Mining and its Reflections on Contemporary International Law*, International Study Center, Institute of foreign Affairs : Bangkok, 1989.

*Regional Cooperation on the Law of the Sea : ASEAN and the EC Perspectives*, International Study Center, Institute of foreign Affairs : Bangkok, 1988. Editeur.

*The Law of the Sea and Maritime Boundary Delimitation in South-East Asia*, Oxford University Press, 1987 (Évoqué par le professeur Daniel Bardonnnet dans l'*Annuaire français de droit international*, vol. XXXIV, 1988, p. 1031).

#### Articles

« The International Criminal Court and its Potential Impact on Future Military Actions of NATO », *Singapore Journal of International & Comparative Law* 4(2) (décembre 2000) (à paraître en avril 2001; 34 pages).

« A Code of Conduct for Human and Regional Security around the South China Sea », *Ocean Development & International Law*, 32, p. 131-147 (2001).

« Armed Conflict Before International Tribunals », *Proceedings of the Fourth International Law Seminar*, organisé conjointement par les Services juridiques du Ministère de la défense et la Société de droit international, Singapour, 2 septembre 2000 : p.102-143.

« International Legal Order in a Changing World », *Proceedings of the International Law Association –Australia-New Zealand Society of International Law Conference*: Wellington, juillet 1999.

« Practical Difficulties for the International Criminal Court to Overcome », *Proceedings of the 6th Annual Conference of the Australia-New Zealand Society of International Law*, Canberra : Université nationale de l'Australie, juin 1998, p. 79-89.

« International Law on the Protection of Nationals Abroad », *Saranrom*, février 1998, p. 273-286 (en langue thaïe).

« Effectuation of International Law in the Municipal Legal Order of Thailand », *Asian Yearbook of International Law*, 4, p. 171-184 (1994).

« Trade and the Environment in Pacific Rim Nations », *American Bar Association, Standing Committee on Environmental Law*, Washington, 1994, p. 35-38.

« Using Trade Sanctions and Subsidies to Achieve Environmental Objectives in the Pacific Rim » *Colorado Journal of International Environmental Law and Policy*, 4, p. 296-322 (1993).

« Marine Resources Management », *Foreign Relations Journal*, Conseil philippin des affaires étrangères, Manille, vol. VIII, no 1, mars 1993 : p. 83-89.

« Development of Ocean Law, Policy and Management in Thailand », *Marine Policy*, juillet 1990, Butterworth-Heinemann : Surrey, Royaume-Uni, p.315-323.

#### **Distinctions à l'étranger et sur le plan international**

Professeur invité, Faculté de droit de la Duke University, Asia-America Institute in Transnational Law, juillet 2000 (a donné un cours sur l'Organisation mondiale du commerce : le règlement des différends dans le domaine du commerce international).

Président de la Fondation pour le développement du droit international en Asie et membre du Comité de rédaction de l'*Asian Yearbook of International Law*, décembre 1999.

Professeur invité de droit international, Université de Tokyo, avril-mai 2002 (décision des professeurs de droit international de l'Université de Tokyo, le 12 octobre 2000, qui doit être officiellement confirmée par la faculté de droit. Serait alors le premier professeur de droit à temps partiel à être invité par la prestigieuse faculté de droit.)

Janvier 1999-31 décembre 2002 : Chercheur invité honoraire, faculté de droit, University of New South Wales, Sydney, Australie (donne des cours de droit pénal international).

Depuis août 1999 : Membre de l'Organe consultatif d'experts en droit de la mer de la Commission océanographique intergouvernementale, UNESCO, Paris.

Depuis 1995 : Membre du réseau régional sur les aspects juridiques de la pollution marine, Programme régional pour la prévention et la gestion de la pollution marine dans les mers d'Asie orientale, PNUD/OMI, Manille.

Depuis 1990 : Correspondant de l'*Asian Yearbook of International Law*.

1988-1994 : Membre du jury d'examen des mémoires de maîtrise, faculté de droit de l'Université Chulalongkorn, Bangkok.

1991-1992 : Président du Groupe des 77, neuvième session de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer.

1988-1991 : Membre du Groupe des 16, représentant le Groupe des 77 au Groupe consultatif des 33, Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, de la sixième à la neuvième sessions.

1988-1990 : Coordinateur du Groupe de contact du Groupe des 77 sur la Commission spéciale 2 (pour l'entreprise), Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, de la sixième à la neuvième sessions.

### **Conférences et négociations diplomatiques internationales**

Chef de la délégation thaïlandaise à la cinquième session de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale, New York, juin 2000.

Chef adjoint de la délégation thaïlandaise à la trente-troisième session de la CNUDHI, New York, juin-juillet 2000.

A représenté la Thaïlande lors des négociations sur les frontières maritimes entre la Thaïlande et le Cambodge, octobre 2000.

A représenté la Thaïlande lors des sixième et dernier cycles de négociations en vue de la conclusion, entre le Royaume de Thaïlande et les États-Unis d'Amérique, d'une convention pour éviter le redoublement de l'impôt et prévenir l'évasion fiscale en ce qui concerne l'impôt sur le revenu, août 1996.

Représentant à la Conférence intergouvernementale chargée d'adopter un programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres: Washington, octobre-novembre 1995.

Conseiller de la délégation thaïlandaise dans la négociation de la délimitation des frontières maritimes avec le Cambodge, juillet 1995.

Secrétaire à la délégation thaïlandaise chargée de négocier la délimitation des frontières maritimes avec le Vietnam, 1992-1994.

Conseiller de la délégation thaïlandaise chargée de négocier la délimitation des frontières maritimes avec le Vietnam, 1995.

Représentant de la Thaïlande lors des négociations en vue de la conclusion d'un accord entre la Thaïlande et la Suisse sur le transfert des prisonniers et la coopération dans l'exécution des jugements dans les affaires pénales, Berne, 1992.

Représentant lors des négociations avec le Vietnam relatives à la coopération dans le domaine de la pêche, Hanoi, 1991.

Représentant et parfois chef de la délégation thaïlandaise à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, de la cinquième à la neuvième sessions (1987-1991).

Représentant de la Thaïlande lors des négociations sur le développement en commun par la Malaisie et la Thaïlande d'une région de développement dans le Golfe de Thaïlande et sur ses lois d'application, 1989.

Chargé des négociations en vue de la conclusion d'un accord sur le déménagement du Consulat général de la Thaïlande à Hong Kong.

Membre et parfois chef de délégation aux sessions informelles du Conseil international de l'étain (mai-juillet, septembre, octobre-novembre, décembre 1989, mars 1990).

Conseiller juridique dans le procès contre le Conseil international de l'étain et la Thaïlande à la Chambre des Lords, Angleterre, 1989.

Secrétaire pour les négociations avec la Malaisie sur la question de la pêche, 1988-1993.

Conseiller lors des négociations sur le tracé des frontières terrestres avec la Malaisie, Myanmar et la République démocratique populaire lao (1987-1994).

Représentant et secrétaire du Président, réunion intersession du Comité consultatif juridique afro-asiatique, New Delhi (1987).

#### **Conférences, ateliers, séminaires (liste non exhaustive)**

Intervenant, « The international Criminal Court », quatrième séminaire de droit international de la Société de droit internationale de Singapour, septembre 2000.

Intervenant, Conférence d'Oslo sur la sécurité régionale dans la mer de la Chine méridionale, organisée par l'Université d'Oslo, Norvège, juin 2000.

Arbitre, « Who owns the Henrietta Reef? », procès fictif organisé par l'Association du barreau international, basée à Londres, section sur le droit de l'énergie et des ressources, à Hong Kong, 6 avril 2000.

Intervenant, Association de droit international, Société de droit international Australie-Nouvelle-Zélande, Conférence internationale commune sur la sécurité, la ri-

chesse et la survie : mise en œuvre, respect et application du droit international, Wellington, juillet 1999.

Participant, « International Criminal Court », Sixième Conférence annuelle de la Société de droit international Australie-Nouvelle-Zélande, Université nationale d'Australie, Canberra, juin 1998.

Participant, « How Can the United States Utilize International Organizations and Treaties to Protect and Transfer Intellectual Property with its Asian Trading Partners? », organisé par la Société de droit international de l'Université Georgetown et la Faculté de droit de l'Université George Washington, Washington, janvier 1997.

Intervenant lors des première, deuxième et troisième réunions du groupe de travail chargé des questions juridiques en rapport à la gestion des conflits potentiels en mer de Chine méridionale, organisées par l'Agence canadienne de développement international et l'Université de British Columbia (Thaïlande, juillet 1995, juin 1997 et octobre 1998).

Participant, « Law Reform and Environmental Protection », Conférence sur l'Asie du Sud-Est : la réforme juridique et les sociétés en transition, organisée par la Société de droit international de Harvard, Faculté de droit de Harvard, Cambridge, avril 1995.

Participant, Conférence sur le commerce et le développement dans le Bassin du Pacifique, coparrainé par le Comité permanent sur le droit de l'environnement de l'Association du barreau américain, l'Association du barreau inter-Pacifique et le Partenariat américano-asiatique dans le domaine de l'environnement, Hong Kong, février 1993.

Participant et intervenant, sur une base régulière, à des conférences internationales et ateliers universitaires organisés par le Projet relatif au droit, aux politiques et à la gestion maritimes en Asie du Sud-Est (SEAPOL), financées par l'Agence canadienne de développement international, par exemple à des conférences à Bali (mai 1990), Kuala Lumpur (juillet 1993), Singapour (mai 1994).

Commentateur et intervenant, ateliers sur la gestion des conflits potentiels en mer de Chine méridionale, organisés par le Gouvernement indonésien (1990).

Coordinateur et intervenant, colloque international sur « la coopération régionale sur le droit de la mer : les perspectives de l'ASEAN et des Communautés européennes », novembre 1988, Cha-Am, Thaïlande, organisé par le Centre des études internationales, Institut des affaires étrangères, Bangkok.

## **Martti Koskenniemi (Finlande)**

[Original : anglais]

Né le 18 mars 1953

### **Position actuelle**

Professeur de droit international, Université de Helsinki;

Membre de la Global Law School Faculty de l'Université de New York; Directeur, Erik Castrén Institute of International Law and Human Rights.

### **Positions antérieures au Ministère des affaires étrangères de Finlande**

Conseiller (affaires juridiques), directeur par intérim de la direction du Droit international, 1991-1994.

Conseiller (affaires juridiques), Mission permanente de Finlande auprès des Nations Unies, New York 1989-1991.

Attaché, premier secrétaire, Conseiller, Direction du Droit international 1978-1989; Vice-Consul de Finlande à Marseille 1979-1980; congé 1982-83 (boursier du British Council, Wolfson College, Oxford) et 1985-1987 (chercheur de l'Académie finlandaise des sciences).

### **Fonctions relevant du droit international**

Banque asiatique de développement, membre du Tribunal administratif, depuis 1971.

Expert juridique à la direction du Droit international du Ministère des affaires étrangères de Finlande (rédaction d'opinions juridiques, participation à des négociations sur la conclusion de traités bilatéraux et multilatéraux). Conseiller juridique de délégations finlandaises à des conférences et organisations internationales, depuis 1978.

Coagent de Finlande, responsable de l'organisation des plaidoiries finlandaises devant la Cour internationale de Justice concernant *Le passage par le Grand Belt (Finlande c Danemark)*, 1991-1992.

Membre et Conseiller juridique de la délégation finlandaise à l'Assemblée générale des Nations Unies en 1981, 1983, 1988, 1990.

Membre et Conseiller juridique de la délégation finlandaise au Conseil de Sécurité 1989-1990.

Représentant de la Finlande à de nombreux organes internationaux, y compris la Sixième Commission de l'Assemblée générale et ses Commissions subsidiaires (Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation; Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale sur la sécurité du personnel des Nations Unies, Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins du Tribunal international du droit de la mer, 1982-1985, 1989; Commission des droits de l'homme, organes de la CSCE (y compris la réunion de Valletta sur le règlement pacifique des différends), commissions d'ex-

perts juridiques du PNUE, groupe d'experts juridiques de l'OCDE sur la responsabilité nucléaire.

### **Études**

Docteur en droit (Université de Turku), 1989.

Diploma in Law (Université d'Oxford), 1983.

Maîtrise en droit (Université de Turku), 1982.

Licence en droit (Université de Turku), 1977.

### **Fonctions académiques**

Professeur de droit invité à la Faculté de droit de l'Université de New York, 1997-2000.

Académie de droit international de La Haye :

- Directeur d'études (droit international public, anglais), session de 1994.
- Directeur d'études (Centre d'études et de recherches en droit international et en relations internationales), 1996.

Faculté de droit de l'Université de Harvard :

- European Law Research Center, Membre du Conseil académique depuis 1991.

Professeur invité :

- Université de Paris X (Nanterre), janvier-février 2001.
- Université de Paris XIII (Villetaneuse).

Autres activités :

- American Society of international Law : Conseiller depuis 2000.
- UNESCO : Membre de la Commission de la bioéthique 1995-1997.
- Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, membre du panel d'experts sur l'examen des violations alléguées.
- *Nordic Journal of international Law*, membre du Comité de rédaction 1993-1995; coéditeur depuis 1995.
- *Peace and Security. The IIP Research Quarterly* : membre du Conseil consultatif depuis 1996.
- *Journal of the History of International Law* : membre du Conseil consultatif international depuis 1999.
- *Austrian Review of International Law* : membre du Conseil consultatif depuis 1996.
- *Finnish Yearbook of International Law* : rédacteur en chef depuis 1993.
- *European Journal of International Relations* : membre du Conseil consultatif International depuis 2000.

- Encyclopedia iuridica fennica : rédacteur de la section du droit international 1992-1997.
- Institut finlandais de politique étrangère : membre du comité consultatif scientifique 1992-1995.
- Tampere Peace Research Institute (TAPRI), Conseil consultatif international depuis 1999.
- Finnish International Studies Association; membre du conseil d'administration depuis 1995.

Boursier du British Council, Université d'Oxford (1982-1993).

Chercheur de l'Académie finlandaise des sciences (1985-1987).

### **Conférences 1990-2000**

**Université de Paris X (Nanterre)**, « Humanitarian Intervention: Is there a Need for Criteria? », Paris, le 26 janvier 2001;

**European University Institute**, « Carl Schmitt, Hans Morgenthau, and the Image of Law in International Relations », Florence. le 14 décembre 2000;

**Faculté de droit de l'Université de New York** « Hans Morgenthau and the Roots of American Foreign Policy », le 7 novembre 2000;

**Mission permanente de la Finlande auprès de l'Organisation des Nations Unies** « State Responsibility as a New International Order? », le 24 octobre 2000;

**18e Conférence générale de l'International Peace Research Association (IPRA)**, « Kosovo: Beyond the Limits of International Law », Tampere, Finlande, le 6 août 2000;

**International Law Association (section anglaise)**, « Kosovo; Beyond the Limits of International Law », Londres, le 25 juillet 2000;

**Société française de droit international**, « Les doctrines de droit international dans le temps », Paris, le 30 avril 2000;

**Université d'Uppsala**, « International Law and International Politics: What Relationship? », le 4 mai 2000;

**Université de Hull**, The Josephine Onoh Memorial Lecture 1999: « Imperialism and International Law », le 16 février 1999;

**Université Johann-Wolfgang-Goethe**, « the Legal Consciousness of the Civilized World: The Rise of the International Law Profession », Francfort, le 28 janvier 1999;

**Université de Cambridge**, « The Gentle Civilizer of Nations: The Rise and Fall of classical International Law » (The Hersch Lauterpacht Lectures 1998), novembre 1998;

**Université de Harvard, Faculté de droit, Legal History Society**: « Lauterpacht: The Victorian Tradition in International Law », le 27 octobre 1997;

**Université aristotélicienne de Thessalonique**, « The Limits of International Law – Are There Such? » du 8 au 12 septembre 1997;

**Université de Paris, Institut des hautes études internationales**, structures changeantes du droit international réexaminées (« Hierarchy in International Law ») du 26 au 27 mars 1997;

**Institut scientifico-culturel, Rhénanie-Westphalie**: transformation globale de la démocratie : ordre judiciaire international, les droits de l'homme et la souveraineté du peuple (« The Assembly and the Council – on the Global Division of Powers »), Essen, du 5 au 7 décembre 1996;

**Université de Wisconsin**, Conférence sur de nouvelles approches du droit international (« After Identity -What? »), Madison, du 14 au 16 juin 1996;

**Cour internationale de Justice, Colloque de l'UNITAR** sur le 50e anniversaire de la Cour internationale de Justice : (« The Post-Adjudicative Phase »), La Haye, du 16 au 18 avril 1996;

**Australia-New Zealand Society of International Law (ANZIL)**, Conférence annuelle, conférencier chargé du discours-programme (« International Law in a Post-Realist Era »), Canberra, Australie, le 7 juillet 1995;

**Université La Trobe**, Conférence sur les Nations Unies: entre souveraineté et administration globale? (« The Place of Law in Collective Security »), Melbourne, Australie, du 2 au 6 juillet 1995;

**Gouvernement autrichien**, conférencier chargé du discours-programme (« Present Challenges to the UN ») au *Völkerrechtstag* autrichien, Kranichberg, du 19 au 20 mai 1995;

**Université de Lund**, (« International Law in a Post-Realist Era », le 16 avril 1995;

**Nations Unies**, Congrès des Nations Unies sur le droit international public (« Sanctions Management »), New York, du 13 au 17 mars 1995;

**Gouvernement autrichien** : Colloque sur le droit international et le développement durable, (« Effective Implementation of International Environmental Law ») Baden bei Wien, du 16 au 18 avril 1994;

**American Society of International Law**, Conférence annuelle (« The Wonderful Artificiality of States »), Washington, le 8 avril 1994;

**ONU/Comité juridique consultatif Afrique-Asie** : Conférence sur les questions juridiques internationales soulevées durant la décennie du droit international des Nations Unies (« Advisory Opinions of the Court as an Instrument of Preventive Diplomacy »); Doha, Qatar , du 21 au 25 mars 1994;

**Faculté de droit de l'Université de Harvard**, Conférence sur de nouvelles approches du droit international du 9 au 12 octobre 1993 : « New Approaches... »;

**Université de Paris II (Paris-Assas)**, Institut des hautes études internationales, « L'Affaire de Grand-Belt », « Théorie de la coutume internationale », mars-avril 1993;

**British Institute of International and Comparative Law**, « Self-Determination », Londres, avril 1992;

**Université de Lund**, « Critical Legal studies »; « UN Sanctions » novembre 1992;

**British Institute of International and Comparative Law**, « International Law: Theory and the Practitioner » Londres, avril 1991;

**Université de Stockholm**, « The United Nations and the Use of Force in International Law »; « International Law in the Postmodern Era », novembre 1991;

**Faculté de droit de l'Université de Harvard**, « The reaction of the Security Council to Iraq's Invasion of Kuwait », décembre 1990;

**Faculté de droit de l'Université de Michigan**, « Critical International Law » octobre-novembre 1990.

### Prix

Prix U. K. Kekkonen pour son étude sur la position internationale de la Finlande en 1995.

Prix K.G. Idman en 1995.

Prix pour la thèse de doctorat, Suomen lakimiesyhdistys (Association finlandaise des juristes), en 1991.

### Publications

#### *Ouvrages*

*From Apology to Utopia. The Structure of International Legal Argument*, Helsinki (1989).

*International Law* (éd. dans la série *International Library of Essays in Law and Legal Theory*) Dartmouth (1991).

*Kansainväliset pakotteet ja Suomi. Ulko- ja turvallisuuspolitiikan alaan kuuluvat ei-sotilaalliset sanktiot ja niiden täytäntöönpano* (en finnois, trad. : Les sanctions internationales et la Finlande. Les sanctions relevant de la politique étrangère et de sécurité et leur mise en oeuvre), Helsinki (1994).

*International Law Aspects of the European Union* (éd. Nijhoff, La Haye (1998).

*State Practice Regarding State Succession and Issues of Recognition* (éd. avec Jan Klabbers, Olivier Ribbelink et Andreas Zimmermann). Conseil de l'Europe, Kluwer, La Haye (1999).

*La succession d'États : La codification à l'épreuve des faits/State Succession: Codification tested against the Facts* (Académie de droit international de La Haye, avec Pierre Michel Eisemann), Nijhof, La Haye (2000).

*The Sources of International Law* (éd. dans la série « Library of Essays in International Law »), Dartmouth/Ashgate (2000).

*The Gentle Civilizer of Nations. The Rise and Fall of International Law 1870-1960* (Cambridge University Press, à paraître en 2001).

#### *Articles*

« Valtion kansainvälinen vastuu yksityisen toiminnan aiheuttamasta kansainvälisestä ympäristövahingosta ». Ympäristöoikeuden tutkielma 1982 (en finnois, trad. : La responsabilité de l'État pour les dommages internationaux causés à l'environnement

par une action privée) Suomen ympäristöoikeustieteen seuran julkaisuja (1982), p. 1-163.

« Maantieteellinen yhteenkuuluvuus (kontiguuteetti) oikeusperusteena kansainvälisissä alueriidoissa » (En finnois, trad. : La contiguïté géographique comme base légale), Lakimies, *Revue finlandaise de droit* (1984), p. 429-452.

« International Pollution in the System of International Law », Oikeustiede-Jurisprudentia, *Annuaire de la Société finlandaise du droit* (1984), p. 92-181.

« Yhdistyneet kansakunnat ja kansainvälinen oikeus » (En finnois, trad. : L'ONU et le droit international) dans « Rauha ja oikeudenmukaisuus: YK:n neljä vuosikymmentä », Kekkonen-Natri (éd. Helsinki/Tammi) (1984), p. 99-132.

« YK:n merioikeusyleissopimuksen voimaantulon valmistelu » (En finnois, trad.: Préparation de l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer), Kansainoikeus/Jus gentium (1984), p. 78-103.

« General Principles: Reflexions on Constructivist Thinking in International Law », Oikeustiede-jurisprudentia *Annuaire de la Société finlandaise du droit* (1985), p. 117-163.

« Merenpohjainvestointien väliaikainen suoja. Katsaus YK:n III Merioikeuskonferenssin II päätöslauselman toteuttamiseen » (En finnois, trad.: Protection provisoire des investissements dans les fonds marins. Un rapport sur la mise en oeuvre de la résolution II de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer), Lakimies *Revue finlandaise de droit* (1986), p. 379-406.

« Sovereignty, Prolegomena to a Study of International Law as Discourse », Kansainoikeus/Jus Gentium (1987), p. 71-106.

« Valtion vastuu kansainvälisissä ympäristövahingoissa » (En finnois, trad.: La responsabilité de l'État pour les dommages internationaux causés à l'environnement) dans : « Kansainvälinen ympäristöoikeus – Internationales Umweltsrecht – International Environmental Law », Helsinki (1989), p. 51-75.

« The Hobbesian Structure of International Legal Discourse » dans: Airaksinen-Bertman (éd. Hobbes: War among Nations », Gower, Aldershot (1989), p. 168-178.

« The Politics of International Law » *European Journal of International Law* 1 (1990), p. 4-32.

« The Normative Force of Habit: International Custom and Social Theory », I *Finnish Yearbook of International Law* (1990), p. 77-153 {publié également dans Koskeniemi éd. International Law [(voir ci-dessus n° 2) 213-291].

« Introduction » dans: Koskeniemi ed. *International Law* (voir ci-dessus n° 2).

« State Responsibility and Liability for Transfrontier Pollution Damage » *International Environmental Affair* 2 (1990), p. 309-316.

« The Future of Statehood » *Harvard journal of International Law* 32 (1991), p.397-410.

« Peaceful Settlement of disputes in the fields of the Environment », *Nordic Journal of International Law* 60 (1991), p. 73-92.

« Voimankäyttö, kansainvälinen oikeus ja Kuwaitin kriisi » (En finnois, trad. : Emploi de la force, le droit international et la crise du Koweït) *Rauhantutkimus/Peace Research* (1991/2), p.51-69.

« Theory: Implications for the Practitioner" dans : *British Institute of International and Comparative Law*, « The Theory of International Law. An Introduction », Londres (1992), p. 2-45.

« Le Comité des sanctions créé par la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité », *XXXVII Annuaire français de droit international* (1991), p. 119-137.

« Kollektiv säkerhet, folkrätt och grunden för den internationella ordningen » (En suédois, trad. : Sécurité collective, le droit international et les fondements de l'ordre international) dans : *Wrange-Ahlin* (éd.) « Den eviga freden. Perspektiv på den nya världsordningen », Stockholm (1992), p. 67-92.

« Ison-Beltin siltariita » (En finnois, trad. : Litige sur le pont du Grand Belt) *Lakimies Revue finlandaise de droit* (1992), p. 1300-1332.

« Oikeuspositivismin kuoleutuminen » (En finnois, trad.: La mort du positivisme juridique) dans *Allan Rosas* éd. « Oikeus, demokratia, informaatio. Oikeusnormien ja oikeuslähteiden muuttuminen » (1993), p. 27-35.

« Hierarkia, polysentriaja valtion kriisi » (En finnois, trad.: La hiérarchie, le polycentrisme et la crise de l'État) *Oikeus* (1993 : 1), p. 59-69.

« Environmental Cooperation in the Baltic region », *Tulane Journal of International and Comparative Law* 1, (1993), p. 81-106.

« La succession d'États dans l'ex-URSS, en ce qui concerne particulièrement les relations avec la Finlande » (avec Marja Lehto) *XXXVIII Annuaire français de droit international* (1992), p. 905-947.

« L'affaire de passage par le Grand-Belt » *XXXVIII Annuaire français de droit international* (1992), p. 905-947.

« Breach of treaty or Non-Compliance? Reflexions on the Enforcement of the Montreal Protocol » *Yearbook of International Environmental Law* 3 (1992), p. 123-162.

« EY:n kolmansiin valtioihin kohdistamat talouspakotteet » (En finnois, trad. : Les sanctions économiques prises par la Communauté européenne contre les États tiers) *Lakimies Revue finlandaise de droit* (1993), p. 824-844.

« Jugoslavian seuraantosodat ja kollektiivinen turvallisuus. YK:n reaktion kronologiaa ja arviointia » (En finnois, trad. : Les guerres de succession yougoslaves et la sécurité collective. Chronologie et évaluation de la réaction de l'ONU) *Finnish Journal of Foreign Policy* (1993/3-4), p. 20-32.

« National Self-Determination-Today: Problems of Legal Theory and Practice », *International and Comparative Law Quarterly* 43 (1994), p. 241-269.

« The Wonderful Artificiality of States », *Proceedings of the American Society of International Law* (1994), p. 22-29.

« Advisory Opinions of the International Court of Justice as an Instrument of Preventive Diplomacy » dans : *N. Al-Nauimi-Richard Meese* éd. « International Legal Issues Arising Under the United Nations Decade of International Law » (1995), 599-619.

- « Comment » dans *Winfried Lang* éd. « Sustainable Development and International Law » (1995), p. 91-96.
- « Différend territorial (Tchad-Jamahiriya Arabe Libyenne) » *Annuaire français de droit international* XL (1994), p.442-464.
- « New Institutions and Procedures for Implementation Control and Reaction », dans *Werksman* éd., *Greening International Institutions* (1996), p. 236-248.
- « The Police in the Temple. Ordre, Justice and the UN; A Dialectical View », *European Journal of International Law* 5 (1995), p. 325-348.
- « Oikeusnormit ja kollektivinen turvallisuus » (En finnois, trad.: « Les normes juridiques et la sécurité collective » *Politiikka* 37 (1995), p. 163-180.
- « International Law in a post-Realist Era » *Australian YearBook of International Law* 16 (1995), p. 455-490.
- « The Place of Law in Collective Security », *Michigan Journal of International Law* 17 (1996), p. 455-490.
- « Case Concerning Passage through the Great Belt » *Ocean Development and International Law* (1996), p. 255-289.
- « Finland and the Law of the Sea" (avec Marja Lehto) dans Tullio Treves éd., *The Law of the Sea. Law and Practice of European Union Member States* (1997), p.127-150.
- « The Privilege of Universality. International Law, Economic Ideology and Seabed Resources » (avec Marja Lehto) *Nordic Journal of International Law* 65 (1996), p. 533-555.
- « The Post-Ajudicative Phase » dans: Connie Peck etc. ed., *Increasing the Effectiveness of the Court* (Un colloque CIJ/UNITAR, du 16 au 18 avril 1996), (1997), p. 347-357.
- « Faith, Identity and the Killing of the Innocent. International Lawyers and Nuclear Weapons », *Leiden Journal of International Law* 10 (1997), p. 137-162.
- « Lauterpacht: Victorian Tradition in International Law » *European Journal of International Law* 8 (1997), p. 215-263.
- « Kansainvälinen oikeus ja kansainvälinen politiikka: Uusi formalismi ja sen rajat (En finnois, trad.: Le droit international et la politique internationale: le nouveau formalisme et ses limites), *Lakimies Revue finlandaise de droit* (3/1997), p. 429-441.
- « International Law Aspects of the Common Foreign and Security Policy » dans: Martti Koskenniemi ed. *International Law Aspects of the European Union* (1997), p. 27-44.
- « Hierarchy in International Law: A Sketch *European Journal of International Law* 8 (1997) p. 566-582.
- « Tyyli Metodina » (En finnois, trad.: Style comme méthode) dans : Juba Häyhä éd., *Minun Metodini* (1998) p. 173-188.

« Kansainväkinen oikeus; Sadan vuoden yksinäisyys » (en finnois, trad. : Le droit international: une solitude de cent ans ), Lakimies, *Revue finlandaise de droit* (1998), p. 1178-1188.

« Kansainvälinen oikeus » (en finnois, trad. : Droit international) dans : Pekka Timonen éd., *Johdatus Suomen Oikeusjärjestelmään II* (1999), p. 431-477.

« The Preamble to the Universal Declaration on Human Rights » dans : Alfredsson-Eide ed. *The Universal Declaration on Human Rights. A Common Standard of Achievement* (1999), p. 27-39.

« Letter to the Editors of the symposium » *American Journal of International Law* 93 (1999), p. 351-361.

« Evil Intentions or Vicious Acts? What is Prima Facie Evidence of Genocide? » dans : *Liber Amicorum Bengt Broms*. Publications de la section finlandaise de l'International Law Association n° 9 (1999), p. 180-207.

« The Silence of Law/The Voice of Justice » dans: Philippe Sands-Laurence Boisson de Chazournes ed. *International Law, International Court of Justice and Nuclear Weapons* (1999), p. 488-510.

« The Effect of Rights on Political Culture » dans : Philip Alston, *The European Union and Human Rights* (1999), p. 99-116.

« Between Commitment and Cynicism: Outline for a Theory of International Law as Practice » dans : *Collection of Essays by Legal Advisers of States, Legal Adviser of International Organizations and Practitioners in the field of International Law*. Nations Unies, NY (1999), p. 495-523.

« Carl Schmitt, Hans Morgenthau and the Image of Law in International Relations », dans : Michael Byers éd. « The Role of Law in International Politics » .Oxford University Press (2000), p. 17-34.

« The limits of International Law: Are There Such? », dans : *Might and Right in International Relations, XXVIII Thesaurus Acroasiarum* (1999), p. 19-50.

« International Law and Imperialism ». The Josephine Onoh Memorial Lecture 1999. Hull (2000).

#### *Comptes rendus*

« Superliberalism in oikeusteoriaa. Roberto Mangabeira Unger, The Critical Legal Studies Movement » (En finnois, trad.: La théorie juridique du superlibéralisme) *Oikeus* (1987), p. 303-307.

« Pull of the Mainstream. Theodor Meron: Human Rights and Humanitarian Norm as Customary Law » *Michigan Law Review* 88 (1990), 1942-1962.

« Lea Brilmayer: Justifying International Ascts » *American Journal of International Law* 85 (1992), p. 385-390.

« Ulrich Fastenrath: Lücken im Völkerrecht » *Journal européen du droit international* 4 (1994), p. 145-149.

« Repetition as Reform. Georges Abi-Saab, Cours général de droit international public » *Journal européen de droit international* (1998), p. 405-411.

*Critiques*

- « Bo Johnson Theutenberg, Folkrätt och säkerhetspolitik », Lakimies, *Revue finlandaise de droit* (1987), p. 872-876.
- « Omer Elagab, The Lagality of Non-forcible Counter-measures in International Law », Lakimies, *Revue finlandaise de droit* (1988), p. 124-129.
- « Peter H. Sand, Lessons Learned in Global Environment Governance » *Yearbook of International Environmental Law* 1 (1990), p. 390-392.
- « Esa Paasivirta, Participation of States in International Contracts and Arbitral Settlement of Disputes », Lakimies, *Revue finlandaise de droit* (1992), p. 285-289.
- « Thomas M. Franck; The Power of Legitimacy among Nations » *American Journal Of International Law* 86 (1992), p. 175-178.
- « Philip Allot, Eumonia. New Order for a New World »
- « Gareth Evans, Cooperating for Peace » *Australian Yearbook of International Law* 15 (1994), p. 265-268.
- « Dorinda Dallmayer (éd.) Reconceiving Reality: Women and International Law » *American Journal of International Law* 89 (1995), p. 227-230.
- « Denys Alland, Justice privée et ordre juridique international. Étude théorique des contremesures en droit international public », *Annuaire français de droit international* XL, 1994 (1995).
- « Alfred Rub, Hans Kelsens Völkerrechtslehre. Versuch einer Würdigung » *Annuaire français de droit international* XLI, 1996 (1998), p. 1094-96.
- « Olivier Corten, L'Utilisation du « raisonnable » par le juge international : discours juridique, raison et contradictions » *American Journal of International Law* 94 (2000), p. 198-201.

## **Valery I. Kuznetsov (Fédération de Russie)**

[Original : anglais]

Né le 2 janvier 1940 dans la région de Pskov, Fédération de Russie.

### **Éducation**

1981 : Doctorat en droit (droit international).

1968 : Admis à présenter le doctorat en droit (droit international).

1963 : Diplômé de la Faculté de droit de l'Université d'État de Moscou.

### **Fonctions universitaires**

Depuis 1984 : Professeur, titulaire de la Chaire de droit international, Académie diplomatique de Moscou, Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie.

1986-1995 : Premier Vice-Directeur de l'Académie diplomatique de Moscou.

1984-1986 : Doyen de la Faculté des études supérieures, Académie diplomatique de Moscou.

1982-1983 : Professeur, Chaire de droit international, Institut d'État des relations internationales de Moscou.

1973-1980 : Adjoint du Doyen de la Faculté de droit international, Institut d'État des relations internationales de Moscou (de manière occasionnelle).

1968-1982 : Assistant au Département de droit international de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou.

### **Activités professionnelles**

Depuis 1995 : Expert juridique et conseiller juridique de la Douma d'État (chambre basse du Parlement) de la Fédération de Russie dans les domaines du droit international, des droits de l'homme, du développement et des institutions démocratiques.

### **Activités dans le domaines des relations internationales**

Depuis 1990 : Membre de la Chambre permanente d'arbitrage.

Depuis 1989 : Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU. (son dernier mandat arrive à terme le 31 décembre 2002). Élu président de la cinquième session du Comité.

1974 : Vice-Président de la délégation de l'URSS auprès du Comité spécial de l'ONU pour la question de la définition de l'agression, New York.

1972-1976 : Conseiller juridique de la délégation de l'URSS à la Commission du Danube, Budapest.

- 1970 : Conseiller juridique de la délégation de l'URSS auprès du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies, Genève.
- 1969-1970 : Conseiller juridique de la délégation de l'URSS auprès du Comité spécial de l'ONU sur les relations amicales et la coopération, New York.

#### **Associations**

- 1996 : Membre de l'Académie russe des sciences naturelles.
- 1994 : Membre du Comité exécutif de l'Association russe de droit international.
- 1994 : Membre du Comité de rédaction du Journal moscovite de droit international.

#### **Distinctions**

- 1994 : Titre honorifique d'universitaire méritoire décerné par le Président de la Fédération de Russie.
- 1984 : Certificat d'honneur de Parlement russe.

#### **Langues**

- Russe (langue maternelle).
- Anglais (courant).

#### **Publications**

*Otkaz ot primeneniya sily- zakon mezhdunarodnoy zhizni* (L'abandon de l'usage de la force : une règle de vie internationale), Moscou, Mezhdunarodnye Otnosheniya Publishers, 1973.

*La integración económica : dos modos del problema*, Moscou, Editorial Progreso, 1975.

*Economic integration : Two Approaches*, Moscou, Progress Publishers, 1976.

*SEV i « Obshchiy rynek »* (Le CAEM et le marché commun), Moscou, Mezhdunarodnye Otnosheniya Publishers, 1978.

#### *Coauteur*

*Mezhdunarodnye organizatsii sotsialisticheskikh stran* (Organisations internationales des pays socialistes), Moscou, Mezhdunarodnye Otnosheniya Publishers, 1971 (co-écrit avec I.P. Blishchenko et V. G. Zhurakhov).

*Ot dekreta o mire k deklaratsii mira* (Du décret de paix à la déclaration de paix), Moscou, Mezhdunarodnye Otnosheniya Publishers, 1972, co-écrit avec R. A. Tuzmukhamedov et N.A. Ushakov).

*Articles sur les sujets suivants*

« La nature juridique du Conseil pour la coopération économique », dans *Uchenye Zapiski* (Mémoires, vol. 3, recueil d'articles), Moscou, MGIMO, Ministère des affaires étrangères de l'URSS, 1969.

« Les principes de l'Internationale socialiste dans les relations entre les États membres du CAEM », dans *V nauchon poisk* (À la recherche du savoir, recueil d'articles), Moscou, MGIMO, Ministère des affaires étrangères de l'URSS, 1969.

« Revoir la codification du principe de non-recours à la force », dans *Aktualnye problemy sovremennogo mezhdunarodnogo prava* (Questions de droit international contemporain, recueil d'articles), Moscou, MGIMO, Ministère des affaires étrangères de l'URSS, 1971.

« Codification des principes de coexistence pacifique », dans *Sovetskiy ezhegodnik mezhdunarodnogo prava*, 1970 (Annuaire soviétique de droit international), Moscou, Nauka Publishers, 1972.

« Interaction entre les principes de paix, de coexistence pacifique et l'Internationale socialiste », dans *Stanovleniye i razvitie sovetskoy nauki mezhdunarodnogo prava* (Développement du droit international en URSS, recueil d'articles) Moscou, MGIMO, Ministère des affaires étrangères de l'URSS, 1975.

« Le droit international en URSS et les lois et coutumes de guerre », *ibid.* (co-écrit avec V.I. Menzhinsky et V. L. Oleandrov).

« Le décret de paix et le droit international », dans *Aktualnye problemy sovremennogo mezhdunarodnogo prava* (Questions de droit international contemporain, recueil d'articles), Moscou, MGIMO, Ministère des affaires étrangères de l'URSS, 1977.

« L'Internationale socialiste au fondement des relations entre l'URSS et les pays amis », dans *Konstitutsionnye osnovy vneshney politiki sovetskogo gosudarstva* (Fondements constitutionnels de la politique étrangère de l'État soviétique), Moscou, Mezhdunarodnye Otnosheniya Publishers, 1978.

« A segurança internacional e o nao recurso a forca », dans *O socialismo e a par sao inseparaveis*. Lisboa : Avante! 1987.

« Le principe de l'égalité de la souveraineté entre États », dans *Mezhdunarodno-pravovye printsipy i normy vseobyemlyushchey mezhdunarodnoy bezopasnosti* (Principes et règles juridiques internationales de la sécurité internationale universelle), Moscou, Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères, 1989.

« Le principe de l'autodétermination des peuples et des nations », *ibid.*

« Les principes de souveraineté, d'égalité dans la souveraineté et d'auto-détermination nationale », dans *Mezhdunarodnoye-pravo i mezhdunarodnaya bezopasnost, voennaya i politicheskaya oblast* (Droit international et sécurité internationale : Aspect politiques et militaires), Moscou : Mezhdunarodnye Otnosheniya Publishers, 1991.

« Les principes de coopération et de la règle du pacta sunt servanda », *ibid.*

« Les principes de souveraineté, d'égalité dans la souveraineté et d'auto-détermination », dans *International Security/Military and Political Dimensions*, New York, Londres: M. E. Sharpe, Inc., 1991.

*Manuels scolaires sur les sujets suivants*

Description générale des organisations internationales des pays socialistes dans le manuel *Mezhdunarodnoye pravo* (droit international), troisième édition. Moscou, Mezhdunarodnye Otnosheniya Publishers, 1972.

Le CAEM, *ibid.*

Un nouveau type de relations internationales et de droit international, dans le manuel *Mezhdunarodnoye pravo* (droit international), quatrième édition. Moscou, Mezhdunarodnye Otnosheniya Publishers, 1981.

Description générale des organisations internationales des États socialistes, *ibid.*

Le CAEM, *ibid.*

Communauté économique européenne, guide pour les étudiants. Moscou : Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères, 1983.

Le CAEM : questions de droit international, guide pour les étudiants. Moscou : Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères, 1985.

L'Internationale socialiste comme fondation juridique des relations entre les États socialistes, dans *Teoriya i praktika mezhdunarodnykh otnosheniy stran sotsializma* (Théorie et pratique des relations internationales des pays socialistes), guide pour les étudiants. Moscou : Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères, 1987.

Un nouveau type de relations internationales et de droit international, dans le manuel *Mezhdunarodnoye pravo* (droit international), cinquième édition. Mezhdunarodnye Otnosheniya Publishers, 1987.

Conférences internationales et organisations internationales, *ibid.*, co-écrit avec V.V. Gladyshev, E.S.Krivchikova, R. A. Tuzmukhamedov).

Principes juridiques internationaux dans les relations entre États, dans le manuel *Mezhdunarodnoye pravo* (droit international). Moscou : Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères, 1988.

Organisations internationales, *ibid.*

Communautés européennes, dans *Kurs mezhdunarodnogo prava* (Cours de droit international), vol.7. Moscou : Nauka Publishers, 1994.

*Mezhdunarodnoye pravo* (Droit international), Manuel, Mezhdunarodnye Otnosheniya Publishers, 1994 (co-édité avec Yu. M. Kolosov).

Introduction dans le manuel *Mezhdunarodnoye pravo* (droit international), *ibid.*

Le concept de droit international, son essence et son rôle dans les relations, la politique, la diplomatie internationales, *ibid.* (co-écrit Yu. M. Kolosov).

Les principes du droit international, *ibid.* co-écrit avec B. M. Klimenko.

Droit international. Manuel. Deuxième édition, augmentée et révisée. Moscou : Mezhdunarodnye Otnosheniya Publishers, 1998 (co-édité avec Yu. M. Kolosov).

Les principes du droit international, *ibid.* co-écrit avec B. M. Klimenko. *Mezhdunarodnoye pravo* (droit international.) Manuel, Moscou : Yurist, 2001 (à paraître).

*Articles dans des revues universitaires*

« L'Internationale socialiste en action », *Sovetskaya yustitsiya* (justice soviétique), n° 20, 1967.

« La déclaration des principes de coexistence pacifique », *Sovetskoye gosudarstvo i pravo* (l'État et le droit soviétiques), n° 6, 1971.

« Sur le concept de force dans le droit international contemporain », *Mezhdunarodnaya Zhizn'* (vie internationale) n° 1, 1971.

« Les fondements juridiques du CAEM, *Politicheskoe samoobrazovaniye* (Éducation politique), n° 4, 1972.

« La définition de l'agression est la victoire des forces pacifistes », *Mezhdunarodnaya Zhizn'* (vie internationale), n° 2, 1975.

« La sécurité internationale et le non-recours à la force », *ibid.*, n° 3, 1976.

« La sécurité internationale et le non-recours à la force », *Social Sciences*, n° 1, 1976.

« Le Décret de paix de Lénine et le droit international », *Sovetskoye gosudarstvo i pravo* (l'État et le droit soviétiques), n° 8, 1977.

« Le CAEM-la CEE : opportunités et coopération », *ibid.* n° 4, 1978.

« La Communauté économique européenne : mécanisme politico-juridique », *Diplomatichesky Vestnik*, 1986. Mezhdunarodnye Otnosheniya Publishers, 1987.

« Das Lenische Dekret uber den Frieden und die Gegenwart », *Staat und Recht*, n° 10, 1987, Berlin, RDA.

« La seguridad internacional y la renuncia al empleo de la fuerza », *Ciencias sociales*, n° 1, Academia de ciencias de la URSS.

« Le protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels », *Moskovskiy zhurnal mezhdunarodnogo prava* (Le journal moscovite du droit international), n° 3, 1996.

« Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels », *ibid.* numéro spécial à l'occasion du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, décembre 1998.

*Encyclopédies, livres de référence, glossaires*

Bolshaya Sovetskaya Entsiklopedia (Grande encyclopédie soviétique), Moscou, Sovetskaya Entsiklopedia, plusieurs éditions. Articles : 1. Bol'nye i ranenye (La malade et le blessé). 2. Bombardirovka (Bombardement). 3. Gaagskiye konventsii 1907 goda o zakonakh i obychayakh voyny (Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur Terre, La Haye, 1907). 4. Zhenevskiy protokol 1925 goda (Protocole de Genève, 1925). 5. Zhenevskiy konventsii 1949 goda o zashchite zhertv voyny (Convention de Genève de 1949 relative à la protection des victimes de guerre). 6. Zakoni i obychai voyny (Les droits et coutumes de guerre). 7. Internirovanie (Internement). 8. Kapitulyatsiya (capitulation). 9. Nevoyuyushchee gosudarstvo (un État non-belligérent). 10. Parlamenter (Porte-drapeau). 11. Ul'timatum (Ultimatum).

Introduction, dans *Mezhdunarodnye organizatsii sotsialisticheskikh gosudarstv* (organisations internationales des États socialistes), Guide de référence. Moscou : Mezhdunarodnye Otnosheniya Publishers, 1980 (co-écrit avec V. I. Menzhinsky).

« L'organisation économique internationale des États socialiste », *ibid.* (co-écrit avec M. D. Kudryashov)

« Les principes de souveraineté, d'égalité dans la souveraineté et d'autodétermination nationale », *ibid.*

Un dictionnaire de droit international, Mezhdunarodnye Otnosheniya Publishers, 1982, Article sur l'intégration économique en Europe occidentale.

Un dictionnaire de droit international, Mezhdunarodnye Otnosheniya Publishers, 1986, deuxième édition, Articles sur l'intégration économique en Europe occidentale, les différents types d'instruments juridiques dans la CEE et les principaux organes de la CEE.

« Respect inconditionnel du droit de chaque nation à choisir ses propres modes et formes de développement », dans *Vseobyemyushchaya mezhdunarodnaya bezopasnost'* (Sécurité internationale universelle). Guide de référence, Moscou, Mezhdunarodnye Otnosheniya Publishers, 1990.

Un dictionnaire des droits de l'homme et des droits des nations, Moscou : Mezhdunarodnye Otnosheniya Publishers, 1993. Articles : 1. Genotsid (Génocide). 2. Gruppya trekh (Le Groupe des trois). 3. Deklaratsiya o zashchite vseh lits ot pytok i drugikh zhestokikh, beschelovechnykh ili unizayushchikh dostoinstvo vidov obrashcheniya i nakazaniya (Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants). 4. Deklaratsiya osnovnykh printsipov pravosudiya dlya zhertv prestupleniya i zloupotrebleniya vlast'yu (Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir). 5. Deklaratsiya prav cheloveka v otnoshenii lits, ne yavlyayushchikhsya grazhdanami strany, (Les droits de l'homme des personnes qui ne sont pas des ressortissants des pays où ils résident). 6. Komitet po ekonomicheskim, sotsial'nym i kul'turnym pravam (Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'Organisation des Nations Unies). 7. Mery, garantiruyushchiye zashchitu prav tekch, kto prigovoren k smertnoy kazni (Les garanties protégeant les droits de ceux qui sont condamnés à mort). 8. Minimal'nye standartnye pravila, kasayushchiesya otpravleniya pravosudiya v otnoshenii nesovershennoletnikh (L'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs). 9. Tipovoye soglasenie o peredache zaklyuchennykh-inostrantsev i rekomendatsii v otnoshenii obrashcheniya s zaklyuchennymi-inostrantsami. Chelovecheskoe izmerenie SBSE (Accord type relatif au transfert des détenus étrangers et recommandations relatives au traitement des détenus étrangers. Dimension humaine de la CSCE).

### **Curriculum vitae**

Valery I. Kuznetsov, titulaire de la Chaire de droit internationale de l'Académie diplomatique du Ministère russe des affaires étrangères, est un expert renommé de droit international. Ses travaux sur les questions en rapport à la théorie du droit international, sur la sécurité internationale et sur les aspects juridiques de l'intégration économique, entre autres, ont contribué de manière importante au développement de la doctrine du droit international.

Pour ses recherches dans le domaine du droit international, il s'est vu décerner en 1994 le titre honorifique d'universitaire méritoire par le Président de la Fédération de Russie à l'Institut d'État des relations internationales de Moscou.

De 1968 à 1983, il a enseigné le droit international à l'Institut d'État des relations internationales de Moscou et il enseigne depuis 1983 à l'Académie diplomatique. Il a formé des centaines de spécialistes de droit international, dont beaucoup travaillent désormais au Ministère des affaires étrangères, et dans d'autres organes gouvernementaux et corps législatifs de la Fédération de Russie.

Il a assumé à plusieurs reprises les fonctions d'adjoint du doyen, de doyen, de vice-directeur et premier vice-directeur à l'Institut d'État des relations internationales de Moscou et à l'Académie diplomatique.

Il a été membre de nombreuses délégations gouvernementales à l'occasion de différents forums internationaux. Il a joué un rôle important, en tant que conseiller juridique, dans la formulation de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies, la définition de l'agression par l'Organisation des Nations Unies et d'autres instruments internationaux importants.

Depuis 1989, il a été élu à trois reprises au Comité des droits économiques, sociaux et culturels. Il a été élu Président de la cinquième session du Comité et a de nombreuses fois présidé ses groupes de travail présessions.

Depuis 1990, il est membre de la Cour permanente d'arbitrage.

En sa qualité de conseiller à la Douma d'État (Chambre basse du Parlement russe), il a activement participé au processus de formulation des lois en Fédération de Russie. Les responsables des États membres de la Communauté d'États indépendants ont souvent fait appel à lui pour profiter de son point de vue d'expert.

## **William Mansfield (Nouvelle-Zélande)**

[Original : anglais]

Né le 16 avril 1943, à Wellington, Nouvelle-Zélande.

### **Études**

Maîtrise de droit (avec mention), Victoria University of Wellington (1968).

Licence de droit, Victoria University of Wellington (1966).

Bachelor (philosophie), Victoria University of Wellington (1964).

Avocat et sollicitor à la High Court de Nouvelle-Zélande.

### **Bourses d'études et de perfectionnement**

Chercheur invité, Centre Launerpacht de recherche en droit international, Université de Cambridge (1998).

Chercheur invité, Faculté de droit, Université du Pacifique Sud, Vanuatu (1997).

Académie de droit international de La Haye, Pays-Bas (1970).

Bourse William Cook, Université du Michigan (1969-1970).

### **Fonctions actuelles**

Conseiller juridique international pour le Gouvernement néo-zélandais depuis 1997.

Conseiller pour la Nouvelle-Zélande devant le Tribunal international du droit de la mer et le Tribunal d'arbitrage de l'UNCLOS (créé en vertu de l'Annexe VII) dans l'affaire du thon rouge du sud (1999-2000).

Avocat et conseiller juridique spécialisé dans le droit internationale et le droit commercial, le droit de la mer et des océans, le droit constitutionnel et des questions relatives au Traité de Waitangi.

### **Carrière**

1990-1997 : Directeur général, Département de la préservation

Chef du Département de la préservation qui joue un rôle de premier plan dans la préservation de la biodiversité unique de la Nouvelle-Zélande. Le Département est responsable de 30% des terres, de tous les estrans et fonds marins de la Couronne, de la vie sauvage, des mammifères marins, des poissons d'eau douce et des animaux sauvages. Il doit également veiller à ce que la Nouvelle-Zélande s'acquitte de ses obligations internationales au titre d'une série de traités internationaux, notamment des traités sur la biodiversité, l'Antarctique et le commerce des espèces menacées.

1986-1989 : Secrétaire adjoint, Département néo-zélandais de la justice

Chargé de diriger l'élaboration de toutes les politiques et de superviser la Division de la réforme du droit et de la recherche dans le domaine

du droit, la Division des cours, la Division des affaires commerciales, la Division des terres, la Division des actes, la Division des tribunaux, les Archives de l'état civil (y compris le Bureau des opérations électorales) et le Servie du Traité de Waitangi.

1983-1986 : Représentant adjoint à la Mission permanente de la Nouvelle-Zélande auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York

Chef de la procédure d'équité, directement responsable de toutes les questions de désarmement, des questions dans les domaines social et humanitaire, en ce qui concerne l'Antarctique et dans les domaines juridique et budgétaire.

1977-1983 : Conseiller juridique international, Division juridique internationale du Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce

Chargé de conseiller le Gouvernement sur toutes les questions de droit international, notamment sur l'entrée en vigueur et l'application de la législation néo-zélandaise sur la mer territoriale et la zone économique exclusive et chef des délégations néo-zélandaises à de nombreuses conférences internationales.

1969-1976 : Diplomate et avocat international, Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce

Conseils de droit international dans les domaines suivants : droit maritime, droit de l'environnement et droit relatif aux ressources, droit économique international, droit des traités, droit des Nations Unies, droits de l'homme, droit sur l'extradition, les réfugiés, la citoyenneté et droit diplomatique. Également premier Secrétaire/Conseiller de la Mission permanente de la Nouvelle-Zélande auprès de l'Organisation des Nations Unies (1973-1976).

1968-1969: Maître de conférences en droit international, droit administratif et sur les systèmes juridiques (Victoria University of Wellington)

### Principales fonctions occupées

A représenté la Nouvelle-Zélande lors de nombreuses conférences normatives à l'échelle internationale et régionale et à l'occasion d'autres réunions, notamment :

- Conseiller de la Nouvelle-Zélande devant le Tribunal d'arbitrage constitué en vertu de l'Annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer dans l'affaire du thon rouge du sud (*Australie et Nouvelle-Zélande c. Japon*), Washington (mai 2000) et conseiller de la Nouvelle-Zélande devant le Tribunal d'arbitrage sur le droit de la mer dans l'affaire du thon rouge du sud (*Nouvelle-Zélande c. Japon; Australie c. Japon*). Requête de mesures interlocutoires, Hambourg (août 1999).
- Membre du panel nommé par le Ministre associé de la justice pour évaluer le droit et les institutions néo-zélandais et les institutions dans le domaine des droits de l'homme et faire un rapport à ce sujet (2000).
- Conseiller spécial sur les océans à la présidence de la septième session de la Commission du développement durable (1998), chef de la délégation néo-zélandaise à la Conférence sur les océans de la Coopération économique Asie-

Pacifique (APEC), Hawaii (1998-1999), et chef de la délégation néo-zélandaise à la première session du Processus consultatif officieux ouvert à tous sur les affaires maritimes à l'Organisation des Nations Unies (2000).

- Chef de la délégation néo-zélandaise à la deuxième réunion sur la responsabilité et l'indemnisation pour le transfert des produits radioactifs et du combustible MOX dans la région du Pacifique, Auckland (2000).
- Chef de la délégation néo-zélandaise à la première réunion d'experts juridiques sur la responsabilité et l'indemnisation pour le transport des produits radioactifs à travers la région du Pacifique, Suva (1999).
- Chef de la délégation néo-zélandaise au Congrès mondial sur les parcs naturels (1993).
- Chef de la délégation néo-zélandaise aux conférences triennales de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) (1991, 1994, 1996).
- Représentant de la Nouvelle-Zélande lors de deux réunions ministérielles sur l'avenir du Programme régional pour l'environnement du Pacifique Sud (SPREP), qui ont abouti à sa scission avec la Commission du Pacifique Sud (1990-1996).
- Chef de la délégation néo-zélandaise pour la négociation d'un mémorandum d'accord sur l'harmonisation de leurs droits commerciaux par l'Australie et la Nouvelle-Zélande (1986-1989).
- Représentant de la Nouvelle-Zélande lors des réunions annuelles des juristes des îles du Pacifique (1986-1989).
- Membre de l'équipe néo-zélandaise de juristes chargée des négociations relatives à l'incident du Rainbow Warrior avec la France (1985).
- Chef de la délégation néo-zélandaise à toutes les sessions du Comité consultatif spécial sur les ressources minérales de l'Antarctique, excepté la dernière (1982-1986).
- Membre de l'équipe spéciale sur la citoyenneté du Samoa-Occidental et Conseiller du Ministre de la justice pour la signature du Protocole se rapportant au Traité d'amitié (1982).
- Président du Comité interdépartemental de la Nouvelle-Zélande sur les demandes du statut de réfugié au titre de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés (1978-1983).
- Chef de la délégation néo-zélandaise à la Conférence qui a permis l'adoption de la Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (1980).
- Principal conseiller juridique de l'équipe de négociations néo-zélandaise créée pour que les États-Unis renoncent à leurs prétensions sur Tokélaou et une partie des îles Cook, et pour la délimitation des frontières maritimes entre les zones économiques exclusives de Tokélaou et des Samoa américaines et des îles Cook et des Samoa américaines (1979-1980).

- Représentant de la Nouvelle-Zélande à presque toutes les sessions de la Conférence, qui a vu l'adoption de la Convention sur le droit de la mer (1973-1980).
- Représentant aux sessions du Comité des fonds marins de l'Organisation des Nations (1973) et lors de nombreuses réunions et négociations sur la pêche, à l'échelle internationale et régionale.

### **Associations**

Membre du Conseil d'administration d'Antartica New Zealand (depuis octobre 1999).

Membre du Conseil d'administration d'OXFAM Nouvelle-Zélande (depuis mars 1998).

Président de la section néo-zélandaise de l'Association de droit international (depuis octobre 1998).

Membre de la Commission du droit de l'environnement de L'UICN (depuis 1990).

### **Exposés et publications**

Conférences, exposés et interventions dans plusieurs universités et autres institutions, notamment : la Victoria University of Wellington, l'Institut du droit de la mer à l'Université de Rhode Island, l'Université Rutgers, l'Université de la ville de New York, l'Institut international pour l'environnement et le développement, l'American Society of International Law, la Conférence des juristes des îles du Pacifique, la Royal Forest and Bird Society, la Conférence du Tribunal de Waitangi, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), la section néo-zélandaise de l'Association de droit international, et la Conférence de la Nouvelle-Zélande sur le droit administratif.

#### *Articles et publications récents*

« Re-Evaluation of the Human Rights Protections in New Zealand », Rapport (avec Peter Cooper, Paul Hunt et Janat McLean) pour le Ministre associé de la justice (2000).

« The Constraints of Treaties and International Law », dans *Building the Constitution* (éd. Colin James), Institut d'études politiques, Victoria University of Wellington (2000).

« The Constitutional Implications of the Devolving State », pour la Conférence de la Nouvelle-Zélande sur le droit administratif, (25-26 mars 1998).

« Focusing on the Future », commentaire dans Ken S. Coates, P.G. McHugh *Living Relationships, Kokiri Ngatahi, the Treaty of Waitangi in the New Millenium*, Victoria University Press.

« Lessons of the Islands : Restoration in New Zealand », avec David Towns, *Restoration and Management Notes*, vol. 15, n° 2, hiver (1997).

## **Teodor Viorel Melescanu (Roumanie)**

[Original : anglais]

Né le 10 mars 1941, à Brad, Département de Hunedoara, Roumanie.

### **Études universitaires**

Faculté de droit de Bucarest (1959-1964).

Cours d'études supérieures en relations internationales, Université de Bucarest (1964-1966).

Institut universitaire de hautes études internationales, Genève (1967-1970).

Docteur en sciences politiques/droit international de l'Université de Genève (1973).

### **Activités professionnelles**

Depuis 1996 : Diplomate au Ministère des affaires étrangères. Promotions successives, suite à des examens et des concours, jusqu'au rang d'ambassadeur, accordé en 1992.

1966-1970 : Ministère des affaires étrangères. Direction juridique et des traités.

1970-1978 : Troisième secrétaire au Ministère des affaires étrangères, Département des organisations internationales, Division des accords de désarmement.

1978-1985 : Deuxième secrétaire à la Mission permanente de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève.

1985-1990 : Premier secrétaire au Ministère des affaires étrangères, Département du désarmement et de la sécurité internationale.

1990-1991 : Sous-Secrétaire d'État. Ministère des affaires étrangères; Secrétaire d'État (1990 : Promu Conseiller diplomatique).

1992-1995 : Ministre d'État, Ministre des affaires étrangères (1992: promu ambassadeur).

Depuis 1995 : Sénateur de Prahova. Président du Comité des affaires étrangères au Sénat roumain.

Membre et chef de délégations roumaines à différentes conférences et réunions internationales organisées dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées, de l'OSCE, du Conseil de l'Europe, de l'OTAN, de l'UEO et d'organisations régionales.

### **Activités universitaires et de recherche**

#### *Titres*

Président de la Fondation européenne Titulescu.

Membre de l'Association de droit international et des relations internationales et de l'Association de droit international (États-Unis).

*Recherche*

Chercheur scientifique principal à l'Institut roumain d'études internationales.

*Enseignement*

Professeur de droit international à l'Université de Bucarest.

Professeur à la Faculté nationale d'études politiques et d'administration publique, Bucarest.

**Publications**

Études, articles (publiés dans des journaux roumains et étrangers), conférences, exposés et essais (lors d'événements internationaux).

**Djamchid Momtaz (République islamique d'Iran)**

[Original : anglais]

Né le 18 juin 1942.

Professeur de droit international à la Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université de Téhéran depuis 1974.

Membre associé de l'Institut de droit international.

Membre de la Commission du droit international (2000-2001).

**Diplômes et titres**

Licence de droit public, Faculté de droit et d'économie de Paris (1966).

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Section relations internationales (1968).

Doctorat d'État en droit public, faculté de droit, d'économie et de sciences sociales, Université de Paris II (1971).

**Postes d'enseignant à l'étranger**

Assistant, Université de Paris X (Nanterre), 1969-1974.

Professeur invité à l'Institut des hautes études internationales de Paris, 1975-1976 et 1987-1988.

Professeur invité à l'Université de Paris X (Nanterre), 1985-1986, 1990-1991, 1992-1993.

Professeur invité à l'Université de Grenoble II (France), 1989-1990.

Professeur invité à l'Université de Paris XI (Jean Monet), 1995-1996, 1997-1998.

Professeur invité à l'Université de Paris XIII (Villetaneuse), 1995-1996, 1997-1998, 1999-2000.

Professeur invité à l'Université de Caen, 1998-1999, 1999-2000.

Professeur invité à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), 2000-2001.

Professeur invité à l'Institut des hautes études internationales à Genève, 1990/1991.

Série de conférences données au Centre interuniversitaire de hautes études de Dubrovnik (Yougoslavie) en 1984 et de 1987 à 1991.

Conférences données pour les programmes de bourses dans le domaine du droit international, ONU/UNITAR, La Haye, juillet-août 1991.

Conférences sur le droit international et les armes de destruction massive données à l'Institut de droit public international et des relations internationales, Université Aristote, Salonique (Grèce), vingt-quatrième session annuelle, septembre 1996.

Conférences sur la Cour pénale internationale à l'Institut de droit public international et des relations internationales, Université Aristote, Salonique (Grèce), vingt-septième session annuelle, septembre 1999.

Conférences sur le droit international humanitaire, Programme d'enseignement militaire à l'Institut international de droit humanitaire, San Remo, Italie, octobre 2000.

### **Participation à des conférences et à des colloques universitaires**

Participation à un colloque intitulé « Aspects de la politique étrangère de l'Iran et de la France », organisé par le Centre d'études de politique étrangère de Paris et le Centre des hautes études internationales de l'Université de Téhéran, Paris, 6-7 février 1976; présentation d'une étude sur l'Iran et le droit international, publiée par le Centre d'études internationales de l'Université de Téhéran, octobre 1976.

Participation à un colloque sur le golfe Persique et l'océan Indien, organisé par le Centre d'études internationales de l'Université de Téhéran, Abadan, 26-27 février 1977; présentation d'une étude sur les détroits de l'océan Indien et les grandes puissances, publiée par le Centre d'études internationales de l'Université de Téhéran, septembre 1977.

Membre du Groupe d'experts sur le droit humanitaire applicable dans les conflits armés en mer en vue de l'application du Plan d'action pour la promotion du droit des conflits armés en mer, Institut international de droit humanitaire (San Remo), Italie (réunions : Genève, 1993, et Livourne, 1994).

Membre du Comité d'experts juristes sur l'application à l'échelle nationale de la Convention sur les armes chimiques, Université De Paul, faculté de droit, Chicago, La Haye, 1994.

Participation au Programme universitaire de l'Organisation des Nations Unies sur le multilatéralisme et le système des Nations Unies, 1990-1995.

Participation à un séminaire sur la protection internationale des réfugiés, organisé par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Ispahan, 8-10 janvier 1995; présentation d'une étude sur les droits de l'homme et les réfugiés.

Participation à la trentième session annuelle de l'Institut du droit de la mer (Hawaii), qui s'est tenue à Al Aïn (Émirats arabes unis) en mai 1996; présentation d'un exposé sur la protection juridique de l'environnement dans le cadre des Conventions de La Haye et de Genève (à paraître).

Participation à la trente et unième session annuelle de l'Institut du droit de la mer (Miami) 1998; présentation d'un exposé sur le détroit d'Ormuz (à paraître).

Participation à un colloque organisé par l'Institut supérieur d'études internationales sur les sanctions des Nations Unies et le droit international, Genève, juin 1999; présentation d'une étude sur les sanctions et le droit humanitaire international.

Membre d'un Groupe d'experts sur le processus de délimitation des frontières, Division des affaires maritimes et du droit de la mer, Bureau des affaires juridiques, Organisation des Nations Unies, New York, du 7 au 9 avril 1999.

Membre d'un Groupe d'experts sur la protection humanitaire dans les conflits armés non internationaux, Institut international de droit humanitaire, San Remo, Italie, 1999.

### **Sociétés savantes**

Membre de la Société française pour le droit international.

Membre de l'Association du droit international; Comité de la neutralité maritime.

Membre de l'Institut international de droit humanitaire, San Remo, Italie.

Membre du Conseil scientifique de la revue « Espaces et ressources maritimes » publiée par le Centre d'études et de recherches sur le droit des activités maritimes, Institut du droit de la paix et du développement, Université de Nice-Sophia Antipolis (France).

Membre du Comité d'édition de l'*Annuaire de droit international humanitaire* (T. M. C. Institut Asser, Pays-Bas).

### **Postes occupés**

Directeur du Centre d'études internationales, Université de Téhéran, 1979-1982.

Conseiller juridique auprès du Ministère des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, depuis 1984.

Membre du Comité directeur du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), étude sur le droit international coutumier, 1996, 1999.

Membre de la Commission pour le règlement des différends en matière de confidentialité, Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, 1999-2001.

### **Participation à des conférences**

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (de la deuxième à la onzième session), 1974-1982.

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran aux sessions annuelles du Comité consultatif juridique afro-asiatique, 1974, 1997 et 2000.

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins du Tribunal international du droit de la mer (de la deuxième à la onzième session), 1984-1993.

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran pour les négociations de paix Iran-Iraq, 1988-1989.

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran à la Conférence internationale pour la protection des victimes de la guerre, Genève, 1993.

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran à la Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (quatrième session), La Haye, 1993.

Membre du Groupe d'experts intergouvernementaux chargé d'étudier les moyens de promouvoir le droit international humanitaire et d'en assurer l'application, Genève, 1995.

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran à la Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et les

stocks de poissons grands migrateurs (deuxième session), New York, 1993; (sixième session), New York, 1996.

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran de la quarante-quatrième à la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission).

Représentant de la République islamique d'Iran lors de l'audience publique tenue par la Cour internationale de Justice (CIJ) concernant la licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un État dans un conflit armé, novembre 1995.

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une Cour pénale internationale, Rome, 15 juin-17 juillet 1998.

### **Ouvrages collectifs en français et en anglais traitant du droit international**

« Les problèmes de la délimitation du plateau continental du golfe Persique », dans : *Essays on International Law*, vingtième anniversaire, volume commémoratif publié par le secrétariat du Comité consultatif juridique afro-asiatique, New Delhi, 1976.

« L'évolution du droit de la mer de la Conférence de Genève de 1958 à celle de 1975 », dans : *Droit de la mer*, Pédone, Paris, 1977.

« La haute mer », dans : *Nouveau Traité du droit de la mer*, éditions R. J. Dupuy et D. Vignes, chap. 7, vol. I, Académie de droit international de La Haye, Nijhoff, 1991.

« Les forces navales et l'impératif de sécurité dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer », dans : *Essays on the Law of the Sea*, éditions B. Vukas, Zagreb, 1985.

« Le statut juridique du golfe Persique », dans : *The Legal Regime of Enclosed or Semi-Enclosed Seas: The Particular Case of the Mediterranean*, éditions B. Vukas, Zagreb, 1988.

« Le statut juridique du Chatt al-Arab », dans : *Actualités juridiques et politiques en Asie*, éditions A. Pédone, Paris, 1988.

« La Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer », dans : *Droit de la mer 2*, éditions A. Pédone, 1990.

« Les obligations des investisseurs pionniers enregistrés par la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer », dans : *Essays on the New Law of the Sea*, n° 2, éditions B. Vukas, Zagreb, 1990.

« The Inherent Right of Individual Self-Defence in the Iran-Iraq War », dans : *The Politics of Aggression*, éditions F. Rajaei, University Press of Florida, 1993.

« A Commentary on Iranian Practice », dans : *The Iran-Iraq War (1980-1988) and the Law of Naval Warfare*, Andrea de Guttry et Natalino Ronzitti (éditeurs), Cambridge, Grotius Publications Ltd, 1993.

« La juridiction larvée des États côtiers sur les stocks de poissons chevauchants et grands migrateurs situés au-delà de leurs zones économiques », dans : *Proceedings of the Qatar International Law Conference, 1994: International Legal Issues Arising under the United Nations Decade of International Law*, sous la direction de Najeeb Al Nauimi et Richard Messe, éditions Martinus Nijhoff Publishers, 1995.

« Le régime de transfert des substances chimiques dans la Convention sur l'interdiction des armes chimiques », dans : *Convention on the Prohibition and Elimination of Chemical Weapons: a Breakthrough in Multilateral Disarmament*, sous la direction de Daniel Bardonnnet, éditions Martinus Nijhoff Publishers, 1995.

« The United Nations and the Protection of the Environment: from Stockholm to Rio de Janeiro », *Political Geography*, vol. 15, Nos 3 et 4, 1996.

« Les Nations Unies et les commissions d'établissement des faits », dans : *Proceedings of the United Nations Congress of Public International Law* (13-17 mars 1995), *International Law as a Language for International Relations*, Kluwer International Law, 1996.

« The Implementation of Security Council Resolution 598 », dans : *Iranian Perspectives on the Iran-Iraq War*, sous la direction de Farhang Rajaei, University Press of Florida, 1997.

« Nuclear Weapon-Free Zones in Africa and Asia », dans : *Essays on International Law*, Quarantième anniversaire, volume commémoratif établi par le secrétariat du Comité consultatif juridique afro-asiatique, New Delhi, 1997.

« National Measures to Implement International Humanitarian Law » dans : *Report of the Special Meeting on the Inter-related Aspects between the International Criminal Court and International Humanitarian Law*, Téhéran, 5 mai 1997, établi par le secrétariat du Comité consultatif juridique afro-asiatique, New Delhi, 1997.

« The United Nations and the Protection of the Environment », dans : *United Nations at Work*, édité par Martin Ira Glassner, éditions Praeger, 1998.

« Intervention des États-Unis dans les affaires iraniennes et la requête de l'Iran devant le Tribunal des différends irano-américains » dans : *Sanctions unilatérales, mondialisation du commerce et ordre juridique international, à propos des lois Helms-Burton et d'Amato-Kennedy*, sous la direction de Habib Ghérari et Sandra Szureck, CEDIN Paris X Nanterre, Cahiers internationaux, Montchrestien, 1998.

« Le droit international des armes de destruction massive », dans *International Law at the Turn of the Century : Thesaurus Acroasium*, vol. XXVII (Salonique, Publications Sakkoulas, 1998.)

« Le recours à l'arme nucléaire et la protection de l'environnement : l'apport de la Cour internationale de Justice » dans : *International Law, the International Court of Justice and Nuclear Weapons*, sous la direction de Laurence Boisson de Chazournes et Philippe Sands (Cambridge University Press, 1999).

« A Study of Multilateralism in Iran : the United Nations and the Iran-Iraq Conflict », dans *Multilateralism in Multinational Perspective : Viewpoints from Different Languages and Literatures*, édité par James P. Sewell, United Nations University Press, 2000.

«La piraterie en haute mer et les infractions liées aux activités maritimes », dans *Droit international pénal*, sous la direction de H. Ascencio, E. Decaux et A. Pellet (Cedin, Paris X), Pédone, Paris 2000.

« War Crimes in Non-International Armed Conflict under the Statute of the International Criminal Court, dans *Yearbook of International Humanitarian Law*, vol. 2, 1999.

#### Articles sur le droit international (en français)

« Le fond des mers et des océans : dernière frontière de l'homme », dans : *Après-demain*, n° 149, Paris, décembre 1972.

« Vers un nouveau régime juridique des pêcheries adjacentes », dans : *Revue générale de droit international public*, Paris, tome 78, 1974.

« Partager équitablement un patrimoine commun », dans : *Le Monde*, Paris, 20 juin 1974.

« Du droit de passage dans le détroit de Tiran », dans : *Revue égyptienne de droit international*, vol. 30, 1974 (Egyptian Society of International Law).

« La question des détroits à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer », dans : *Annuaire français de droit international*, vol. XX, Paris, 1974.

« La mer et l'égalité entre les États », dans : *Iranian review of international relations*, No 2, Téhéran, 1975.

« Le régime de la navigation dans le canal de Suez », dans : *Iranian review of international relations*, No 3, 1975.

« Les ressources biologiques de l'océan Indien : un nouvel enjeu économique », dans : *Iranian review of international relations*, No 8, 1976.

« Une convention pour la protection du golfe Persique contre la pollution », dans : *Iranian review of international relations*, n°s 11 et 12, 1978.

« Le droit international dans un monde hétérogène », dans : *Iranian review of international relations*, n°s 13 et 14, 1979.

« Le droit, la justice et les tyrans », dans : *Le Monde*, Paris, 29 novembre 1979.

« La Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer », dans : *Annuaire français de droit international*, vol. XXX, 1984.

« La délimitation du plateau continental du golfe Persique », dans : *Collection espaces et ressources maritimes*, No 3, Presses Universitaires de France, 1988.

« La Convention sur la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime », dans : *Annuaire français de droit international*, vol. XXXIV, 1988.

« La frontière irano-iraquienne dans le Chatt al-Arab », dans : *Iranian journal of international relations*, vol. 1, Téhéran, 1989.

« La protection de l'environnement marin du golfe Persique et de la mer d'Oman », dans : *Collection espaces et ressources maritimes*, No 4, Presses Universitaires de France, 1990.

« Le statut juridique de la mer Caspienne », dans : *Collection espaces et ressources maritimes*, n° 5, éditions A. Pédone, Paris, 1991.

« Les règles relatives à la protection de l'environnement au cours des conflits armés à l'épreuve du conflit entre l'Iraq et le Koweït », dans : *Annuaire français de droit international*, vol. XXXVII, 1991.

« La conservation et la gestion des stocks de poissons chevauchants et grands migrateurs », dans : *Collection espaces et ressources maritimes*, n° 7, éditions A. Pédone, Paris, 1993.

« Le statut juridique de certaines îles éparses du golfe Persique : Abou Moussa et les Petite et Grande Tumb », dans : *Collection espaces et ressources maritimes*, n° 8, éditions A. Pédone, Paris, 1994.

« Les interprétations discordantes des dispositions de la Convention de Montego Bay : tracé des lignes de base droites et passage des navires de guerre dans la mer territoriale », dans : *Collection espaces et ressources maritimes*, n° 9, Paris, 1995.

« L'Accord relatif à la conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et grands migrateurs », dans : *Annuaire français de droit international*, vol. XLI, 1995.

« Quel régime pour la mer Caspienne? », dans : *Collection espaces et ressources maritimes*, No 10, Paris, 1996.

« La délégation par le Conseil de sécurité de l'exécution de ses actions coercitives aux organisations régionales », dans : *Annuaire français de droit international*, vol. XLIII, 1997.

« Les règles humanitaires minimales applicables en période de troubles et de tensions internes », dans : *Revue internationale de la Croix-Rouge*, n° 831, septembre 1998.

« La lutte contre l'introduction clandestine de migrants par mer », *Annuaire du droit de la mer*, Tome IV, 1999.

« L'intervention d'humanité de l'OTAN au Kosovo et la règle du non-recours à la force », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, n° 837, mars 2000.

**Berno H. Niehaus (Costa Rica)**

[Original : anglais]

Né le 14 avril 1941 à San José, Costa Rica.

**Études**

- 1973 : Docteur en droit international, Université de Strasbourg, France.
- 1973 : Diplômé de droit international et de droit comparé dans le domaine des droits de l'homme, Institut René Cassin, Strasbourg, France.
- 1967-1972 : Licence de droit, Université du Costa Rica, San José, Costa Rica
- 1959-1969 : Études de droit, Université de Bonn, République fédérale d'Allemagne.
- 1960-1966 : Études et diplôme de sciences économiques et politiques, Universités de Bonn, Hambourg et Cologne, République fédérale d'Allemagne.

**Expérience professionnelle**

- 2000-2001 : Vice-Président du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies.
- 1998 : Représentant du Costa Rica au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.
- 1998-2000 : Ambassadeur, Mission permanente du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York.
- 1990-1994 : Ministre des affaires étrangères et du culte, Costa Rica.
- 1988-1990 : Secrétaire général pour les affaires étrangères, Parti démocrate chrétien du Costa Rica.
- 1980-1982 : Ministre des affaires étrangères et du culte, Costa Rica.
- 1978-1980 : Vice-Ministre des affaires étrangères et du culte, Costa Rica.
- 1974-1998 : Professeur de droit international public et privé, Université du Costa Rica.
- 1975-1976 : Professeur de droit international, Facultés de relations internationales, Université nationale, Heredia, Costa Rica.
- 1974-1998 : Avocat et notaire. Partenaire fondateur du cabinet Bufete Niehaus, devenu depuis le cabinet Bufete Niehaus y Niehaus.
- Depuis 1974 : Éditorialiste sur des questions de droit et de politique internationales dans la presse costa-ricienne.
- 1963-1966 : Attaché culturel, Ambassade du Costa Rica en République fédérale d'Allemagne, Bonn.

**Langues**

espagnol, allemand, français, anglais.

## **Didier Opertti Badan (Uruguay)**

[Original : anglais]

Né le 23 avril 1937.

Avocat, docteur en droit.

M. Opertti Badan a une grande expérience dans le domaine du droit international. Diplômé en 1960 de la Faculté de droit et de sciences sociales de l'Université de la République d'Uruguay, il s'est vu confier la Chaire de droit international privé à la fois à l'Université de la République (1986) et à l'Université catholique Damaso Antonio Larranaga (1994). Il a été en 1983 professeur invité à l'Académie de droit international de La Haye, où il a donné des cours dans son domaine de spécialité, et depuis 1975, il enseigne dans le cadre du cours de droit international, dont il est coresponsable, du Comité juridique interaméricain de l'Organisation des États américains, à Rio de Janeiro, au Brésil.

Il a été invité spécial de l'Institut uruguayen de droit procédural et a été le président, le rapporteur ou l'invité spécial de plusieurs réunions, tables rondes et séminaires universitaires en Amérique latine et en Europe. Il a également donné des conférences dans de nombreuses universités d'Amérique latine et d'Europe. Récemment, à l'occasion de la réunion du Conseil du Marché commun sud-américain (MERCOSUR), à Florianopolis, Brésil (décembre 2000), il a présenté au Conseil ses projets de principes pour une proposition intégrée sur le règlement des différends au sein du MERCOSUR, sujet sur lequel il a publié une série d'essais dans le cadre de ses travaux poussés et mis à jours sur le droit de l'intégration.

M. Opertti Badan a publié de nombreux livres, des articles et des commentaires de jurisprudence sur des sujets allant du droit international privé aux droits de l'homme, en passant par la responsabilité de l'État dans la pollution transfrontières, le secret bancaire, les relations entre le MERCOSUR et l'Union européenne et l'assistance pénale interjudiciaire. Il a travaillé en particulier sur l'embargo sur les produits étrangers, l'adoption internationale d'enfants et les contrats commerciaux internationaux. Il a par ailleurs présenté des projets de conventions à la Conférence spécialisée interaméricaine sur le droit international privé, à l'occasion de laquelle il a représenté son pays en tant que chef de délégation. Il a présidé la quatrième session de la Conférence.

M. Opertti Badan est membre fondateur de l'Association du droit international d'Uruguay et membre de son Conseil d'administration. Il est également membre de l'Institut hispano-luso-américain de droit international, de l'Association du droit international d'Argentine et de l'Académie brésilienne du droit international et comparé. Il est par ailleurs Directeur de l'Institut uruguayen de droit comparé et Président de l'Association des avocats d'Uruguay et de l'Association interaméricaine des avocats.

En sa qualité de membre de la Commission du droit international (depuis 1996), M. Opertti Badan a participé très activement et grandement contribué à ses travaux, notamment à travers ses présentations sur la protection diplomatique des nationaux, les contre-mesures dans le domaine de responsabilité de l'État et la pollution transfrontières.

M. Operti Badan a assumé des fonctions diverses dans les organes internationaux. En août 1998, il a été élu à l'unanimité à la présidence de la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale. Il a été dans le cadre de son mandat à l'origine de progrès significatifs, notamment en ce qui concerne la réforme du Conseil de sécurité, avec l'adoption de la résolution 53/30, du 23 novembre 1998, et la formulation de règles minimales de consensus au sein du Groupe spécial qu'il présidait.

Il est membre du Groupe national uruguayen de la Cour internationale d'arbitrage et a été conseiller juridique sur un grand nombre de questions relevant de son domaine de compétences.

Il a été nommé représentant permanent de l'Uruguay auprès de l'Organisation des États américains et a présidé le Conseil permanent de l'OEA et la Commission des affaires juridiques et politiques. Il avait auparavant été Directeur des affaires juridiques et du droit international à l'OEA.

M. Operti Badan a été Ministre de l'intérieur de 1995 à 1998, date à laquelle il a été nommé Ministre des affaires étrangères, fonction qu'il assume depuis, à la demande de l'actuel Président de l'Uruguay, Jorge Batlle Ibañez.

M. Operti Badan a reçu des distinctions de nombreux pays et de nombreuses institutions, en reconnaissance de sa contribution permanente aux progrès accomplis dans les domaines juridique et politique en Uruguay.

**Guillaume Pambou-Tchivounda (Gabon)**

[Original : français]

**Cursus universitaire**

- 1969-1970 : Baccalauréat, Centre de Libreville (Gabon).
- 1970-1974 : Licence en droit, option droit public, Faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de Montpellier (France), mention A.B.
- 1975-1976 : D.E.S, option droit public, Faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de Montpellier, mention A.B.
- 1978 : Doctorat d'État en droit, Faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de Montpellier, mention très bien.
- 1979 : Doctorat d'État en sciences politiques, Faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de Montpellier, mention très bien.
- 1983 : Agrégation de droit public : concours français.

**Formation post-universitaire**

- 1973 : Auditeur au Collège universitaire d'études fédéralistes en Vallée d'Aoste (Italie).
- 1976 : Auditeur à l'Académie de droit international de La Haye, session droit public.  
Auditeur à l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg (France).
- 1982 : Auditeur à l'Académie de droit international de La Haye, session droit public.

**Distinctions universitaires**

- 1970-1974 : Lauréat de la Faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de Montpellier.  
Premier prix de droit constitutionnel.
- 1978 : Lauréat de la Faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de Montpellier : prix de thèse.

**Activités pédagogiques au Gabon et à l'étranger**

- 1975-1978 : Assistant à la Faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de Montpellier : droit administratif et droit international public.
- 1976 : Assistant à l'Institut européen des hautes études internationales de l'Université de Nice : option relations internationales.
- 1978-1980 : Maître-assistant à la Faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de Libreville.

Cours magistral : relations internationales.

Travaux dirigés : droit administratif et droit international.

1980-1983 : Maître-assistant à la Faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de :

Paris XII ( travaux dirigés de droit administratif)

Rouen (cours magistral de droit communautaire européen et de relations internationales; travaux dirigés de droit constitutionnel et de droit international.

1983-1995 : Professeur agrégé à l'Université de Libreville :

Cours de droit international public (annuel) en quatrième année de licence de droit;

Cours de droit administratif (annuel) en deuxième année de licence de droit;

Cours de relations internationales (semestriel) en première année de licence de droit;

Cours de sociologie politique (semestriel) en première de licence de droit.

Été 1998 : Directeur d'études pour la section de langue française à l'Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas).

#### **Sociétés scientifiques**

Membre de la Société française pour le droit international.

Membre de l'International Law Association (branche française).

Membre de la Société de législation comparée.

#### **Fonctions officielles au Gabon**

1987-1991 : Conseiller spécial du Président de la République du Gabon auprès du Ministère des affaires étrangères pour les questions juridiques, les conventions et les relations internationales.

Depuis 1991 : Conseiller personnel du Président de la République en charge de la francophonie.

#### **Missions officielles à l'étranger**

Membre de la délégation gabonaise à la Conférence des Nations Unies pour l'adoption de la Convention sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales à Vienne, du 18 février au 21 mars 1986.

Membre de la délégation gabonaise aux sessions ordinaires du Conseil des ministres et de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA depuis 1987.

Chef de la délégation gabonaise aux cinquante-deuxième et cinquante-troisième sessions ordinaires du Conseil des ministres de l'OUA du 3 au 9 juillet 1990.

Membre de la délégation gabonaise à la quatrième session ordinaire du Comité de révision de la Charte de l'OUA en janvier 1989.

Président du Sous-Comité des experts juristes et cartographes du Comité ad hoc de l'OUA pour le différend frontalier Tchad-Libye (1987-1990).

Membre de la délégation gabonaise aux sessions ordinaires de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies depuis 1987.

Rapporteur de la Commission juridique lors de la quarante-quatrième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

Membre de la délégation gabonaise à la session du Comité ad hoc sur la création d'une cour criminelle internationale à New York en 1995.

Membre de la Commission du droit international des Nations Unies depuis 1992.

### **Publications et travaux réalisés**

#### *Ouvrages*

*La Conférence au sommet – Contribution à l'étude des institutions des relations internationales*, Paris, 1980, L.G.D.J., 452 pages.

*Essai sur l'État africain post-colonial*, Paris, 1982, L.G.D.J., 165 pages.

*La Charte des Nations Unies*, (sous la direction de J.P Cot et A. Pellet) Paris, 1985, Economica, 1553 pages.

*Éléments de la pratique gabonaise en matière de traités internationaux*, (avec J. B Moussavou-Moussavou), Paris, 1986, L.G.D.J., 191 pages.

*Les Cours suprêmes en Afrique*, (sous la direction de G. Conac), Paris, 1988, Economica, 3 volumes.

Dictionnaire encyclopédique Droit, Afrique, Paris, 1990, Bordas, 6 volumes.

*Les grandes décisions de la jurisprudence administrative du Gabon*, Paris, Pédone, 1994, 646 pages.

#### *Articles et notes publiés*

##### *Droit constitutionnel*

« Essai sur le Premier Ministre africain », dans *R.J.P.I.C.*, 1978, n° 3, p. 237.

« Le serment politique en Afrique noire contemporaine », dans *R.J.P.I.C.*, 1981, n° 3, p. 796.

« Une juridiction constitutionnelle au Gabon », dans *Les Cours suprêmes en Afrique*, vol.2, p. 96.

##### *Finances publiques*

##### *Français*

« Recherche sur l'urgence en droit administratif français », dans *R.D.P.*, 1983, p.81.

« Note sous C. E. Ass. », 2 juillet 1982, Encoignard and Szczepaniach, dans *A.J.D.A.*, 1983, p. 35.

« Note sous C. E. Sect. », 29 juillet 1983, Commune de Roquevaire, dans *D.*, 1984, J.195.

« Note sous C. E. Sect. », 14 mai 1984, *Ministre des transports c. Association de défense des intérêts des propriétaires de Taillefer et du Chatelard*, dans *A.J.D.A.*, 1984, p. 704.

« Note sous C. E. Sect. », 5 octobre 1984, Khalifa Bendjeddou, dans *D.*, 1985, J. 389.

« Note sous C. E. Sect. », 20 février 1985, Pieragnolo, dans *D.*, 1985, J. 342.

« Note sous C. E. Sect. », 3 octobre 1986, *Régie départementale des passages d'eau de la Charente-Maritime c. Comité d'action et de défense des intérêts oléronais*, dans *D.*, 1987, J. 104.

« Note sous C. E.», 7 janvier 1987, *Ministre de l'intérieur c. Iburguren Aguirre*, dans *D.*, 1987, J. 274.

« Note sous C. E.», 19 octobre 1988, Pasanau, dans *D.*, 1989, J. 147.

#### *Africain*

« Note sous Chambre administrative », Cour suprême du Gabon, 3 février 1978, *Bittini c. État gabonais*, dans *Recueil Penant*, 1979, n° 765, p.327.

« Le délégué ministériel au Gabon », dans *Recueil Penant*, 1980, n° 767, p.49.

« Note sous Chambre administrative », Cour suprême du Gabon, 6 avril 1979, *C.C.A.F. c. État gabonais*, dans *Recueil Penant*, 1980, n° 768, p.163.

« Note sous Chambre administrative », Cour suprême du Gabon, 20 mai 1977, Kayouloud, dans *Recueil Penant*, 1982, n° 776, p.58.

« Note sous Chambre administrative », Cour suprême du Gabon, 4 juillet 1980, *Mourou Louis c. État gabonais*, dans *Recueil Penant*, 1985, no 788-780, p.363.

« Note sous Chambre administrative », Cour suprême du Gabon, 28 janvier 1983, *Moubele-Mouckala c. État gabonais*, dans *Recueil Penant*, 1985, n° 790-791, p.141.

« Note sous Chambre administrative », Cour suprême du Gabon, 28 mars 1986, *Ignace Bibang c. État gabonais*, dans *Recueil Penant*, 1987, n° 793, p.124.

« Note sous Chambre administrative », Cour suprême du Gabon, 26 février 1988, *Kuentz Anziano c. État gabonais*, dans *Recueil Penant*, 1989, n° 801, p.528.

« Note sous Chambre administrative », Cour suprême du Gabon, 24 mars et 28 mai 1989, *Taylor c. État gabonais*, dans *Recueil Penant*, 1990, n° 802, p.129.

« Note sous Chambre administrative », Cour suprême du Gabon, 24 novembre 1989, *Nze-Biteghe c. État gabonais*, dans *Recueil Penant*, 1991, n° 805, p.136.

« Note sous Chambre administrative », Cour suprême du Gabon, 24 février 1989, *Nzue Nkoghe c. État gabonais*, dans *Recueil Penant*, 1992, n° 808, p.75.

#### *Droit international et relations internationales*

« La France devant la Cour de justice de La Haye », dans *l'Europe en formation*, 1975, n° 180, p. 20.

« Un nouvel ordre économique international, dans *l'Europe en formation*, 1975, n° 185-186, p. 15.

« Dialogue Nord-Sud ou dialogue de sourds? », dans *l'Europe en formation*, 1976, n° 193, p. 10.

« Le timbre-poste en droit international », dans *Journal du droit international* (Clunet), 1980, n° 1, p. 48.

« La non-participation du Libéria au sommet économique de l'OUA-Essai d'interprétation juridique », dans *R.J.P.I.C.*, 1980, n° 3, p. 661.

« Le traité d'amitié et de coopération entre l'URSS et la République Populaire du Congo », dans *Journal du droit international*, 1982, n° 1, p. 99.

« Prospectives des intégrations régionales du tiers monde », dans *Journal du droit international*, 1984, n° 2, p. 280.

« Le droit international de l'interprétation des traités à l'épreuve de la jurisprudence », dans *Journal du droit international*, 1986, n° 3, p. 627.

« L'interdiction de déverser des déchets toxiques dans le tiers-monde : le cas de l'Afrique », dans *A.F.D.I.*, 1988, p. 709.

#### *Compte-rendu de lecture*

Ouvrage de M. Lundu Bululu : La conclusion des traités en droit constitutionnel zaïrois, dans *Revue internationale de droit comparé*, 1986, n° 1, p.272.

## **Alain Pellet (France)**

[Original : anglais et français]

Né le 2 janvier 1947 à Paris (XVI).

### **Études supérieures**

Agrégation de droit public et de sciences politiques (1974).

Doctorat d'État de droit public, 1974, Université de Paris II, Panthéon-Assas.

D.E.S. de droit public, 1969, Faculté de droit et des sciences économiques de Paris.

D.E.S. de sciences politiques, 1969, Faculté de droit et des sciences économiques de Paris.

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po) (1968, section du service public).

Licence en droit public, 1968, Faculté de droit et des sciences économiques de Paris.

Auditeur à l'Académie de droit international de La Haye (session de droit international public, 1967, 1969 et 1971).

### **Langues étrangères**

Anglais : lu, parlé, écrit.

Italien : lu, parlé.

### **Fonctions exercées à l'Université**

Université de Paris X, Nanterre

Professeur (depuis 1990).

Directeur du Centre de droit international de Nanterre (CEDIN).

Directeur du DEA de droit des relations économiques internationales et communautaires.

Membre du Conseil d'UFR (depuis 1995).

Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po)

Professeur (1980-1999)

Maître de conférences en droit international (1972-1981).

Université de Paris-Nord, Faculté de droit et de sciences politiques

Professeur (1974-1990) (détaché auprès de l'Université de Constantine jusqu'au 15 septembre 1977)

Université de Constantine (Algérie)

Professeur (1974-1977).

Nombreuses missions à l'étranger en tant que professeur invité ou conférencier.

### **Autres activités**

Membre de la Commission du droit international des Nations Unies (depuis 1990).

Rapporteur spécial sur le thème « les réserves aux traités » (depuis 1994).

Président (1997-1998).

Conseil de la France, du Burkina Faso, du Nicaragua, de l'Australie, du Tchad, de la Slovaquie, de la Bosnie-Herzégovine, du Cameroun, de l'Indonésie et de l'Inde dans le cadre de différentes affaires devant la Cour internationale de Justice.

Consultant associé, société d'avocats Mignard-Teitgen-Grisoni (Paris) (depuis 1993).

Expert-consultant auprès de la Commission d'arbitrage de la Conférence pour la paix en Yougoslavie (Commission Badinter) (1991-1993).

Rapporteur de la Commission de juristes français sur la création d'un tribunal pénal international chargé de juger les crimes commis dans l'ancienne Yougoslavie (Commission Truche) (1993).

Conseiller juridique de l'Organisation mondiale du tourisme (Madrid) (depuis 1990).

Membre suppléant de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (1983-1991).

Chevalier de la Légion d'honneur (France-1998) et nombreuses décorations et récompenses étrangères.

Docteur *honoris causa* (Université Estácio de Sá (Rio de Janeiro, 1988) et Université de Miskolc (Hongrie).

### **Principales publications**

#### *Ouvrages*

*Droit international pénal* (avec H. Ascensio et E. Decaux), Pedone, Paris 2000, XVI, 1053 pages.

*Droit international public* (avec Patrick Daillier) (L.G.D.J), 6<sup>e</sup> édition, 1999; éditions partielles en grec, 1991, en hongrois, 1997; traduction en portugais (2000), à paraître en russe en 2000 et 2001 (2 volumes).

*Les fonctionnaires internationaux* (avec D. Ruzie), P.U.F., Collection « Que sais-je? », n° 2762, 1993), 128 pages.

*La Charte des Nations Unies* (direction avec Jean-Pierre Cot) (Economica, 1985; 2<sup>e</sup> édition, 1991), XIV, 1571 pages; édition en anglais à paraître en 2000 (Oxford University Press).

*Le droit international du développement*, P.U.F., Collection « Que sais-je? », n° 1731, 2<sup>e</sup> éd., 1987), 128 pages. Traduction en japonais, 1989.

*Le droit international public*, (Mémento Thémis, P.U.F., Paris, 1981) 154 pages. Traduction en japonais, 1992.

*Recueil de textes*

*Les Nations Unies- Textes fondamentaux*, P.U.F., Collection « Que sais-je? », n° 3035, 1995), 128 pages. *Droit d'ingérence ou devoir d'assistance humanitaire? Problèmes politiques et sociaux*, n° 758-759, 1<sup>er</sup>-22 décembre 1995 (La documentation française), 133 pages.

*Articles en droit international*

« A French Constitutional Perspective on Treaty Implementation », dans *Delegating State Powers : The Effects of Treaty Regimes on Democracy and Sovereignty*, éd. Thomas M. Franck, Transnational Publishers, 2000, p. 279 à 293.

« Responding to New Needs through Codification and Progressive Development » (discours-programme) dans *Multilateral Treaty-Making : The Current Status of Challenges to and Reforms Needed in International Legislative Process*, éd. V. Gowlland-Debbas, Kluwer, La Haye, 2000, p. 3 à 13.

S.F.D.I., Colloque d'Aix-en-Provence, *La codification du droit international*, Pedone, Paris, 1999, conclusions générales, p. 329 à 341.

« The Role of the International Lawyer in International Litigation », dans *The International Lawyer as Practitioner*, éd. Ch. Wickremasinghe, B.I.I.C.L., Londres, 2000, p. 147 à 162 (également en français dans Nations Unies, Collection of Essays by Legal Advisers of States, Legal Advisers of International Organizations and Practitioners in the Field of International Law, New York, 1999, Numéro de vente E/F/S.99.V.13, p. 435 à 458).

« Can a State Commit a Crime? Definitely, Yes! » E.J.I.L. 1999, vol. 10, n° 2, p. 425 à 434.

« La Commission du droit international, pour quoi faire? », *Boutros Boutros-Ghali Amicorum Discipulorumque Liber- Paix, développement, démocratie*, Bruylant, Bruxelles, 1998, p. 583 à 612.

« Le droit international à l'aube du XXI<sup>ème</sup> siècle (La société internationale contemporaine – permanences et tendances nouvelles) », *Fundamental Course*, dans *Bancais Euromediterranean Courses of International Law*, vol. I, 1997, Aranzadi, Pamploni, 1998, p. 19 à 112.

« Remarques sur une révolution inachevée – Le projet de la C.D.I. sur la responsabilité des États », *Annuaire français de droit international*, 1996, p. 7-32.

« Vive le crime! Remarque sur les degrés de l'illicite en droit international », dans *International Law at the Eve of the Twenty-First Century – Views from the International Law Commission*, éd. A. Pellet, Organisation des Nations Unies, New York, 1997, p. 287 à 315.

« Le projet de Statut de Cour criminelle internationale permanente – Vers la fin de l'impunité? », dans *Hector Gros Espiell Liber Amicorum*, Bruylant, Bruxelles, 1997, p. 1057 à 1085.

« Les fondements juridiques internationaux du droit communautaire », *Recueil des cours*, vol. V, livre 2, Académie de droit européen, Florence, Nijhoff, Dordrecht, 1997, p. 193 à 271.

« The Road to Hell is Paved with Good Intentions – The United Nations as Guarantor of International Peace and Security : a French Perspective », dans *U.N. at Age Fifty*, éd. Christian Tomuschat, Nijhoff, Dordrecht, 1995, p. 113 à 133.

« La formation du droit international dans le cadre des Nations Unies », *European Journal of International Law*, 1995, p. 401 à 425.

« The International Court of Justice and the Political Organs of the United Nations – Some Further but Cursory Remarks », dans *Il ruolo del giudice internazionale nell'evoluzione del diritto internazionale e comunitario – Atti del Convegno di Studi in Memoria di Gaetano Morelli*, éd. F. Salerno, CEDAM, Milan, 1995, p. 115 à 124.

« Peut-on et doit-on contrôler les actions du Conseil de sécurité? » S.F.D.I., Colloque de Rennes, Le chapitre VII de la Charte des Nations Unies et les nouveaux aspects de la sécurité collective, Pédone, 1995, p. 221 à 238 .

« Quel avenir pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes? », *Liber Amicorum Jimenez de Arechaga*, Fundacion de cultura universitaria, Montevideo, 1994, p. 255 à 276.

« Le Tribunal criminel international pour l'ex-Yougoslavie – poudre aux yeux ou avancée décisive? » *Revue générale de droit international public*, 1994, p. 7 à 60.

« The Normative Dilemma – Will and Consent in International Law », Rapport, colloque de Canberra, 1990, *Australian Yearbook of International Law*, vol. 12, 1992, p. 22 à 53.

« The Destruction of Troy will not Take Place – There is but one Criterion Applicable in the Law of Belligerent Occupation : Respect for the Sovereign Rights of the Occupied People », Commission internationale des juristes, *The Administration of Occupied Territories : The West Bank*, éd. (Colloque de Jérusalem, 1988), Clarendon Press, Oxford, 1992, p. 169 à 204; également publié en français dans le *Palestinian Yearbook of International Law 1987-1988*, p. 169 à 204.

« Contre la tyrannie de la ligne droite – Aspects de la formation des normes en droit international de l'économie et du développement », série de conférences à l'Institut de droit international de Salonique, 1988, dans *Thesaurus Acroasium*, vol. XIX, 1992, p. 287 à 355.

« La mise en œuvre des normes internationales des droits de l'homme », dans C.E.D.I.N., *La France et des droits de l'homme*, Montchrestien, Paris 1990, p. 101-140.

« Le glaive et la balance- Remarques sur le rôle de la Cour internationale de Justice en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales », dans *International Law at a Time of Perplexity-Essays in Honour of Shabtai ROSENNE*, éd. Yoram Dinstein, Nijhoff, Dordrecht, 1989, p. 539 à 566.

« A New International Legal Order? What Legal Tools for what Changes? » Rapport, Colloque franco-britannique de Londres, *Aspects du droit international du développement* (janvier 1985), dans *International Law of Development : Comparative Perspectives*, Ed. Peter Slinn, Professional Books, Abingdon, 1987, p. 117 à 135.

« La carrière des fonctionnaires internationaux », dans S.F.D.I., Colloque d'Aix-en-Provence, *Les agents internationaux*, Pédone, 1985, p. 143 à 191.

« The Functions of the Right to Development – A Right to Self-Realization », *Third World Legal Studies*, 1984, p. 129 à 139.

« Le bon droit et l'ivraie- Plaidoyer pour l'ivraie (Remarques sur quelques problèmes de méthode en droit international) », *Mélanges Charles Chaumont*, Pédone, 1984, p. 465 à 493.

« L'article 53 de la Constitution de 1958 – Le rôle du Parlement dans la procédure d'entrée en vigueur des traités et accords internationaux », dans *La Constitution de 1958*, Economica, éd. par F. Luchaire et G. Conac, 1979, p. 671 à 709, 2<sup>e</sup> édition révisée, 1987, p. 1005 à 1038.

« Budget et programmes aux Nations Unies, quelques tendances récentes », *Annuaire français de droit international*, 1976, p. 242-282.

« La grève dans les services publics internationaux », *Revue générale de droit international public*, n<sup>o</sup> 4, 1975, p. 932 à 971.

« La ratification par la France de la Convention européenne des droits de l'homme », *Revue de droit public et de la science politique*, 1974, p. 1319 à 1379.

**Pemmaraju Sreenivasa RAO (Inde)**

[Original : anglais]

Né le 28 avril 1942.

*Fonctions actuelles*

Conseiller juridique et Directeur de la Division des affaires juridiques et des traités au Ministère indien des affaires extérieures, New Delhi depuis 1985.

*Fonctions antérieures*

Conseiller juridique de la Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York.

Directeur adjoint de la Division des affaires juridiques et des traités au Ministère indien des affaires extérieures.

**Autres fonctions importantes**

Membre de la Commission du droit international depuis 1987 (réelu en 1991 et 1996).

Rapporteur spécial de la Commission du droit international sur le thème de la responsabilité internationale (depuis 1997).

Président de la Commission du droit international (1995).

Président du Comité de rédaction de la Commission du droit international (1997).

Président du Groupe de planification de la Commission du droit international (1989).

Président du Comité consultatif juridique afro-asiatique (1998).

Coagent et avocat dans l'affaire relative à l'incident aérien du 10 août 1999 (*Pakistan c. Inde*) devant la Cour internationale de Justice.

Président de la réunion-débat sur le désarmement, célébration du centenaire de la première Conférence de la Paix de La Haye, du 17 au 20 mai 1999.

Président de la réunion-débat sur le règlement pacifique des différends, Célébrations du centenaire de la première Conférence de la Paix de la Haye, Saint-Pétersbourg, Fédération de Russie (21-24 juin 1999).

Président du Comité de rédaction de la conférence de plénipotentiaires sur la Convention mondiale sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, Bâle (Suisse).(1989).

Président du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe de non-recours à la force dans les relations internationales (1985).

Premier Vice-Président à la réunion de hauts fonctionnaires d'administrations nationales spécialistes du droit de l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Nairobi (1996).

Vice-Président à la première réunion du Comité permanent de la responsabilité en matière de dommages nucléaires, Vienne, 1990.

Vice-Président du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe de non-recours à la force dans les relations internationales (1985).

Coordonnateur de la Réunion des conseillers juridiques des ministères des affaires étrangères des États Membres des Nations Unies (depuis 1988).

Membre associé de l'Institut de droit international.

Membre du Groupe d'experts du CICR sur l'identification des principes du droit international coutumier applicable au droit humanitaire international.

Membre du Groupe de travail d'experts en droit de l'environnement du PNUE.

Membre du Conseil d'administration du Conseil indien d'arbitrage (depuis 1995).

Membre du Conseil des gouverneurs du Conseil international pour le droit de l'environnement (1993-2000).

Membre du Conseil international pour le droit de l'environnement (depuis 1990).

Vice-Président de la Société indienne de droit international (depuis 1991).

Membre à vie de la Société indienne de droit international.

Membre du Comité de rédaction de l'*Indian Journal of International Law*.

Membre du Comité exécutif de l'Association de droit international (branche indienne).

Membre du Conseil d'administration de la Fondation de droit international d'Inde.

Membre du Conseil des gouverneurs, Amity Law School of India, Noida, Uttar Pradesh.

### **Négociations et conférences internationales**

Chef de la délégation indienne à la réunion du Comité spécial du territoire international de l'Organisation des Nations Unies (2000-2001).

Chef de la délégation indienne à la réunion du Groupe de travail plénier chargé d'élaborer une convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation (1996-1997).

Chef de la délégation indienne aux réunions du Comité consultatif juridique afro-asiatique (depuis 1985).

Chef de la délégation indienne auprès de nombreux pays (États-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne, Canada, Suisse, Hong Kong, Thaïlande) dans le cadre de négociations pour des traités d'extradition, de répression du terrorisme et d'assistance judiciaire mutuelle.

Président du Groupe chargé des négociations concernant le statut du Centre pour la science et la technique au nom des pays non alignés et autres pays en développement (1982-1985).

Membre de la délégation indienne à l'Assemblée générale (Sixième Commission) (depuis 1982).

Membre de la délégation indienne à la Conférence diplomatique des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale (1998).

Membre de la délégation indienne à la réunion de l'OMC sur un différend entre l'Inde et les États-Unis sur l'enregistrement des brevets de produits durant la période de transition.

Membre de la délégation indienne à l'OMPI concernant l'adhésion de l'Inde à la Convention de Paris (1995).

Membre de la délégation indienne qui a présenté un rapport au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (1996).

Membre de la délégation indienne au Groupe de travail sur la responsabilité en matière de dommages nucléaires de l'AIEA, Vienne, 1988.

Membre de la délégation indienne à la Conférence ministérielle des pays non-alignés sur la Décennie des Nations Unies pour le droit international, La Haye (1988).

Membre de la délégation indienne à la Conférence de l'AIEA sur la conclusion de la Convention sur la notification d'un accident nucléaire (1986) et de la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique (1986).

Membre de la délégation indienne à la treizième réunion consultative sur le traité de l'Antarctique, Bruxelles (1985).

*Membre de la délégation indienne aux réunions de l'Organisation des Nations Unies*

Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (1983-1985).

Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires (1983-1985).

Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales (1983-1985).

A coordonné les positions de tous les conseillers juridiques des délégations des pays non-alignés à l'Organisation des Nations Unies (1982-1985).

Membre de la délégation indienne au Groupe de travail de la CNUDCI sur l'élaboration d'un guide juridique pour l'établissement de contrats internationaux de construction d'installations industrielles (1983).

Membre de la délégation indienne au Groupe de travail de la CNUDCI sur le nouvel ordre économique international (1983).

Membre de la délégation indienne à la treizième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer et à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1976-1984).

Membre de la délégation indienne aux diverses négociations bilatérales entre l'Inde et les pays voisins, dont le Bhoutan, Myanmar, le Sri Lanka, les Maldives, le Népal, le Pakistan, le Bangladesh et la Thaïlande.

### **Distinctions universitaires**

Senior Fellow, Marine policy and Ocean Management, Woods Hole Oceanographic Institution (États-Unis d'Amérique). Titulaire d'une bourse de la Fondation Rockefeller (1972-1974).

Fellow, Woodrow Wilson International Centre for Scholars, Washington, D. C. (1971-1972) .

Titulaire d'une Yale Sterling Law School Fellowship (Bourse d'études) (1967-1970).

Chercheur associé, Indian School of International Studies, New Delhi (1965-1967).

Docteur en droit de l'Université de Yale pour sa thèse sur l'ordre public et les ressources océanographiques (1970).

### **Autres diplômes**

Maîtrise de droit, faculté de droit de l'Université de Yale, 1968; Maîtrise de droit (droit international), Université d'Andhra, 1964. Licence en droit, Université d'Andhra, 1961; Licence en lettres, Université d'Andhra, 1959.

### **Conférences et réunions internationales**

A organisé, sous les auspices du Comité consultatif juridique afro-asiatique et en la qualité de Président, une conférence d'experts internationaux pour examiner les rapports préliminaires sur les thèmes du centenaire de la première Conférence internationale de la paix, New Delhi, février 1999.

Intervention au Séminaire de droit international de la CDI (1999) sur le droit à la prévention des dommages transfrontières significatifs résultant d'activités dangereuses.

A organisé, sous les auspices du Comité consultatif juridique afro-asiatique et en la qualité de Président, un séminaire sur le fonctionnement du mécanisme de règlement des différends de l'OMC et autres sujets connexes, New Delhi, novembre 1998.

A Présidé la Conférence annuelle du Comité consultatif juridique afro-asiatique, New Delhi, 1998.

A Présidé la réunion des conseillers juridiques du Comité consultatif juridique afro-asiatique, New York, octobre 1998.

Colloque des Nations Unies sur le développement progressif et la codification du droit international, New York, 1998.

Colloque d'Oxford sur la Commission du droit international et l'avenir du droit international (septembre 1998).

Président de l'Atelier de New Delhi sur le droit international des réfugiés, février 1998.

Président de la réunion-débat sur l'asyle dans le droit international et les législations nationales », Indian Center for Humanitarian Law and Research, janvier 1997.

Intervenant, International Law Weekend de l'American Society of International Law, novembre 1987, sur le sujet : « Can a State Commit Crimes? »

Intervenant, Séminaire sur l'Inde et l'Organisation des Nations Unies : Cinq décennies de coopération dans le domaine juridique. Centre d'information de l'Organisation des Nations Unies, New Delhi, mars 1997.

Exposé sur les accords bilatéraux de protection des investissements : un cadre juridique; lors d'un séminaire sur l'industrie du pétrole en Inde, questions juridiques, financières et environnementales, India International Law Foundation, New Delhi, mars 1997.

Exposé sur la protection des investissements bilatéraux : la pratique de l'Inde, lors du séminaire international sur les franchises comme instrument de développement et les nouvelles tendances dans les contrats commerciaux internationaux, en collaboration avec UNIDROIT, New Delhi, 1996.

Colloque CIJ-UNITAR organisé à l'occasion du cinquantenaire de la Cour internationale de justice, La Haye, avril 1996.

Congrès des Nations Unies sur le droit international public, New York., mars 1995.

Exposé lors du Séminaire de droit international de la CDI (1995) sur le rôle de la Commission du droit international dans la codification et le développement progressif du droit international.

Exposés sur des problèmes juridiques concernant l'établissement d'une cour criminelle internationale, en tant qu'universitaire invité sous les auspices de l'Association irlandaise de droit international (1995).

Réunions internationales d'experts sur la création d'un tribunal criminel international, Vancouver, Canada, Mars 1993.

Rapporteur, Colloque sur le droit international du contrôle des armes et du désarmement (février-mars 1991).

Colloque diplomatique international organisé conjointement par la Fondation pour l'établissement d'une cour criminelle internationale et la Commission du droit international, Tailloires, France (mai 1991).

Exposé lors du séminaire de droit international de la CDI sur le droit et la pratique en ce qui concerne l'extradition, notamment pour le terrorisme.

A inauguré l'Atelier sur le droit de la mer pour les enseignants de droit, à l'Université Mysore (juin 1978).

Membre de l'équipe indienne d'avocats internationaux qui a effectué un séjour d'échange avec les experts en droit international de l'Union Soviétique (juin 1977).

Conférence de Princeton sur l'avenir de l'ordre juridique international (juin 1972).

Expert de la Fondation Carnegie pour la paix internationale à l'occasion du Séminaire africain sur le droit de la mer, Yaoundé (1972).

Rapporteur à la réunion-débat sur l'Autorité internationale des fonds marins, Conférence annuelle de l'American Society of International Law, Washington (1971).

Juge lors des demi-finales des Jessup Moot Court Competitions, American Society of International Law, Washington, 1971.

Choisi comme l'un des 20 jeunes experts de moins de 30 ans susceptibles d'accéder un jour à des fonctions de décision et, à ce titre, a participé à la première *Pacem in*

*maribus*, Malte, 1970, organisée sous les auspices du Center for Democratic Institutions, Santa Barbara, Californie (mai-juin 1970).

### **Publications**

*Public Order of the Ocean Resources : A Critique of Contemporary Law of the Sea.* (MIT. Press, Cambridge, Massachussets, 1975).

#### *Rapports présentés à la Commission du droit international*

Premier rapport sur la prévention des dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses, Document de l'ONU A/CN.4/487, en date du 18 mars 1998, et A/CN.4/487/Add.1, 5 avril 1998.

Projets d'articles sur la prévention des dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses, Document de l'ONU A/CN.4/L.556.

Deuxième rapport sur la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international (prévention des dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses), Document de l'ONU A/CN.4/501, 5 mai 1999.

Troisième rapport sur la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international (prévention des dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses), Document de l'ONU A/CN.4/510, 9 juin 2000.

« Extra Territorial Application of National Legislation: A Synopsis of the Issues Likely to be Involved in Codification of International Law » ILC/WG/LTPW/93/1, 3 mai 1993, p. 95 à 108 (1993). (Note présentée par le Groupe de travail sur les futurs thèmes de la Commission du droit international).

#### *Contributions*

« International Law and Land Mines », dans *Stalking Terror in Peace and War*, éd. Christopher Raj, p. 166-169 (2000).

« Bilateral Investment Protection Agreements: A Legal Framework for the Protection of Foreign Investments », dans *Petroleum Industry in India – Legal, Financial and Environmental Issues*, India International Law Foundation, p. 193-199 (2000).

« Environment as a Common Heritage of Mankind: A Policy Perspective », dans *International Law on the Eve of the Twenty-First Century*, éd. Alain Pellet, Publication des Nations Unies, New York, p. 201-216 (1997).

« International Liability Arising out of Acts Not Prohibited by International Law:

« Review of Current Status of the Work of the International Law Commission » in *Essays On International Law, Quarantième anniversaire, Volume commémoratif du Comité consultatif juridique afro-asiatique*.

« The United Nations and International Peace and Security: An Indian perspective »: in Christian Tomuschat (ed.), *The United Nations at Age Fifty – A legal Perspective* (Kluwer Law International, La Haye, p. 143-184 (1995).

« Trends in International Criminal Jurisdiction » – in M.S.Rajan (ed.), *United Nations at 50 And Beyond* [(Lancers Books, p. 53-74 (1995)].

« Indian Ocean: Problems and Perspectives of Cooperation Within a Legal Framework »: in N. Krishnan et S. Gabriel (ed.) Indian Ocean: Problems and Perspectives for Cooperation (Emerald Publishers), Madras, 1992.

« International Law in Developing Countries » – Étude pour le Colloque de Beijing sur les pays en développement et le droit international (24-26 août 1992).

« United Nations Sixth (Legal) Committee and Development of International Law » in J.N. Saxena, Gurdip Singh, A.K. Kaul (ed.) United Nations for a Better World (Lancers Books, New Delhi, p. 251-277 (1986).

« Exploitation of International Seabed Resources and the last phase of the Law of the Sea Conference: A close look » co-écrit avec S. Rama Rao in S.K. Agarwala, T.S. Rama Rao and J.N. Saxena (ed.) New Horizons of International Law and Developing Countries, Association de droit international (branche indienne).p. 308-346 (1983).

« Structure and Powers of the International Seabed Authority » in R.P. Anand (ed.) Law of The Sea: Caracas and Beyond, (Radiant, New Delhi, p.277-292, 1978).

#### *Articles*

« The Case Concerning the Aerial Incident of 10 August 1999 (*Pakistan v. India*), Indian Journal of International Law. 40, p.237-242 (2000) (commentaire).

« Comments on Article 19 of the Draft Articles on State Responsibility adopted by the International Law Commission. Indian Journal of International Law, 37 p. 673-676 (1997) (Commentaire).

« Advisory Opinion of the international Court of Justice on Legality of the Threat on Use of Nuclear Weapons: An Assessment from Indian Perspective », Indian Journal of International Law, 37, p. 219-249 (1997).

« Sixth Meeting of Legal Advisers of the U.N Member States » in Indian Journal of International Law, 36, p. 75-79 (1996).

Disarmament Issues within A legal Framework » in Julie Dahlitz (ed.) Proceedings of the Symposium on the International Law of Arms Control and Disarmament (1996).

« Indian and the Law of the Sea » in World Focus 177, Publication des Nations Unies (New Delhi), p. 15-19 (1994).

« Public Order of Oceans: Problems and Prospects » Indian Journal of International Law, 17, p. 21-26 (1977).

« The Management of Deep Ocean Resources » Indian Journal of International Law, 15, p. 501-505 (1975).

« Development and the Sea » Ocean XVII (Woods Hole Oceanographic Institution Journal, Etats-Unis, p. 6-11 (1973).

« Legal regulation of Maritime Military Uses » Indian Journal of International Law, 13, p. 425-454 (1973)

« Law of sea threatens Research ». Christian Science Monitor, Boston, États-Unis, p. 16 (11 décembre 1973).

- « Coastal Zone Management and World community » Indian Journal of International Law, 13, p. 511-516 (1973).
- « The Seabed Arms Control Treaty » A study in the Contemporary Military Uses of the Sea, Journal of Maritime Law and Commerce, 4, p. 67-92 (1972).
- « Offshore Natural Resources Exploitation: An evaluation of African interests » Indian Journal of International Law, 12, p. 345-367 (1972).
- « Authority and Control over Offshore Areas: In Defence of Common Interests » Indian Journal of International Law 11, p. 380-388 (1971).
- « Conflicting Approaches to the Control and Exploitation of the Oceans ». Rapporteur du Groupe pour les travaux de l'American Society of International Law (septembre 1971).
- « The South-West Africa Cases, Africa Quarterly » 6, p. 236-253 (1967).
- « The Contemporary Practice of India in International Law, 1963-64 » (co-écrit avec M. Nagendra Singh). International Studies, 8, p. 457-500 (1967).
- « The Law of the Continental Shelf » Indian Journal of International Law, 7, p. 363-382 (1966).

## **Victor Rodríguez Cedeño (Venezuela)**

[Original : anglais]

Né le 1<sup>er</sup> mars 1948, Caracas.

### **Études supérieures**

Études de droit à l'Université centrale du Venezuela, 1965-1970. Licence de droit. Études supérieures à l'Institut d'études européennes de l'Université de Genève (Suisse) (1972-1973 et 1975-1976). Certificat d'études européennes.

Études supérieures à l'Institut d'études pour le développement de l'Université de Genève (Suisse) (1972-1973 et 1975-1976).

Études internationales à l'Institut des hautes études internationales de l'Université de Paris II, Épreuves du doctorat de l'Université.

Académie de droit international de La Haye (1976 et 1980).

### **Expérience pédagogique**

Professeur chargé des questions internationales à l'École de communication sociale de l'Université catholique Andrés Bello, Caracas, 1981-1983.

Professeur chargé des cours d'études supérieures en droit international à l'Université centrale du Venezuela. Thème : Nouvelles sources du droit international.

Intervenant au Séminaire de droit international de la Commission du droit international. L'établissement d'une cour criminelle internationale. Genève, juin 1997.

Intervenant au Séminaire de droit international de la CDI. Sujet : les actes unilatéraux des États, juin 1999 et juillet 2000.

### **Activités professionnelles**

1997 : Ambassadeur, Représentant permanent à la Conférence pour le désarmement à Genève.

1997 : Représentant permanent adjoint auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

1994-1997 : Ambassadeur, Consul général, San Juan, Puerto Rico.

1992-1994 : Ministre conseiller et chef de mission adjoint, Ambassade du Venezuela, Washington.

1991-1992 : Ministre conseiller et Représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York (questions juridiques).

1990-1991 : Conseiller juridique adjoint, Directeur des traités internationaux du Ministère des affaires étrangères, Caracas.

1989 : Chargé d'affaires à l'Ambassade du Venezuela en Arabie saoudite.

1987-1989 : Ministre conseiller à l'Ambassade du Venezuela aux Pays-Bas.

1985-1987 : Ministre conseiller à l'Ambassade du Venezuela en Autriche et Représentant permanent adjoint du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies et de l'AIEA à Vienne.

1984-1985 : Secrétaire exécutif de l'Académie diplomatique Pedro Gual.

1980-1984 : Conseiller à la Division de la politique internationale, Chef du Département des pays andins.

1980 : Chargé d'affaires du Venezuela à Cuba.

1977-1980 : Premier secrétaire à l'Ambassade du Venezuela en France.

1973-1976 : Troisième secrétaire et deuxième secrétaire à la Mission permanente du Venezuela auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

1972-1973 : Troisième secrétaire à la Division de la politique internationale du Ministère des affaires étrangères.

1966-1972 : Fonctionnaire au Ministère des affaires étrangères.

### **Conférences et réunions**

Membre de la délégation vénézuélienne à l'Assemblée générale des Nations Unies, Sixième Commission (questions juridiques), 1969, 1983, 1991 et de 1993 à 2000.

Membre de la délégation vénézuélienne auprès de l'Organisation internationale du Travail, 1973-1976.

Membre de la délégation vénézuélienne à la réunion du Comité chargé de la création de la FIDA, Rome, 1976 et 1977.

Membre de la délégation vénézuélienne et représentant du Venezuela au Comité juridique chargé de la création de l'ONUDI, Vienne, 1976-1978 et New York, 1980.

Représentant du Venezuela et membre du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, Vienne, 1985-1987.

Représentant suppléant aux conférences internationales de l'OIT, depuis 1997, Genève.

Membre de la délégation vénézuélienne à la conférence diplomatique sur la représentation des États, Vienne, 1976.

Membre de la délégation vénézuélienne à la conférence diplomatique sur le droit des traités entre États et organisations internationales, Vienne, 1986. Membre du Comité de rédaction.

Représentant du Venezuela aux Groupe de travail et Commission préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale, New York, 1995-1998.

Membre de la délégation vénézuélienne à la Conférence diplomatique des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale, Rome, juillet 1998.

Représentant du Venezuela à la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale, depuis 1998.

### **Fonctions internationales**

Membre de la Commission du droit international (1997-2002).

Rapporteur spécial sur le thème « Les actes unilatéraux des États » (depuis 1998).

Membre du Free Association Committee de l'OIT (1999-2002).

Président du Commission des questions juridiques et des normes internationales du travail (1999-2002).

Président de la Conférence pour le désarmement de l'Organisation des Nations Unies, Genève, février et mars 1998.

Vice-Président du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (1997-1998).

Président du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (1998-1999).

### **Publications**

*Corte Internacional de Justicia : un mecanismo de solución de controversia.* ed. Tierra de Gracia, Washington, 1992. Édition revue et augmentée en préparation.

*Temas juridicos internacionales*, San Juan de Puerto Rico, juin 1995.

« La Corte Penal International ». Dans *Temas intercionales*, Italgráfica, Caracas, 1997.

« Nota sobre la elaboración de la Convención sobre el derecho de los cursos de agua internacionales con fines distintos a la navegación : solución de controversias », *Temas intercionales*, Italgráfica, Caracas, 1998.

Contribution à la définition des actes unilatéraux des États, en préparation.

## **Robert Rosenstock (États-Unis d'Amérique)**

[Original: anglais]

### **Études**

Cornell University, licence en histoire.

New York University Graduate School of Business Administration.

Columbia University School of Law- doctorat en droit 1961.

### **Expérience professionnelle**

De 1961 à 1964

Exercice privé du droit avec spécialisation en matière de valeurs mobilières et de questions fiscales nationales et internationales.

De 1961 à ce jour

Membre de la Commission du droit international, depuis 1992.

Conseiller juridique à la Mission des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Rapporteur spécial sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation.

Membre de la délégation des États-Unis à l'Assemblée générale des Nations Unies, de la dix-neuvième à la cinquante-cinquième session.

Représentant suppléant des États-Unis au Conseil de sécurité de l'ONU.

Représentant des États-Unis à la Sixième Commission, de la vingt-quatrième à la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale.

Membre de la délégation des États-Unis aux conférences plénipotentiaires de codification sur le droit des traités, sur la succession d'États en matière de biens, archives et dettes d'État, sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales.

Représentant des États-Unis au Comité préparatoire de la Banque de développement des Caraïbes.

Représentant des États-Unis à la Commission juridique chargée de la rédaction de la Charte de la Banque de développement des Caraïbes.

Représentant suppléant des États-Unis au Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États.

Représentant des États-Unis à la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international.

Représentant suppléant des États-Unis au sein des Groupes de travail de la vente internationale des objets mobiliers corporels et de la réglementation internationale des transports maritimes.

Représentant des États-Unis au Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif.

Membre de la délégation américaine à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, Stockholm.

Représentant suppléant des États-Unis à la Conférence des Nations Unies sur la prescription en matière de ventes internationales d'objets mobiliers corporels.

Membre du Comité d'experts des aspects du désarmement, créé par le Secrétaire général de l'ONU.

Représentant des États-Unis auprès du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales

Représentant des États-Unis auprès du Comité de révision de la Charte des Nations Unies

### **Distinctions honorifiques**

Meritorious Service Award du Département d'État (1972) (pour services rendus lors des négociations sur la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement).

Superior Honor Award du Département d'État (1974) (pour services rendus lors des négociations relatives à la Convention des Nations Unies sur la prévention et la répression d'infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques).

Nommé juriste de l'année, avec le juge Richard R. Baxter, en 1979, par la Fondation pour l'établissement d'une cour criminelle internationale.

Superior Honor Award du Département d'État (1980) pour services rendus lors des négociations d'un traité multilatéral).

Décoré du Presidential Rank of Meritorious Executive (1982).

### **Publications**

« The Future Relationship Between Small States and the United Nations », *The International Lawyer*, vol. 3, n° 1, p. 58. Co-écrit, 1968.

« UNCITRAL – A sound Beginning », vol. 62, *American Journal of International Law*, n° 4, p. 935, 1968.

« Article 19: The Caribbean contribution », vol. 64, *American Journal of International Law*, n° 5, p. 924, 1970.

« The Declaratlon of Principles of International Law Concerning Friendly Relations: A survey », vol. 65, *American Journal of International Law*, n° 4, p. 713, 1971.

« At the United Nations », A Column, *American Bar Association Journal*.

« Review of the U.N. Charter », *Department of State Bulletin*, vol. LXXII, n°1857, p. 120, 27 janvier 1974.

« Preemptory Norms -Maybe Even less Metaphysical and Worrisome », vol. 5, n° 1, *Denver Journal of International Law and Policy*, p. 167, 1975.

« The Definition of Aggression », *Department of State Bulletin*, vol. LXII, n° 1858, p. 155, 3 février 1975.

« International Convention Against the Taking of Hostages: Another International Community Step Against Terrorism », vol. 9, n° 2, *Denver Journal of international Law and Policy*, p. 169, 1980.

« The Proposal For An International Criminal Court », *Universitv of Pittsburgh Law Review*, vol. 56, n° 2, p.271.

Annual Notes on the International Law Commission dans *The American Journal of International Law*, 1993, 1994, 1995.

« Crimes of States – An Essay » *Volkerrecht Zwischen Anspruch und Politischer Realität*, Duncker & Humblot – Berlin, 1995, p. 319.

« The International Law Commission's Draft Articles on International Watercourses Overiew and Commentary » *RECIEL: Review of European Community and International Environmental Law*, vol.5, n° 2, 1996

Différentes critiques d'ouvrages dans des revues professionnelles.

#### **Affiliation et autres activités professionnelles.**

Président de l'American Bar Association Committee on United Nations Affairs (1969-1973).

Membre de l'American Society of International Law.

Membre de groupes d'étude de l'American Society of International Law portant sur le droit des traités, la Cour internationale de Justice, l'environnement, la protection des diplomates, les États-Unis et la Micronésie.

Membre de groupes d'étude du United States Institute of Peace sur l'Organisation des Nations Unies et les opérations de maintien de la paix.

Membre de l'Advisory Council on the United States Institute of Human Rights.

Membre du Council on Foreign Relations.

#### **Activités universitaires**

Professeur invité : McGeorge School of Law, programme d'été, Salzburg (Autriche), 1986; Faculté de droit de l'University of Georgia, Études supérieures en relations internationales, 1993, 1995, 1999 et Pace University, faculté de droit, 2001.

Conférences sur divers aspects du droit international dans différents colleges et universités y compris :

- City University, New York;
- Columbia University School of Law;
- Cornell University School of Law;
- Judge Advocate General's School;
- Military Staff College;
- Naval War College;
- United States Military Academy;
- University of California;
- University of Wisconsin.

## **Bernardo Sepúlveda (Mexique)**

[Original: anglais/espagnol]

L'Ambassadeur Sepúlveda a été Ministre des affaires extérieures du Mexique de 1982 à 1988, après avoir été Ambassadeur du Mexique aux États-Unis d'Amérique (1982). En 1989, il a été nommé Ambassadeur du Mexique au Royaume-Uni, poste qu'il a conservé jusqu'en 1993. Il était aussi Ambassadeur du Mexique en Irlande, à la même époque. En 1993, on lui a confié la charge de conseiller en matière d'affaires internationales du Président du Mexique. En 1995, il a fondé son propre cabinet juridique. Il est membre de la Commission du droit international depuis 1996.

L'Ambassadeur Sepúlveda est membre des Conseils d'administration de Petróleos Mexicanos (PEMEX), du Fonds national du tourisme et de Nacional Hotelera. Il est conseiller juridique du Grupo ICA (Association des ingénieurs civils, groupe de premier plan dans le secteur du bâtiment) et membre du Conseil d'administration de l'ICA.

Il a été Directeur général adjoint des affaires juridiques au cabinet de la présidence (1968-1970). De 1971 à 1975, il a dirigé un programme d'investissements étrangers au Mexique mis en place par le Secrétaire des finances. Il était Secrétaire adjoint aux affaires internationales au Ministère des finances (1976-1980). Il est devenu conseiller principal en matière d'affaires internationales du Secrétaire du budget en 1981. En février 1981, il a été nommé à l'Équipe de travail présidentielle chargée de l'organisation de la Réunion internationale sur la coopération et le développement qui s'est tenue à Cancun, en octobre 1981, au niveau des chefs d'État et de gouvernement. Il a également fait partie de la délégation mexicaine à la Réunion de Cancun.

L'Ambassadeur Sepúlveda a été chef des délégations mexicaines auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies et de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains, de 1983 à 1988. Il a été membre des délégations mexicaines lors de plusieurs conférences des Nations Unies, notamment la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer et la Conférence de Vienne sur le droit des traités, ainsi qu'à plusieurs conférences des Nations Unies sur le désarmement. Il a également occupé la charge de Président de la Commission des sociétés transnationales de l'ONU, en tant que Représentant du Mexique, de 1977 à 1981. De 1978 à 1980, il a été élu Rapporteur du Groupe de travail intergouvernemental du code de conduite des sociétés transnationales.

L'Ambassadeur Sepúlveda a été, de 1976 à 1980, membre de la délégation mexicaine aux réunions annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale ainsi que du Comité intérimaire, du Comité du développement et du Groupe des 24. Il a également représenté le Mexique aux réunions annuelles de la Banque interaméricaine de développement.

Depuis 1967, il est professeur de droit international et des organisations internationales au Colegio de México. En 1994, il a été nommé Directeur de l'Institut d'études sur l'intégration européenne. Il a été membre du Conseil d'administration de l'American Society of International Law (1974-1975). Il a écrit un grand nombre

de livres et d'articles concernant l'ONU, le droit international, la politique étrangère et les questions économiques internationales (investissements étrangers, dettes, commerce) qui ont été publiés au Mexique et à l'étranger par de grands éditeurs et des revues spécialisées dans ce domaine.

L'Ambassadeur Sepúlveda a reçu du roi Juan Carlos, en 1984, le Prix du Prince des Asturies en matière de coopération internationale, L'UNESCO lui a décerné le prix Simon Bolivar en 1985.

Il est le récipiendaire de nombreux ordres, décorations et médailles que lui ont décernés des gouvernements étrangers.

Bernardo Sepúlveda est né à Mexico le 14 décembre 1941. Il a fait ses études à la Faculté de droit de l'Université de Mexico, dont il a été diplômé en 1964 (*Magna Cum Laude*). En 1966, il a obtenu sa maîtrise de droit international à l'Université de Cambridge (Royaume-Uni). L'Université de Cambridge lui a également décerné un diplôme de droit international pour sa thèse sur la sécurité collective dans le système interaméricain.

#### **Ordres, décorations et médailles**

Grand chevalier de l'Ordre très distingué de Saint-Michel-et-Saint-Georges

Grande-Croix de l'Ordre royal d'Isabelle la Catholique (Espagne)

Grande-Croix de l'Ordre du Mérite civil (Espagne)

Grande-Croix de l'Ordre de la Croix du Sud (Brésil)

Grande-Croix de l'Ordre de Rio Branco (Brésil)

Grande-Croix de l'Ordre de Boyacá (Colombie)

Ruban de l'Ordre de Kwang-Wha (République de Corée)

Grande-Croix de l'Ordre du général San Martin (Argentine)

Grande-Croix de l'Ordre du Libérateur (Venezuela)

Grande-Croix de l'Ordre du Pavillon yougoslave (Yougoslavie)

Grande-Croix de l'Ordre du Christ (Portugal)

Grande-Croix de l'Ordre de l'Infant Henri le navigateur (Portugal)

Grande-Croix de l'Ordre de la Couronne (Belgique)

Grand officier de l'Ordre de la Légion d'honneur (France)

Commandeur insigne de l'Ordre du Mérite (Pologne)

Grand-Commandeur de l'Ordre du Rédempteur (Grèce)

Grande-Croix de l'Ordre Vasco Núñez de Balboa (Panama)

Grande-Croix de l'Ordre de Manuel Amador Guerrero (Panama)

Grande-Croix de l'Ordre du Quetzal (Guatemala)

Grand-Cordon de l'Ordre du Soleil Levant (Japon)

Grande-Croix de l'Ordre du Soleil (Pérou)

Ordre de la République, première classe (Égypte)  
 Commandeur de l'Ordre de la distinction (Jamaïque)  
 Docteur *honoris causa* de l'Université de San Diego, Californie (États-Unis)  
 Docteur *honoris causa* de l'Université de Léningrad (Fédération de Russie)

### **Publications**

*Las Naciones Unidas, el Tratado de Rio y la O.E.A, Foro Internacional*, VII, n<sup>os</sup> 1-2, 1967.

*Las Naciones Unidas : dilema a los 25 años*, (co-éd.) México : El Colegio de México, 1970

*Derecho del Mar: apuntes sobre el sistema legal mexicano, La política exterior de México: Realidad y perspectivas*, México: El Colegio de México, 1972.

*Los orígenes políticos del Porfiriato, Foro Internacional* XII, n<sup>o</sup> 3, 1972

*La inversión extranjera en México* (México: FCE, 1973).

*Las empresas transnacionales en México* (México: El Colegio de México), 1974) .

*A Mexican view of foreign investment*, Actes de la 68e réunion annuelle de la Société américaine de droit international, Washington, avril 1974.

*Mexico and the Law of the Sea*, en *The Changing Law of the Sea: Western Hemisphere Perspectives*, Ralph Zacklin (ed.) (Leiden: Sijthoff, 1974) .

*La estrategia de las corporaciones transnacionales y el sistema jurídico de los Estados: la experiencia latinoamericana*, OEA/Ser. K/XXI. 1; CIDIP/4, 25 février 1974 (polycop).

*GATT, ALALC y et trato de más favor, Lecturas : Derecho Económico Internacional* (Mexico) : FCE, 1974.

*Las empresas transnacionales y la transferencia de tecnología: perspectivas para su regulación internacional*. Los problemas de un mundo en proceso de cambio. Leus González Sensa y Ricardo Méndez Silva (ed.) UNAM, México, 1978.

*Perspectivas de un país de desarrollo intermedio sobre la economía internacional, Visión del México contemporáneo*, México: El Colegio de México, 1979.

*Las nuevas reglas del GATT y el sistema legal mexicano, Comercio Exterior*. México, 1980.

*Inversión extranjera, deuda externa y comercio exterior: notas sobre el orden jurídico mexicano, Anuario Jurídico*, México: Instituto de Investigaciones Jurídicas de la UNAM, 1980.

*La regulación internacional de las empresas transnacionales, Foro Internacional*. n<sup>o</sup> 84, 1981.

*La crisis económica mundial: El nuevo orden internacional y la planeación: Comentarios, Planeación para el desarrollo*, México: SPP/FCE, 198-1.

*La regulación jurídica de las inversiones extranjeras en México, Aspectos Jurídicos de la Planeación en México*. México: SPP/Editorial Porrúa, 1981.

*Perspectivas de la relación entre México y Estados Unidos*, en Comisión de Asuntos Internacionales, Partido Revolucionario Institucional, *Grandes temas de política exterior*, México: FCE, 1983, p.308-310.

*Reflexiones sobre la política exterior de México*, *Foro Internacional XXIV*, n° 4, abril-juin 1984, p. 407-414.

*México en las Naciones Unidas: un balance de cuatro décadas*, en Secretaría de Relaciones Exteriores, *México en las Naciones Unidas*, México: SRE 1986, p.7-13.

*Política Exterior de México – Discursos y documentos*. 6 tomes 1983-1988. México: Secretaría de Relaciones Exteriores, 1983 à 1988.

*México en la concertación política internacional*, en Rosario Green (coord.), *México y sus estrategias internacionales*, México, Diana 1989, p. 119-133.

*Latin American-European Relations in the 1990* , en Dermot Keogh (ed), *Beyond the Cold War, Europe and the Superpowers in the 1990's*, Hibernian University Press, Dublin, 1990, p. 94-106.

*La política exterior de México en la coyuntura internacional*, en *Coloquio de Invierno. Los Grandes cambios de nuestro tiempo: la situación internacional, America Latina y México*, Vol.III: México y los cambios de nuestro tiempo México: UNAM/CONACULTA/FCE, 1992. p. 290-300.

*Política exterior y estrategias de seguridad y defensa: Los trabajos de la Comunidad Europea, México y Europa*, México, SRE, 1992.

*Seguridad y defensa: Después de Maastricht*, *Nexos*, n° 172, abril 1992.

*Doctrina y práctica de la política exterior de México (1982-1988)*. Ensayos Jaliscienses. El Colegio de Jalisco, Guadalajara, 1993.

*Régimen de partidos y renovación continua*. Examen, n° 67. décembre 1994

*Política Exterior para el Desarrollo Nacional*, Examen, n° 54, novembre 1993.

*Política Exterior y Tratado de Libre Comercio Comercio Exterior*, juin 1994.

*Los intereses de la política exterior. La política exterior de México en el decenio de los ochenta*, México, Fondo de Cultura Económica, 1994.

*Asuntos Internacionales de México: Una bibliografía (1980-1993)*, *La política exterior de México en el decenio de los ochenta México*, Fondo de Cultura Económica, 1994.

*Los intereses de la política exterior*, *Nexos*, n° 203, novembre 1994.

*No intervención y derecho de injerencia: el imperio o la decadencia de la soberanía*,. *Las Naciones Unidas a los 50 años* (Compilador: Modesto Seara Vázquez) México, Fondo de Cultura Económica, 1995.

*El Oficio Internacional*. Introducción a las *Obras Completas de Jorge Castañeda*. Trois tomes. Co-édición de El Colegio de México y la Secretaría de Relaciones Exteriores, México,1995.

*México, El Consejo de Seguridad y el futuro de las Naciones Unidas. Foro Internacional*, n° 142, octubre-décembre 1995, El Colegio de México,1996.

*Un galope en la obscuridad: México, el Consejo de Seguridad y el futuro de la ONU.* Enfoque, octubre 1995, suplemento dominical del periódico *Reforma* ».

*El Senado y la política exterior.* Libro homenaje a Rafael Segovia, con motivo de su designación como profesor emérito de El Colegio de México. El Colegio de México, FCE, CONACYT México, 1998.

*El TLC y las reivindicaciones de la jurisdicción mexicana.* En el papel de derecho internacional en América: La soberanía nacional en la era de la integración regional. Facultad de Derecho de la UNAM/The American Society of International Law. México, 1997. Publié également sous le titre « Jurisdicción nacional, agotamiento en los recursos locales y protección de inversiones extranjeras: los riesgos del TLCAN » dans l'Annuaire México, Estados Unidos, Canada: 1995-1996. Gustavo Vega et Francisco Alba, México, El Colegio de México, Centro de Estudios Internacionales, 1997.

*El equilibrio del poder en perspectiva.* Commentaire sur le livre de Henri Kissinger, *La Diplomacia*, FCE, México, 1995. Revista *Este País*, avril 1996.

*México y Europa.* Revista *Este País*, octubre 1996.

*Hacia un nuevo concierto europeo.* Commentaires pour le numéro spécial de Revista *Mexicana de Política Exterior* (49) voir le Mexique et l'Union européenne, México y la Unión Europea, Revistas *Este País*, octubre 1996.

*México y su compromiso con la protección de los derechos humanos.* Revista de la Facultad de Derecho de México, n° 205-206, janvier-avril 1996 UNAM, México.

*México y la Unión Europea: hacia un nuevo entendimiento.* Todo México 1997. *Enciclopedia de México*, México, 1997

*Los valores éticos y el orden jurídico mexicano: la perspectiva del derecho internacional.* Sergio García Ramírez (comp.) Los valores en el derecho mexicano. Instituto de Investigaciones Jurídicas de la UNAM y Fondo de Cultura Económica, México, 1997.

*Objetivos e intereses de la política exterior .México ante el fin de la guerra fría".* Ilan Bisberg (comp.). Centro de Estudios Internacionales, El Colegio de México, México, 1998.

## Bruno Sima (Allemagne)

[Original: anglais et français]

Né à Quierschied (Sarre) le 29 mars 1941.

1962-1966 : Études à l'Université d'Innsbruck. Doctorat en droit, Université d'Innsbruck, 1966.

1967 : Pratique au barreau.

1967-1972 : Assistant à la faculté de droit, Université d'Innsbruck.

1971 : Chargé de cours (venia legendi) en droit international et relations internationales.

1972 : Expert au Conseil de l'Europe, direction des affaires juridiques.

Depuis 1973 : Professeur de droit international et de droit de la Communauté européenne,

Directeur de l'Institut de droit international, Université de Munich.

1995-1997 : Doyen de la faculté de droit de Munich.

1987-1992 : Professeur de droit à l'Université du Michigan, Ann Arbor (États-Unis).

1976 et 1982 : Directeur d'études à l'Académie de droit international de La Haye.

1981-1989 : Enseignement du droit international aux diplomates débutants du Ministère allemand des affaires étrangères.

1984 et 1985 : Professeur invité à l'Université de Sienne (Italie).

1986 et 1995 : Professeur invité à l'Université du Michigan, Ann Arbor (États-Unis).

Depuis 1997 : Membre de l'Affiliate Overseas Faculty de la faculté de droit de l'Université du Michigan, Ann Arbor (États-Unis).

1987-1996 : Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'Organisation des Nations Unies.

1995 : Conférences à l'Académie de droit international de La Haye.

Depuis 1996 : Membre de la Commission du droit international.

Cofondateur et corédacteur du *European Journal of International Law*.

Membre de la Cour d'arbitrage des sports du Comité international olympique.

Membre des conseils consultatifs du Ministère allemand des affaires étrangères pour les questions relatives au droit international et à l'Organisation des Nations Unies.

---

Expert au mécanisme de la dimension humaine de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et pour les activités de prévention des conflits du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Depuis 1994 : Avocat du Cameroun dans l'*affaire de la frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria* devant la Cour internationale de Justice.

Depuis 1999 : Coagent et conseiller de l'Allemagne dans l'affaire relative à la *Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. États-Unis d'Amérique)*.

Consultant dans des affaires portées devant la Commission européenne et la Cour européenne des droits de l'homme.

En 1996 : Distinction accordée par l'American Society of International Law.

Membre de diverses associations professionnelles (notamment American Society of International Law et Association de droit international). Vice-Président (1989-1993) et, depuis 1987, membre du Conseil de l'Association allemande de droit international.

## Surya Subedi (Népal)

[Original : anglais]

Surya Subedi jouit d'une réputation internationale dans son domaine. Il a contribué de manière importante à la prise en compte des droits des États sans littoral dans le droit international. Il a travaillé pendant une dizaine d'années pour les trois branches du système judiciaire népalais, c'est-à-dire la Cour suprême du Népal, le Bureau du Procureur général et le Ministère du droit et de la justice, avant de se lancer dans une carrière d'universitaire. Il est aujourd'hui professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université de Middlesex à Londres, après avoir été professeur de droit et Directeur d'un programme d'enseignement supérieur de droit international à l'Institut d'études sociales de La Haye. Il est titulaire d'un doctorat en droit de l'Université d'Oxford, qui lui a décerné un prix prestigieux pour sa thèse, et d'une maîtrise avec mention de l'Université de Hull, où il a été déclaré meilleur étudiant de maîtrise en 1988 et a reçu un prix. Il a obtenu une licence de droit à l'Université Tribhuvan, Katmandou.

Il est notamment spécialiste de droit international, de droit relatif aux droits de l'homme, de droit commercial et économique international et de droit de l'environnement international. Il a écrit deux livres et un grand nombre d'articles qui ont été publiés dans d'importantes revues de droit international, notamment l'*American Journal of International Law*, l'*International and Comparative Law Quarterly*, le *German Yearbook of International Law*, le *Netherlands International Law Review* et l'*European Human Rights Law Review*. Les Oxford University Press ont publié une de ses principales monographies en droit international en 1996, dans la collection de droit international des prestigieuses *Oxford Monographs*. Il a reçu pour cet ouvrage en 1997 le prix « Outstanding Legal Scholarship » de la Society of Public Teachers of Law.

Il a donné de nombreuses conférences au Royaume-Uni, aux États-Unis, aux Pays-Bas, en Suède et au Népal. Il a été professeur de droit invité à la faculté de droit de Brooklyn, New York, en 1999, où il a donné un cours de droit international (annuel). Il a donné et codirigé un cours sur le droit de la mer (annuel) à l'Université marine mondiale, en Suède, en 1994, 1995 et 2000. Il enseigne le droit international, en tant que professeur invité, à l'Institut d'études sociales de La Haye depuis 1997. Il est rédacteur en chef de l'*Asian Yearbook of International Law* et membre du Comité de rédaction de l'*European Bulletin of Himalayan Research*, publié par la Faculté des études orientales et africaines de l'Université de Londres.

Il est membre des jury d'examen de l'Université de Londres pour son programme de maîtrise en droit international des ressources naturelles, pour la faculté des études orientales et africaines, et de l'Université de Lancaster dans le cadre de son programme de Bachelor of Laws. Il a été élu ou nommé membre d'un grand nombre d'associations internationales. Il est membre du Conseil d'administration de l'Association britannique des professeurs d'université en droit, membre du Comité sur les ressources en eau de l'Association de droit international et de la Commission du droit de l'environnement de l'Union mondiale de la nature. Il est président du Britain-Nepal Academic Council et membre du Conseil d'administration de la Fon-

dation pour le développement du droit international en Asie. En 1998, le roi du Népal lui a décerné une récompense.

Surya Subedi est né au Népal en 1958.

## **Peter Tomka (Slovaquie)**

[Original : anglais et français]

Né le 1er juin 1956, à Banská Bystrica (Slovaquie)

### **Études**

- 1979 : Faculté de droit de l'Université Charles de Prague (maîtrise, mention très bien).
- 1985 : Faculté de droit de l'Université Charles de Prague (doctorat en droit international).
- 1982 : Faculté de droit international et de relations internationales, Kiev
- 1984-1985 : Institut du droit de la paix et du développement, Nice (France).
- 1985 : Institut de droit international public et des relations internationales, Salonique (Grèce)
- 1988 : Académie de droit international, La Haye.

### **Carrière professionnelle (résumé)**

- Depuis 1999 : Ambassadeur, Représentant permanent de la Slovaquie auprès de l'Organisation des Nations Unies.
- 1998-1999 : Directeur général des affaires juridiques internationales et consulaires.  
Jurisconsulte au Ministère des affaires étrangères, Bratislava
- 1997-1998 : Directeur du Département du droit international du Ministère des affaires étrangères.
- 1994-1997 : Ambassadeur, Représentant permanent par intérim de la Slovaquie auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York).
- 1993-1994 : Ambassadeur, Représentant permanent adjoint de la Slovaquie auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York.
- 1991-1992 : Conseiller et Conseiller juridique à la Mission permanente de la Tchécoslovaquie auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York.
- 1990-1991 : Chef de la Division du droit international public au Ministère des affaires étrangères à Prague.
- 1986-1990 : Conseiller juridique adjoint au Ministère des affaires étrangères à Prague.

### **Activités internationales**

- Depuis 1999 : Membre (et Deuxième Vice-Président, 2000) de la Commission du droit international des Nations Unies

- Depuis 1993 : Agent de la Slovaquie devant la Cour Internationale de Justice dans l'affaire concernant le projet *Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)*
- Depuis 1977 : Expert de la Slovaquie dans l'affaire n° ARB/97/4, *Československá obchodní banka (ČSOB) c. République slovaque*, soumise au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements.
- 2001 : Président du Comité ad hoc des conseillers juridiques en matière de droit international public du Conseil de l'Europe.
- 1999-2000 : Vice-Président du Comité des conseillers juridiques en matière de droit international public du Conseil de l'Europe.
- Depuis 1994 : Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye.
- 1997 : Président de la Sixième commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (cinquante-deuxième session).
- 1999 : Président de la neuvième réunion des États Parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer
- 1992 : Vice-Président de la Sixième Commission [questions juridiques], Assemblée générale
- 1995 : Président du Groupe de travail sur la Décennie des Nations Unies pour le droit international.
- 1998 : Vice-Président du Comité préparatoire pour la création de la Cour pénale internationale.
- 1996 : Président de la Réunion des États Parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
- 1996 : Vice-Président de la Réunion des États Parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.
- 1991 : Président du Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif.
- 1998 : Chef suppléant de la délégation slovaque à la Conférence diplomatique des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale.
- 1993-2000 : Représentant de la Slovaquie à l'Assemblée générale des Nations Unies (quarante-huitième à cinquante-cinquième sessions) et chef adjoint de la délégation slovaque (quarante-neuvième, à cinquante et unième, cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions).
- 1993-1999 : Représentant de la Slovaquie à la Sixième Commission de l'Assemblée générale.
- 1990-1992 : Représentant suppléant de la Tchécoslovaquie à l'Assemblée générale (quarante-sixième et quarante-septième sessions) et Conseiller (quarante-cinquième session).
- 1990-1992 : Représentant de la Tchécoslovaquie à la Sixième Commission de l'Assemblée générale

- 1994-1996 : Chef de la délégation slovaque à l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins.
- 1993-1994 : Représentant de la Slovaquie à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer.
- 1987-1992 : Représentant de la Tchécoslovaquie à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer.
- 1991 : Chef de la délégation tchécoslovaque à la réunion des États Parties au Traité de l'Antarctique, Madrid.
- 1991 : Chef de la délégation tchécoslovaque à la réunion d'experts de la CSCE sur le règlement pacifique des différends en Europe, organisée à La Valette par la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe.
- 1986 : Représentant de la Tchécoslovaquie à la vingt-cinquième Conférence internationale de la Croix-Rouge à Genève.
- 1991 : Conseiller juridique de la délégation tchécoslovaque aux négociations sur le retrait des forces militaires soviétiques de Tchécoslovaquie.
- 1989-1990 : Conseiller juridique de la délégation tchécoslovaque aux négociations sur la dissolution du Pacte de Varsovie.

### **Enseignements**

- 1980-1984 : Assistant en droit international public à l'Université, Charles de Prague,
- 1984-1991 : Lecteur en droit international public à l'Université Charles de Prague.
- 1998-1999 : Cours général de droit international public à l'Institut des relations internationales de l'Université Comenius à Bratislava.

### **Séminaires et colloques internationaux**

- Séminaires de l'Institut international de droit humanitaire, Prague, 1986; Varsovie, 1987, Moscou, 1988; Sofia, 1989.
- 1986 : Coopération dans les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.
- 1990 : Règlement pacifique des différends internationaux en Europe, Académie de droit international de La Haye.
- 1995 : Congrès des Nations Unies sur le droit international public.
- 1996 : Colloque organisé à l'occasion du cinquantenaire de la Cour internationale de Justice de La Haye.
- 1997 : Colloque des Nations Unies sur le développement progressif et la codification du droit international, 1994.

### **Appartenance à des sociétés savantes et à des comités de rédaction**

- 1981-1992 : Membre de la Société tchécoslovaque de droit international, Secrétaire de 1986 à 1991.
- Depuis 1988 : Membre de l'antenne tchécoslovaque de l'Association du droit international, Secrétaire de 1988 à 1991.
- Depuis 1982 : Membre de la Société slovaque de droit international.
- Depuis 2000 : Membre de la Société américaine de droit international.
- 1990-1991 : Membre du Comité de rédaction de *Právník (Le juriste)*, publié par l'Académie tchécoslovaque des sciences

### **Publications**

*Codification du droit international*, Prague 1984 (thèse miméographiée).

*Les modes de codification du droit international*, dans *Acta Universitatis Carolinae -Iuridica*, n° 3 (1985), p. 221 à 236.

*État d'avancement du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité dans Renforcer le rôle du droit pénal dans la protection de la paix et de la sécurité internationales*, *Acta Universitatis Brunensis – Iuridica* n° 84, Brno 1988.

*La Tchécoslovaquie et la Cour internationale de Justice – tempora mutantur?*, dans *Právník* n° 5 (1990), en collaboration avec V. Mikulka.

*La procédure établie par la CSCE pour le règlement pacifique des différends en Europe*, dans *Právník* n° 11 (1991) en collaboration avec M. Potočný.

Documents choisis pour l'étude du droit des Communautés européennes, Prague 1991, en collaboration avec I. Jiruška.

*The First Site Visit of the International Court of Justice in Fulfillment of Its Judicial Function*, in *American Journal of International Law*, n° 1 (1998), en collaboration avec S. Wordsworth.

*The Major Complexities Encountered in International Law-Making*, dans *Making Better International Law: The International Law Commission At 50*, United Nations, New York 1998

*Des droits à la responsabilité : la création de la Cour pénale internationale*, *Dilema* n° 12 (1998).

### **Langues**

Anglais, Français, Russe, Tchèque

## **Michel J. Tueni (Liban)**

[Original : anglais]

Né le 15 août 1955 au Liban.

### **Études**

*Paris II, Université d'Assas :*

Diplôme d'études universitaires générales (DEUG).

Diplôme de droit.

Maîtrise de droit (mention), spécialisation en droit des affaires et en droit international.

Maîtrise en droit libanais (avec mention).

### **Langues**

Arabe, français, anglais (lu, écrit, parlé).

Quelques notions d'allemand et d'italien.

### **Expérience professionnelle**

Formation au cabinet d'avocats Fouad Boutros et Bahije Tabbara.

Formation dans des cabinets d'avocats anglais et américains.

1980-1982 : Conseiller juridique au Ministère de l'industrie et de pétrole.

Membre du barreau libanais depuis 1980.

Membre de la Cour d'appel depuis 1983.

Avocat international en France et dans de nombreux autres pays.

Représentant du Liban à la Commission juridique de la Conférence générale de l'UNESCO en 1997.

Conseiller du Ministre de l'éducation nationale.

Avocat (bureau au Liban et bureau parisien).

Membre de nombreux Conseils d'administration (Middle East Airlines, Banque de financement).

Conseiller à la Banque centrale du Liban.

Conseiller de Middle East Airlines.

## Chusei Yamada (Japon)

[Original : anglais]

Né le 12 avril 1931 à Osaka (Japon).

### Études universitaires

Licence de droit à la faculté de droit de l'Université de Tokyo (1954).

Études au Swarthmore College (États-Unis d'Amérique) (1954-1955).

Études à l'Université du Wisconsin (États-Unis d'Amérique) (1955).

Diplômé de la Fletcher School of Law and Diplomacy, Medford, Massachusetts (États-Unis d'Amérique) (1956).

### Expérience professionnelle

#### *Fonctions actuelles*

Assistant particulier du Ministre des affaires étrangères du Japon (depuis 1996).

Membre de la Commission du droit international (depuis 1992) (Président de la cinquante-deuxième session).

Arbitre, Tribunal arbitral créé en vertu de l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (depuis 2000).

Professeur de droit international à la faculté de droit à l'Université de Wasada (depuis 1996).

Membre du Comité national japonais de l'UNESCO (depuis 1997).

Membre du Conseil de l'Université des Nations Unies (depuis 1998).

#### *Autres*

Juge, Tribunal arbitral dans l'affaire du thon rouge du sud (*Australie et Nouvelle-Zélande c. Japon*) (2000).

Membre du Conseil d'administration de l'Association de droit international, branche japonaise.

Membre de l'Association japonaise de droit international.

#### *Fonctions diplomatiques*

Entré au Ministère japonais des affaires étrangères en 1954.

A occupé les postes suivants :

Consulat général du Japon à Seattle (États-Unis d'Amérique), 1956-1958.

Division de l'Amérique du Nord, Bureau chargé des organismes des Nations Unies, Ministère des affaires étrangères, Tokyo (1958-1963).

Ambassade du Japon à New Delhi (Inde) (1963-1966).

Mission permanente du Japon à l'Office des Nations Unies à Genève. (1966-1968).

Division des affaires économiques, Bureau chargé des organismes des Nations Unies, Ministère des affaires étrangères, Tokyo (1968-1969).

Directeur de la Division des conventions internationales, Bureau des traités, Ministère des affaires étrangères, Tokyo (1969-1972).

Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (États-Unis d'Amérique) (1972-1977).

Directeur général adjoint pour la planification de la politique, Ministère des affaires étrangères, Tokyo (1977-1978).

Directeur général adjoint du Bureau des traités, Ministère des affaires étrangères, Tokyo (1978-1981).

Consul général du Japon, Hong Kong et Macao (1981-1983).

Directeur général, Bureau chargé des organismes des Nations Unies, Ministère des affaires étrangères, Tokyo (1983-1985).

Inspecteur général, Ministère des affaires étrangères, Tokyo (1985-1986).

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon en Égypte au Caire (1989-1992).

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire itinérant, Tokyo (1992-1993).

Membre de la Commission du droit international de l'ONU (depuis 1992).

Représentant permanent du Japon au Comité consultatif juridique afro-asiatique, depuis 1993.

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon en Inde (1993-1995).

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon au Royaume du Bhoutan (1993-1995).

Membre d'un jury pour les examens d'entrée au Service diplomatique portant sur le droit international (1969-1972) et le droit constitutionnel (1978-1980).

#### *Participation aux conférences internationales*

A représenté le Gouvernement japonais dans les organes et organismes internationaux suivants :

Assemblée générale des Nations Unies (30 sessions, dont 3 sessions extraordinaires, depuis 1957).

Conseil de sécurité

Conférence du désarmement.

Commission du désarmement.

Conseil économique et social.

Programme des Nations Unies pour le développement.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Réunion des parties consultatives relatives au Traité sur l'Antarctique.

Comité consultatif juridique afro-asiatique.

Organisation de l'aviation civile internationale.

Commission internationale des pêches du Pacifique Nord.

Commission du phoque à fourrure du Pacifique Nord.

A représenté le Gouvernement japonais dans diverses conférences dans de nombreuses conférences spéciales et conférences sur la négociation de traités, notamment :

Conférence des Nations Unies sur le cacao, Genève (1967-1968).

Conférence des Nations Unies sur le sucre, Genève (1968).

Conférence internationale de droit aérien, La Haye (1968).

Conférence de plénipotentiaires sur la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, Washington (1973).

Conférence mondiale de la population, Bucarest (1974).

Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire (1978).

Conférence sur l'interdiction des armes chimiques, Paris (1989).

A présidé la première session du Comité préparatoire (mai 1989) de la quatrième Conférence des parties chargées de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ainsi que le troisième Comité de cette Conférence.

Membre du groupe d'experts chargés par le Secrétaire général d'étudier le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification (1989-1990).

Premier Vice-Président de la quarante-sixième session de la Commission du droit international (1994-1995).

Président du Comité plénier de la Sixième Commission de l'Assemblée générale chargé d'élaborer une convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation (1997).

### **Publications et exposés**

« North Pacific Fur Seal Convention », *Research Journal of the Ministry of Foreign Affairs*, vol. II, n° 12, décembre 1962.

« Legal Status of Russian Warship Admiral Nahimov », Kyoto University International Law Seminar, novembre 1980.

« Return of Hong Kong », Kyoto University International Law Seminar, juin 1984.

« Antarctic Treaty and the United Nations », Annual Meeting of the Japanese Association of International Law (octobre 1985).

- « Forty-fourth Session of the International Law Commission », *Journal of International Law and Diplomacy* (février 1993), vol. 91, n° 6.
- « Forty-fifth Session of the International Law Commission », *Journal of International Law and Diplomacy* (février 1994), vol. 92, n° 6.
- « The Legal Aspects of Nuclear Weapons Proliferation concerning the Former Soviet Union », *Avoidance and Settlement of Arms Control and Disarmament Law* (United Nations, 1994).
- « Conditions for South Asian Regional Talks », *Disarmament : Topical Papers 20; Transparency in Armament Regional Dialogue and Disarmament*, United Nations Publication, 1994).
- « The United Nations at Its Turning Point: A Japanese Perception », dans *The United Nations at Age Fifty*, German United Nations Association, Kluwer Law International, 1995.
- « Consolidation and Improvement of Existing Multilateral Agreements », *Disarmament : Topical Papers 21; Disarmament in the Last Half Century and Its Future Prospect*, United Nations Publication, 1995).
- « Forty-sixth Session of the International Law Commission », *Journal of International Law and Diplomacy* (juin 1995), vol. 94, n° 2.
- « Forty-seventh Session of the International Law Commission », *Journal of International Law and Diplomacy* (juin 1996), vol. 95, n° 2.
- « The History of the CTBT and Where It Stands Today », *Asia-Pacific Review*, vol. 4, n° 1, printemps-été 1997.
- « Peace Through Disarmament. Legal Aspects », dans *International Law on the Eve of the Twenty-first Century: Views from the International Law Commission*, United Nations Publication, 1997.
- « Forty-eighth Session of the International Law Commission », *Journal of International Law and Diplomacy* (août 1997), vol. 96, n° 3.
- « Revitalization of the UN Codification Process of International Law: A Case on the Convention of the Law of the Non-Navigational Uses of International Watercourses », *Japanese Annual on International Law* (Association japonaise de droit international), n° 40. 1997.
- « Forty-ninth Session of the International Law Commission », *Journal of International Law and Diplomacy* (juin 1998), vol. 97, n° 2.
- « Fiftieth Session of the International Law Commission », *Journal of International Law and Diplomacy* (février 1999), vol. 97, n° 6.
- « The Future Role of Nuclear Weapons », dans *Asian Security in the 21<sup>st</sup> Century* (Institute of Defence Studies and Analysis, New Delhi, 1999).
- « Fifty-first Session of the International Law Commission », *Journal of International Law and Diplomacy* (février 2000), vol. 98, n° 6.